

Quelle université pour les francophones minoritaires?
Le rôle des congrégations religieuses dans la fondation des universités
Laurentienne et de Moncton

par

Estelle Dupuis

Thèse présentée pour répondre
aux exigences de la
maîtrise ès arts (MA) en histoire

Faculté des études supérieures
Université Laurentienne
Sudbury (Ontario) Canada

© Estelle Dupuis, 2019

THESIS DEFENCE COMMITTEE/COMITÉ DE SOUTENANCE DE THÈSE
Laurentian University/Université Laurentienne
Faculty of Graduate Studies/Faculté des études supérieures

Title of Thesis
Titre de la thèse

Quelle université pour les francophones minoritaires? Le rôle des congrégations religieuses dans la fondation des universités Laurentienne et de Moncton

Name of Candidate
Nom du candidat

Dupuis, Estelle

Degree
Diplôme

Maitrise ès Arts

Department/Program
Département/Programme

Histoire

Date of Defence
Date de la soutenance 14 mai 2019

APPROVED/APPROUVÉ

Thesis Examiners/Examineurs de thèse:

Prof. Joel Belliveau
(Supervisor/Directeur de thèse)

Prof. Sara Burke
(Committee member/Membre du comité)

Prof. Serge Miville
(Committee member/Membre du comité)

Prof. Michel Bock
(External Examiner/Examineur externe)

Approved for the Faculty of Graduate Studies
Approuvé pour la Faculté des études supérieures
Dr. David Lesbarrères
Monsieur David Lesbarrères
Dean, Faculty of Graduate Studies
Doyen, Faculté des études supérieures

CLAUSE D'ACCESSIBILITÉ ET PERMISSION D'UTILISER DES DOCUMENTS

Je, **Estelle Dupuis**, accorde à l'Université Laurentienne et à ses agents l'autorisation non exclusive d'archiver ma thèse ou mon rapport de projet et d'en permettre l'accès, en tout ou en partie et dans toute forme de média, maintenant ou pour la durée de mon droit de propriété du droit d'auteur. Je conserve tous les autres droits de propriété du droit d'auteur de la thèse ou du rapport de projet. Je me réserve également le droit d'utiliser dans de futurs travaux (comme des articles ou des livres) l'ensemble ou des parties de ma thèse ou de mon rapport de projet. J'accepte en outre que la permission de reproduire cette thèse de quelque manière que ce soit, en tout ou en partie à des fins savantes, soit accordée par le ou les membres du corps professoral qui ont supervisé mes travaux de thèse ou, en leur absence, par le directeur ou la directrice de l'unité dans lequel mes travaux de thèse ont été effectués. Il est entendu que toute reproduction ou publication ou utilisation de cette thèse ou de parties de celles-ci à des fins lucratives ne doit pas être autorisée sans ma permission écrite. Il est également entendu que cette copie est présentée sous cette forme par l'autorité du titulaire du droit d'auteur uniquement pour fins d'études et de recherches particulières et ne doit pas être copiée ou reproduite sauf en conformité avec la législation sur le droit d'auteur sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur.

Résumé

Durant les années 1960, un débat national sur le bilinguisme institutionnel se tient à travers le Canada. Parallèlement, les collèges classiques des communautés religieuses, qui assuraient l'éducation supérieure des francophones, sont confrontés à la laïcisation des services publics dans le contexte de la Révolution tranquille et de l'affirmation de l'État providence. Alors que le secteur universitaire est en pleine croissance pour répondre à la nouvelle demande de la génération du baby-boom, qu'advient-il des institutions cléricales qui assuraient l'éducation supérieure des francophones en milieu minoritaire?

Ce projet de recherche porte sur l'éducation supérieure des francophones minoritaires dans ce contexte, et plus spécifiquement sur la création de l'Université Laurentienne, à Sudbury, et de l'Université de Moncton entre les années 1950 et 1965. L'éducation supérieure des francophones de ces régions avait jusque lors été assurée par les congrégations religieuses des Jésuites et des Sainte-Croix, respectivement, et ces congrégations ont joué des rôles actifs dans la création des nouvelles universités. Nous argumentons que la conjoncture ainsi que la culture interne de ces congrégations ont contribué au choix des statuts linguistiques de chacune de ces universités canadiennes. Notre recherche ajoute à la connaissance historique de l'éducation universitaire des régions de Moncton et de Sudbury.

Sujets de recherche :

Francophonies canadiennes, Bilinguisme et unilinguisme institutionnel, Années 1950 et années 1960, Éducation universitaire / postsecondaire, Minorités linguistiques.

Mots-clés :

Ontario français, Congrégation des Jésuites, Collège du Sacré-Cœur, Université de Sudbury, Université Laurentienne, Émile Bouvier, Charles Dubé.

Acadie du Nouveau-Brunswick, Congrégation des Sainte-Croix, Collège/Université Saint-Joseph, Université de Moncton, Commission Deutsch, Clément Cormier, Jean Cadieux.

Remerciements

Je voudrais tout d'abord adresser toute ma gratitude au directeur de cette thèse de Maitrise, Joel Belliveau, pour sa patience, sa disponibilité et surtout ses judicieux conseils, qui ont contribué à alimenter ma réflexion.

Je désire aussi remercier les professeurs du département d'Histoire de l'Université Laurentienne ainsi que ceux de l'Université de Moncton qui m'ont fourni les outils nécessaires à la réussite de mes études universitaires.

Je voudrais exprimer ma reconnaissance envers ma famille et mes amis qui m'ont apporté leur support moral et intellectuel tout au long de ma démarche.

Je remercie finalement le conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) pour son appui financier.

Table des matières

| | |
|---|------------|
| RÉSUMÉ | III |
| REMERCIEMENTS | IV |
| TABLE DES MATIÈRES..... | V |
| INTRODUCTION | 1 |
| PROBLÉMATIQUE | 4 |
| APPROCHE | 5 |
| HISTORIOGRAPHIE | 7 |
| ARCHIVES ET MÉTHODE DE CONSULTATION | 13 |
| CHAPITRE 1 | 16 |
| 1 LE CANADA DES ANNÉES 1950 MARQUÉ PAR UN CONTEXTE DE MUTATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES..... | 16 |
| 1.1 CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET BOOM DÉMOGRAPHIQUE..... | 16 |
| 1.1.1 <i>Contexte économique</i> | 16 |
| 1.1.2 <i>Boom démographique</i> | 17 |
| 1.2 PÉRIODE DE REDÉFINITION IDÉOLOGIQUE | 19 |
| 1.2.1 <i>Un État fédéral interventionniste et un « Canada anglais » plus ouvert</i> | 20 |
| 1.2.2 <i>État et Église au Québec</i> | 22 |
| 1.3 <i>LES MINORITÉS FRANCOPHONES PRISES DANS LA TOURMENTE</i> | 37 |
| 1.3.1 <i>Les Acadiens du Nouveau-Brunswick</i> | 40 |
| 1.3.2 <i>De Canadiens français à Franco-Ontariens</i> | 45 |
| 1.4 CONCLUSION | 52 |
| CHAPITRE 2 | 54 |
| 2 DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE EN QUÊTE DE REVITALISATION | 54 |
| 2.1 COLLÈGE/UNIVERSITÉ SAINT-JOSEPH : L'ŒUVRE DE LA CONGRÉGATION SAINTE-CROIX EN ACADIE DU NOUVEAU-BRUNSWICK..... | 57 |
| 2.1.1 <i>Historique du Collège/Université Saint-Joseph (1864 – 1972)</i> | 57 |
| 2.1.2 <i>Tournant des années 1950 : engagement politique et Commission Deutsch</i> | 61 |
| 2.1.3 <i>Conclusion</i> | 73 |

| | | |
|--|--|------------|
| 2.2 | COLLÈGE DU SACRÉ-CŒUR, UNIVERSITÉ DE SUDBURY ET UNIVERSITÉ LAURENTIENNE : L'ŒUVRE DE LA CONGRÉGATION JÉSUISTE DANS LE NORD DE L'ONTARIO..... | 75 |
| 2.2.1 | <i>Le Collège du Sacré-Cœur et les Jésuites de Sudbury.....</i> | 77 |
| 2.2.2 | <i>Le début du projet universitaire : l'Université de Sudbury.....</i> | 79 |
| 2.2.3 | <i>Quelle place pour l'Université de Sudbury dans l'Université Laurentienne?</i> | 88 |
| 2.2.4 | <i>Conclusion</i> | 90 |
| 2.3 | CONCLUSION | 91 |
| CHAPITRE 3 | | 97 |
| 3 DES PERSPECTIVES D'AVENIR DIVERGENTES : PRIORISER LA LANGUE OU LA CONFESSIONNALITÉ POUR LA CONTINUITÉ DE L'ŒUVRE? | | 97 |
| 3.1 | LANGUE ET RELIGION, DES COMPOSANTES INDISSOCIABLES OU EN COMPÉTITION? | 98 |
| 3.1.1 | <i>L'enseignement et le discours des Jésuites de Sudbury, de la fondation du Collège du Sacré- Cœur à la fondation de l'Université de Sudbury</i> | 98 |
| 3.1.2 | <i>Discours et pédagogie des Sainte-Croix de Moncton et les Acadiens.....</i> | 105 |
| 3.1.3 | <i>Constats.....</i> | 113 |
| 3.2 | LES DIFFÉRENTS ACTEURS (INDIVIDUS, ASSOCIATIONS, ENTITÉS CONFESSIONNELLES) ONT-ILS RÉUSSI À CONJUGUER LEURS EFFORTS POUR ATTEINDRE LA CRÉATION DES UNIVERSITÉS? | 115 |
| 3.2.1 | <i>Deux écoles de pensée à l'intérieur de la congrégation des Jésuites de Sudbury.....</i> | 115 |
| 3.2.2 | <i>Les Sainte-Croix de Moncton : travailler dans les coulisses de la Commission Deutsch...125</i> | |
| 3.2.3 | <i>Constats.....</i> | 131 |
| CONCLUSION | | 135 |
| BIBLIOGRAPHIE | | 140 |

Introduction

À la suite de la Deuxième Guerre mondiale, l'éducation supérieure subit une expansion fulgurante. L'accès à une éducation universitaire, qui était auparavant réservé à une faible partie de la population dans une minorité de pays, devient une préoccupation majeure à travers le monde. De plus en plus de gens de différentes classes sociales considèrent que l'éducation est le meilleur moyen pour assurer la sécurité économique de leurs enfants et y réclament conséquemment un meilleur accès. De nombreux États répondent à cette demande par de nouveaux investissements et ainsi, en seulement quelques décennies, on assiste à une véritable « massification » de l'université¹. Christophe Charle et Jacques Verger, dans *Histoire des universités XII^e – XXI^e siècle*, ont analysé divers contextes nationaux afin de saisir les raisons derrière la diversification des systèmes universitaires implantés durant cette période. Ils soutiennent que malgré leur massification commune de l'enseignement supérieur survenue à partir des années 1945, la façon dont les pays ont choisi d'ériger leur système universitaire varie selon l'héritage historique, le statut économique et l'idéologie politique (gouvernance libérale ou autoritaire) des pays. Ainsi, en démontrant que la massification de l'éducation universitaire fut pensée et appliquée de manière différente selon les pays et en évoquant la diversité des problèmes pédagogiques et institutionnels qui sont survenus, Charle et Verger nuancent ladite universalisation de l'université; massification commune ne veut pas dire diffusion d'un modèle unique sans modification ni questionnement, mais bien une adaptation du modèle selon le mode de gouvernance étatique et la culture de diverses contrées. Ils constatent alors que les pays ont « massifié » différemment les universités en fonctions de leurs traditions.

¹ Christophe Charle et Jacques Verger, « La première massification de 1945 au début des années 1980 », dans *Histoire des universités XII^e-XXI^e siècle*, Paris, PUF, 2012, p. 144.

L'implantation de divers modèles universitaires au Canada dans le contexte de l'après-Deuxième Guerre nous semble également suivre cette logique. En effet, la manière dont les universités se sont constituées dans chacune des provinces canadiennes est évocatrice des préoccupations politiques, économiques et sociales spécifiques aux provinces. Il faut en l'occurrence retenir que l'expansion rapide du nombre d'universités au Canada à partir des années 1945 ne s'est pas faite de manière uniforme, mais bien en fonction de conjonctures provinciales différentes. Deux paliers gouvernementaux agissent sur l'éducation supérieure au Canada pendant cette période. D'une part, les provinces possèdent leurs propres histoires et des réalités économiques et sociales distinctes, auxquels leurs gouvernements doivent répondre. Ce sont elles qui sont constitutionnellement responsables du dossier de l'éducation. D'autre part, le gouvernement fédéral a ses propres préoccupations nationales quant à l'éducation supérieure. Malgré le fait que l'éducation ne soit pas de son ressort, son souci de la modernisation du pays et ses capacités financières en feront un acteur important pendant cette période. Il y a donc les contextes provinciaux divergents chapeautés par celui du gouvernement fédéral qui ensemble agissent sur l'expansion du réseau universitaire au Canada.

S'inscrivant dans la tendance mondiale de massification de l'institution universitaire, l'expansion du réseau universitaire au Canada émane d'un contexte particulièrement opportun au changement. D'une part, la société canadienne assiste à l'expansion du réseau postsecondaire pour répondre à l'afflux des baby-boomers et au phénomène de démocratisation de l'éducation². D'autre part, durant les années 1960, un débat sur le bilinguisme institutionnel traverse le Canada français³.

² Doug Owram, *Born at the Right Time: a History of the Baby Boom Generation*, Toronto, University of Toronto Press, 1996.

³ Kenneth McRoberts, *Un pays à refaire : L'échec des politiques constitutionnelles canadiennes*, Montréal, Éditions Boréal, 1999.

Dans ce contexte d'expansion postsecondaire, qu'arrivera-t-il au considérable réseau des collèges classiques qui s'était constitué partout où se trouvent des communautés francophones⁴? Fondés et exploités par les communautés religieuses, ces collèges offrent un « cours classique » de huit ans, chevauchant ce qui est aujourd'hui considéré comme le secondaire et le baccalauréat, clé de voute de l'éducation postsecondaire au Canada français. Simultanément confrontés à la laïcisation et à l'étatisation de l'éducation, d'une part, et à de nouveaux questionnements sur le plan linguistique, comment réagiront-ils? La réponse à cette question n'a pas été la même partout.

En 1960, une nouvelle université bilingue est créée à Sudbury en Ontario, l'Université Laurentienne⁵. Celle-ci est une fédération laïque chapeautant trois collèges de dénominations religieuses différentes – soit protestante unie, anglicane, et catholique. Dans cette fédération, l'Université de Sudbury, ainsi que la fédération universitaire, c'est-à-dire la Laurentienne, sont les seules institutions à être désignées bilingues et à assurer l'éducation en français. L'Université de Sudbury est une institution catholique sous la direction de la Société de Jésus, plus communément appelée la congrégation des Jésuites. Les Jésuites assurent notamment l'éducation supérieure des francophones de la région depuis la fondation du Collège Sacré-Cœur à Sudbury en 1913. Cet établissement francophone est par ailleurs l'ancêtre direct de l'Université de Sudbury (1957) et donc indirectement de l'Université Laurentienne. L'éducation postsecondaire des francophones dans le Nord-Est de l'Ontario a donc largement été dispensée par les Jésuites.

Trois ans plus tard, au Nouveau-Brunswick, est créée l'Université de Moncton, un établissement unilingue issue du fusionnement de six collèges universitaires catholiques francophones : le Collège Saint-Joseph de Memramcook et le Collège Notre-Dame d'Acadie de

⁴ Gratien Allaire, « Unilinguisme, bilinguisme et institution universitaire dans la francophonie des années 1960 », *Francophonies d'Amérique*, n° 14, 2002, p. 101-116.

⁵ Matt Bray (dir.), *L'Université Laurentienne : une histoire*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010.

Moncton, dans le sud-est du Nouveau-Brunswick, le Collège Saint-Louis d'Edmundston et le Collège Maillet de Saint Basile dans le Nord-Ouest, et les Collèges Jésus-Marie et Sacré-Cœur, de Shippagan et Bathurst, dans le Nord-Est⁶. L'Université Saint-Joseph a joué un rôle prédominant dans la fondation de l'Université de Moncton. Fondée à Memramcook en 1864 par la communauté Sainte-Croix, c'est une institution d'éducation postsecondaire bilingue, mais principalement de langue française. Durant près d'un siècle, ce sont les Sainte-Croix qui ont assuré l'éducation des francophones dans le Sud-Est du Nouveau-Brunswick.

L'Université Laurentienne, bilingue, et l'Université de Moncton, unilingue, s'inscrivent donc dans le renouvellement du secteur postsecondaire des années 1960, mais en apportant des réponses fondamentalement différentes à la question linguistique. Quel a été le rôle des deux congrégations religieuses dans la prise de ces choix divergents en matière de politique linguistique?

Problématique

L'éducation supérieure francophone à Moncton et à Sudbury a été largement assurée respectivement par les congrégations religieuses des Sainte-Croix et des Jésuites, et ces congrégations ont joué des rôles actifs dans la création des nouvelles universités. Cette étude accordera donc une attention particulière au rôle institutionnel de ces communautés religieuses dans la création de ces nouvelles universités, à savoir si elles ont influencé de manière décisive le choix du statut linguistique des deux universités.

Pourquoi avons-nous choisi d'étudier les Jésuites de Sudbury et les Sainte-Croix de Moncton, alors que les Eudistes du nord du Nouveau-Brunswick et les Oblats d'Ottawa sont des

⁶ Marc Robichaud et Maurice Basque, *Histoire de l'Université de Moncton*, Moncton, Institut d'études acadiennes, 2013.

joueurs tout aussi importants? Nous voulions avant tout comparer la création des universités Laurentienne et de Moncton puisque les deux cas sont très comparables. Dans ces deux cas, on a affaire à des villes de taille moyenne, où le français est minoritaire, dans lesquelles on ne trouvait jusqu'alors peu ou pas de formation postsecondaire en français au-delà du cours classique, et où on a mis sur pied, de toutes pièces, des nouvelles universités modernes. La comparaison de l'œuvre des Jésuites et des Sainte-Croix nous semble donc le meilleur moyen pour comprendre, dans une perspective comparative, la mise en place de nouvelles universités, dans le contexte de l'après-guerre, spécifiquement pour répondre à la demande de francophones minoritaires. Voilà ce qui justifie notre choix de comparer l'œuvre de l'une et l'autre de ces congrégations. Aussi, si nous avons décidé d'exclure les Oblats de l'Université d'Ottawa et les Eudistes des collèges du nord du Nouveau-Brunswick (Collège Sacré-Cœur de Bathurst et Collège Saint-Louis d'Edmundston), c'est que chacune de ces congrégations et de ces institutions possède une histoire et une historiographie distincte. Par ailleurs, à Ottawa, on a affaire à un établissement qui s'est transformé, plutôt qu'à un nouvel établissement. En ce qui concerne les Eudistes, ils ont joué un rôle de second plan dans la création de l'Université de Moncton, s'étant généralement contentés de garder le contrôle de leurs collèges, désormais affiliés à l'université.

Dans le cadre de ce travail, nous cherchons à jeter une lumière nouvelle sur la modernisation de l'éducation universitaire en milieu francophone minoritaire en mettant en parallèle les processus de création des universités Laurentienne et de Moncton par une analyse des objectifs, des stratégies, et des discours des congrégations religieuses.

Approche

Nous avons choisi l'optique des communautés religieuses masculines parce qu'il nous semble que leurs rôles respectifs dans les transformations et les décisions de l'heure n'ont pas

suffisamment été étudiés⁷. Toutefois, les actions de ces communautés n'ont pas été prises dans le vide. Tout comme la massification de l'université à l'échelle mondiale, l'expansion du réseau universitaire au Canada ne s'est pas faite de manière uniforme, mais bien en fonction des réalités politiques et des préoccupations propres à chacune des provinces et des communautés qui en font partie. Les cas qui nous intéressent ici illustrent bien cette réalité. Afin de comprendre la modernisation des établissements d'enseignement postsecondaires francophones de Sudbury et Moncton, nous devons être au fait de plusieurs réalités, constituant autant de champs historiographiques. Le contexte économique, démographique et politico-institutionnel de l'après-guerre en est un (expansion économique, baby-boom, modernisation des systèmes d'éducation, etc.), tout comme la Révolution tranquille québécoise et ses préludes (puisque nos congrégations et leurs œuvres font partie de l'armature et du projet canadiens-français). Il faudra aussi connaître l'historiographie des deux communautés francophones minoritaires et leurs contextes provinciaux, ainsi que l'histoire des établissements d'enseignement confessionnelles qui nous intéressent.

Il est impératif de retenir que ces facteurs sont interdépendants. Nous concevons justement que l'histoire ne doit pas seulement être étudiée de manière linéaire, mais bien toujours en mettant les événements en dialogue pour comprendre leur profondeur, leur effet sur le temps et leurs ricochets sur des événements parallèles. Voilà notamment la pertinence d'une étude comparative entre deux provinces puisqu'elle nous permet d'élargir le spectre analytique qui a pour corolaire de nous permettre d'entrevoir autrement l'histoire. Bref, cette mise en dialogue binaire - deux zones territoriales, deux gouvernements, deux nationalismes, deux congrégations religieuses - nous permettra de dégager une nouvelle lecture de l'histoire pour

⁷ Ceci est particulièrement vrai du côté néobrunswickois, comme nous le verrons plus loin.

comprendre autrement les raisons derrière les choix divergents de ces institutions postsecondaires des années 1960.

Un examen historiographique distinct pour chacune de ces réalités nous semble superflu. Dans la prochaine section sur l'historiographie, nous examinerons uniquement le dernier et le plus immédiat de ces objets : celui des deux congrégations religieuses masculines et de leurs œuvres éducatives locales. Le premier chapitre ainsi que des parties du deuxième serviront à offrir des bases historiographiques sur les autres thèmes nommés ci-haut, tout en démarrant l'analyse. Nous avons fait ce choix méthodologique afin de favoriser le dialogue entre les éléments historiographies, contextuels et analytiques.

Historiographie

Dans le contexte et la foulée de la Révolution tranquille, les historiens et sociologues privilégiaient l'histoire sociale et économique. L'histoire religieuse a été quelque peu délaissée, ou du moins marginalisée, particulièrement au Québec. Pour assurer que la rupture entre le passé « religieux » et le présent « laïque » soit définitive et clairement transmise dans la mémoire collective, cette tendance idéologique s'est installée dans le discours historique. Pour les historiens Éric Bédard et Xavier Gélinas, cette approche historique « laisse dans l'ombre des pans entiers de notre réalité historique et réduit l'accès des contemporains à une meilleure compréhension de leur passé »⁸. Justement, l'apport des communautés religieuses a particulièrement été omis dans l'historiographie en raison du contexte de laïcisation et de décléricalisation, et du penchant moral « antireligieux » de l'époque contemporaine ; « la religion catholique, le rôle du clergé au Québec et dans la diaspora francophone sont au nombre des zones d'obscurité de l'historiographie

⁸ Éric Bédard et Xavier Gélinas, « Critique du néo-nationalisme en histoire du Québec » dans Stéphane Kelly (dir.), *Les idées mènent le Québec : essai sur une sensibilité historique*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003, p. 74.

néonationaliste »⁹. Cela explique alors la faible quantité d'études portant sur les congrégations religieuses produites dans les dernières décennies. Toutefois, une prise de conscience récente de ce problème a motivé une nouvelle génération de chercheurs à revoir l'historiographie et à réévaluer le rôle de la religion dans l'histoire du Canada français, en particulier durant l'après-guerre. Selon Lucia Ferretti, cette histoire renouvelée démontre « hors de tout doute que l'institution et la religion catholique n'ont pas été seulement un adversaire et un obstacle à la modernité du Canada français, mais qu'elles ont aussi joué le rôle de ferments de cette modernité qui s'est pleinement déployée dans la culture commune et les structures de l'État pendant la première moitié des années 1960 »¹⁰. Pour les historiens qui s'inscrivent dans ce champ historiographique, la religion catholique ne doit pas être étudiée de manière isolée, mais bien en tant que facteur de transformation sociale à part entière. L'Église n'est vue ni comme en marge de l'histoire, ni comme monolithe, et certainement pas comme un frein à la modernité. Des courants d'idées divers la traversent et s'en dégagent, des courants qui, vu l'importance de l'Église dans la structure sociale canadienne-française des années 1950, ont eu une incidence importante sur la société. En effet, la thèse principale qui se dégage de ce courant, c'est-à-dire des travaux de Michael Gauvreau¹¹, Martin Meunier¹², Jean-Philippe Warren¹³ et tant d'autres, c'est que la Révolution tranquille québécoise a été profondément conditionnée, sinon formée, par la pensée et la philosophie des mouvements d'action catholique de l'après-guerre. Bien que l'historiographie

⁹ *Ibid.*, p. 87.

¹⁰ Lucia Ferretti, Yvan Lamonde, Denyse Baillargeon et Michael Gauvreau, compte rendu de Michael Gauvreau, *The Catholic Origins of Quebec's Quiet Revolution*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2006, *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 60, n°3, 2007, p. 373.

¹¹ Michael Gauvreau, *Les origines catholique de la Révolution tranquille*, Montréal, Éditions Fides, 2008.

¹² É.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, *Sortir de la « Grande noirceur ». L'horizon « personnaliste » de la Révolution tranquille*, Sillery, Septentrion, 2002.

¹³ Jean-Philippe Warren, « L'invention du Canada français : le rôle de l'Église catholique », dans Stéphane Savard et Martin Pâquet (dir.), *Balises et références : Acadies, francophonies*, Montréal, Presses de l'Université Laval et CEFAN, 2007.

sur le sujet soit beaucoup plus fragmentaire, il est raisonnable de penser que la situation au sein des francophonies minoritaires est analogue¹⁴.

Dans le cadre de cette étude sur le rôle des congrégations religieuses dans l'éducation universitaire des francophones, nous prenons acte de cette « nouvelle sensibilité » historiographique qui cherche, entre autres, à redécouvrir le passé religieux et qui estime que celui-ci a eu une incidence insoupçonnée sur les institutions et les mentalités contemporaines. Cela dit, l'historiographie de l'Ontario français et celle de l'Acadie du Nouveau-Brunswick ne se ressemblent pas, et ne suivent pas nécessairement la même évolution que celle du Québec¹⁵. Il est vrai qu'en Acadie, sur cette question, l'historiographie a pris un parcours similaire à celle du Québec ayant d'abord longtemps glorifié le passé religieux en attribuant une large part des réussites de la communauté acadienne à l'engagement religieux, puis, au cours des années 1970 et surtout 1980 et 1990, en délaissant ces considérations en faveur d'une histoire sociale et économique dans un désir de « moderniser » les pratiques historiennes¹⁶. En Ontario, en contrepartie, l'un des fondateurs des études historiennes franco-ontariennes, Robert Choquette¹⁷, a accordé une place prééminente à la question religieuse, qui n'a ensuite jamais été réellement négligée. Il y a malgré tout des similitudes : dans nos deux cas, et surtout dans le cas de l'Ontario français, l'émergence d'un espace intellectuel propre à ces minorités culturelles est très récente - après les années 1960.

¹⁴ Julien Massicotte, « Les nouveaux historiens de l'Acadie », *Acadiensis*, Vol. XXXIV, n° 2, printemps 2005, p. 146-178. ; Michel Bock, « Se souvenir et oublier : la mémoire du Canada français, hier et aujourd'hui », dans Joseph Yvon Thériault, Anne Gilbert et Linda Cardinal (dir.), *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada. Nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations*, Montréal, Éditions Fides, 2008, p. 161-203.

¹⁵ Michel Bock donne une bonne base des grands courants et débats historiographiques sur le Canada Français. Bock, « Se souvenir et oublier : la mémoire du Canada français, hier et aujourd'hui », *op cit.*

¹⁶ Massicotte, « Les nouveaux historiens de l'Acadie », *loc cit.*

¹⁷ Robert Choquette, *Langue et religion. Histoire des conflits anglo-français en Ontario*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1977. Robert Choquette, *L'Église catholique dans l'Ontario français du dix-neuvième siècle*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1984. Robert Choquette, *La foi gardienne de la langue en Ontario 1900-1950*, Bellarmin, 1987.

Dans l'historiographie acadienne des années 1900 à 1960, l'élément religieux est bien présent, mais de manière peu critique, dans des textes qui visaient essentiellement à glorifier l'œuvre des élites¹⁸. Encore durant les années 1960, l'historiographie acadienne faisait mention des religieux dans une perspective héroïque à saveur de nationalisme. Cela dit, peu d'études ont été réalisées sur l'éducation supérieure à Moncton et sur la communauté religieuse des Sainte-Croix¹⁹. Quelques titres de l'historiographie récente cherchent à faire état du facteur religieux, mais de manière plutôt factuelle. L'ouvrage rédigé par Marc Robichaud et Maurice Basque dans le cadre du 50^e anniversaire de l'Université de Moncton constitue un bon outil de référence sur l'ensemble des événements et des personnages qui ont marqué le premier quart de siècle de l'Université de Moncton²⁰. Il aborde le passé de l'Université de Moncton et la contribution des religieux à sa fondation, mais n'apporte pas un éclairage nouveau à leur contribution. L'historique de l'Université de Moncton écrite par Clément Cormier en 1976 reste selon nous une meilleure source pour comprendre la transition entre l'Université Saint-Joseph et l'Université de Moncton²¹. La récente monographie sur le père Clément Cormier, aussi écrite par Marc Robichaud et Maurice Basque, est une importante contribution à l'histoire acadienne qui jette un nouveau regard sur ce personnage central mais néanmoins mystérieux de l'Acadie du Nouveau-Brunswick²². Toutefois, vu la nature biographique de l'ouvrage, on en apprend davantage sur le père Cormier que sur les

¹⁸ Raymond Mailhot affirme que « éblouis par la montée spectaculaire du clergé acadien au moment où ils écrivaient (les historiens) ont du fait transposé dans le passé cette force et ignoré l'effort avant tout populaire de prise de conscience et d'action collective qui a permis la formation du clergé, les fondations de maisons d'enseignement supérieur, etc. ». *La « Renaissance acadienne » ; l'interprétation traditionnelle et le Moniteur Acadien*. Thèse de D.E.S. en histoire, Université de Montréal, 1969. Cité dans Jean-Paul Hauteceur, *L'Acadie du discours : pour une sociologie de la culture acadienne*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1975, p.115.

¹⁹ Voir par exemple R.P. Anselme Chiasson (dir.), *Bibliographie acadienne : listes de volumes, brochures et thèse concernant l'Acadie et les Acadiens*, Université de Moncton, Centre d'études acadiennes, 1976, 28 p.

²⁰ Robichaud et Basque, *op. cit.*

²¹ Clément Cormier, *L'Université de Moncton, historique*, Université de Moncton, Centre d'études acadiennes, 1976.

²² Marc Robichaud et Maurice Basque, *Audacieux et téméraire : le père Clément Cormier, c.s.c. (1910-1987), recteur-fondateur de l'Université de Moncton*, Moncton, Institut d'études Acadienne, 2017.

Sainte-Croix en général. Bref, l'histoire critique de la congrégation des Sainte-Croix, de leurs engagements auprès des Acadiens et des stratégies qu'ils ont entreprises pour fonder l'Université de Moncton reste à écrire.

L'histoire franco-ontarienne a longtemps été faite à travers le regard d'autrui - religieux et québécois (canadien-français). Les Franco-Ontariens ne sont appréhendés en tant qu'objet d'étude autonome qu'à partir des décennies d'après-guerre, et surtout des années 1970 alors que s'articule davantage le sentiment identitaire franco-ontarien. Cela dit, les premiers historiens de l'Ontario français ont participé à la recomposition référentielle de la communauté. De cette manière, des historiens comme Gaétan Gervais²³ ont été « à la fois observateurs et acteurs des grandes mutations identitaire et structurelle de l'Ontario français »²⁴. Les écrits d'historiens comme Gaétan Gervais ont participé à la création de la référence²⁵ nationale de leur communauté²⁶. Des historiens acadiens, comme Léon Thériault, ont également participé à ce phénomène. Malgré qu'ils fussent des acteurs privilégiés, leur interprétation historique est parfois critiquée par les historiens contemporains comme étant à tendance nationaliste et engagée²⁷. Une relecture est donc de mise pour dissocier le discours national de l'histoire. Nous avons répertorié quelques études récentes

²³ Gaétan Gervais, *Des gens de résolution. Le passage du « Canada français » à l'« Ontario français »*, Sudbury, Institut franco-ontarien/Prise de parole, 2003.

²⁴ François-Olivier Dorais, *Un historien dans la cité; Gaétan Gervais et l'Ontario français*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2016, p. 4.

²⁵ Concept repris de Fernand Dumont. Voir Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Éditions Boréal, 1993. Fernand Dumont, *Le lieu de l'homme. La culture comme distance et mémoire*, Montréal, Hurtubise, 1968. Dumont, Fernand, « Essor et déclin du Canada français ». *Recherches sociographiques*, Vol. 38, n° 3, 1997, p. 419-467.

²⁶ Serge Miville fait paraître une analyse des textes de Pierre Savard et de Donald Dennie dans la première édition de la revue du Nouvel-Ontario en 1978. Il réfléchit aux questions fondamentales posées dans ces deux textes qu'il qualifie d'« enjeux existentiels qui traversent le champ des études franco-ontariennes ». Serge Miville, « De la difficulté de penser l'Ontario français », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 43, 2018. Il compare les deux articles suivants : Donald Dennie, « De la difficulté d'être idéologue franco-ontarien », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 1, 1978, p. 69-70. Pierre Savard, « De la difficulté d'être Franco-Ontarien », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 1, 1978, p. 11-22.

²⁷ Léon Thériault, *La question du pouvoir en Acadie: essai*, Éditions d'Acadie, Moncton, 1982.

sur le rôle des Jésuites dans l'éducation supérieure des Franco-Ontariens²⁸. Ces études dressent un portrait fidèle des activités et des objectifs des Jésuites de Sudbury par rapport à l'éducation supérieure. L'ouvrage sur l'histoire de l'Université Laurentienne paru en 2010, également publié dans le cadre du 50^e anniversaire de l'institution, se démarque de celui sur l'Université de Moncton en ce que l'ouvrage fait une réelle analyse du rôle de la congrégation des Jésuites dans la création de l'Université Laurentienne et dans l'éducation des Franco-Ontariens en général²⁹. Il y a plus d'études récentes portant sur l'Université Laurentienne que sur l'Université de Moncton, sûrement dû au fait qu'un débat provincial sur la création d'une université francophone unilingue est encore présent dans la province. Également, le fait qu'il existe encore à ce jour des écoles catholiques financées par l'État en Ontario a pu susciter davantage de questions sur les rapports entre religion et éducation dans cette province. En tout et partout, toutefois, à Sudbury et particulièrement à Moncton, le rôle des congrégations religieuses dans l'établissement des universités n'a pratiquement pas fait l'objet d'études ciblées.

Notre intention dans cette brève historiographie était d'une part de situer notre thèse dans l'un de nos champs historiographiques et d'autre part de montrer que peu d'études avec des objectifs similaires aux nôtres ont été réalisées. Cela nous a permis de cerner notre approche analytique. Prenant acte des contributions et des objectifs de la « nouvelle sensibilité historique » en constatant une certaine mise à l'écart du facteur religieux comme facteur de changements sociaux dans l'historiographie, nous avons entrepris de considérer plus spécifiquement le rôle des congrégations religieuses, et conséquemment à consulter les archives des congrégations

²⁸ Gratien Allaire, « L'Université pour la population franco-ontarienne », dans Marcel Martel et Robert Choquette (dir.), *L'Université et la francophonie*, Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, 1999. Lucien Pelletier, « Les Jésuites de Sudbury vers 1960 : une mutation difficile », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 37, 2012, p. 13-81. Serge Dupuis, Alyssa Jutras-Stewart et Renée Stutt, « L'Ontario français et les universités bilingues (1960-2015) », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 40, 2015, p. 13-104.

²⁹ Bray, *L'Université Laurentienne : une histoire*, op. cit.

religieuses dans notre étude. Notons toutefois que, bien qu'on adhère à cette tendance d'histoire intellectuelle et culturelle, cette thèse n'a pas la prétention d'être une contribution à l'histoire religieuse spécifiquement. Notre premier objectif demeure de prendre en compte l'ensemble des acteurs et des facteurs historiques sans en mettre à l'écart. L'objectif de cette thèse n'est donc pas de faire un bilan historiographique des connaissances sur l'Église catholique au Canada ou sur les congrégations religieuses du Canada français. Notre objectif est plutôt d'ajouter à la connaissance historique en évaluant objectivement les multiples facteurs et les acteurs qui ont influencé le statut linguistique des établissements d'enseignement postsecondaire, sans négliger l'apport des congrégations religieuses dans la conjoncture. En ce sens, la présente étude s'inscrit avant tout dans le champ de l'histoire de l'éducation postsecondaire. Allons-nous oublier quelque chose? L'historien cherche à interpréter l'histoire le plus objectivement possible, mais il demeure acteur de son présent avec sa vision contemporaine de l'histoire³⁰. Comme l'étaient nos prédécesseurs, nous sommes limités par notre lecture des événements dans notre présent.

Archives et méthode de consultation

Les sources utilisées dans cette étude sont les archives des congrégations des Jésuites et des Sainte-Croix. Les archives portant sur les rencontres et les négociations ayant mené à la création de l'Université Laurentienne sont disponibles dans les archives publiques et privées de l'Université de Sudbury. Celles de l'Université de Moncton se trouvent au Centre d'études acadiennes Anselme-Chiasson, particulièrement dans le fonds Collège/Université Saint-Joseph.

La consultation de ces sources est d'abord appropriée pour ce projet puisque ce sont les congrégations qui assuraient l'éducation supérieure des francophones avant la création des

³⁰ Antoine Prost, *Douze leçons de l'histoire*, Paris, Édition du Seuil, 2010.

nouvelles universités, donc ce sont elles qui ont produit la documentation durant la période de transition et ce sont également elles qui possèdent encore les archives. Le choix de ces sources est également essentiel pour nous permettre de cerner le positionnement et les démarches des congrégations face aux nouvelles universités.

Dans ces archives, nous avons cherché les discours, les intentions, les objectifs et les stratégies des groupes religieux - face à la langue française, à l'avenir de leurs maisons d'enseignement, à la communauté minoritaire dans chacune des régions et à leur gouvernement provincial. Les archives des congrégations religieuses impliquées dans la création de ces universités ont été dépouillées rigoureusement et comportent l'essentiel du corpus archivistique : comptes rendus de réunions, correspondance, documents administratifs, publications et études internes.

Les archives de l'Université de Sudbury conservent une collection importante de documents publics sur les activités des Jésuites dans le Nord de l'Ontario de 1807 à 1990, dont une partie substantielle concerne le Collège du Sacré-Cœur et l'Université de Sudbury, les deux établissements d'enseignement supérieur des Jésuites antérieurs à la création de l'Université Laurentienne. Ainsi, on peut y trouver la majorité des archives portant sur les rencontres et les négociations ayant mené à la création de l'Université Laurentienne. Les archives privées des recteurs de l'Université de Sudbury ont également été consultées.

Concernant les archives des Pères Sainte-Croix du Nouveau-Brunswick, l'essentiel se trouve au Centre d'études acadiennes Anselme-Chiasson (CEAAC), dans le fonds Collège/Université Saint-Joseph. Les archives sur la création de l'Université de Moncton sont pratiquement toutes disponibles au centre d'archives Anselme-Chiasson situé dans la bibliothèque de l'Université de Moncton. Cela en facilite bien sûr la consultation. Quelques archives des Sainte-Croix du

Nouveau-Brunswick ont été transférées aux archives provinciales du Québec (fonds PD3 Université Saint-Joseph de Memramcook, 1831 à 1967) lorsque la maison mère des Sainte-Croix de Moncton a fermé ses portes il y a quelques années. En les dépouillant, nous avons toutefois pris conscience qu'une grande partie des documents était des doubles (ou les originaux de doubles) d'archives disponibles au CEAAC.

Dans le cas des deux communautés, il serait intéressant d'étudier le journal francophone régional de l'époque, soit l'*Évangéline* de Moncton et *L'Ami du peuple* de Sudbury, afin de savoir comment la création de cette université unilingue francophone est perçue par les communautés dans lesquelles elles se trouvent. Toutefois, une telle étude de la représentation de l'université dans la communauté déborderait de notre problématique et notre étude n'en tiendra pas compte.

C'est donc notre pari que l'étude approfondie des archives du Collège et de l'Université Saint-Joseph (Sainte-Croix), puis du Collège du Sacré-Cœur et de l'Université de Sudbury (Jésuites) nous permettra d'apporter un éclairage nouveau sur les démarches de ces congrégations pour assurer l'avenir de leurs établissements d'enseignement universitaires francophones respectives.

Chapitre 1

1 Le Canada des années 1950 marqué par un contexte de mutations socio-économiques et démographiques

Avant de nous pencher sur les facteurs qui ont directement influencé les politiques linguistiques de l'Université Laurentienne et de l'Université de Moncton, nous devons prendre en compte la conjoncture de leur élaboration. Quatre facteurs ont ensemble agi sur les transformations apportées au système d'éducation supérieure au Canada durant les années 1960 : un contexte économique favorable, une expansion démographique sans précédent, une période de redéfinition idéologique des deux institutions les plus influentes de l'époque soit l'Église et l'État, et ensuite l'autonomisation du Québec et son impact sur le sentiment national des minorités francophones de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick. En tenant compte de ces facteurs, nous serons en mesure de comprendre en profondeur les transformations des établissements d'éducation supérieure du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario.

1.1 Contexte économique et boom démographique

1.1.1 *Contexte économique*

La qualité de vie augmente considérablement partout en Occident en raison de la croissance économique continue depuis la Deuxième Guerre mondiale. Cette prospérité économique récente comporte malgré tout sa part de défis pour l'État canadien, qui doit s'ajuster. Le gouvernement de Louis Saint-Laurent, inquiet de l'afflux des capitaux américains dans l'économie canadienne, commande en 1955 une Commission royale d'enquête, présidée par Walter Gordon, sur les perspectives économiques du Canada. Le gouvernement craint que le Canada soit dominé économiquement par les États-Unis et perde tôt ou tard son indépendance politique. Le rapport final de la Commission, le « Rapport Gordon », souligne en effet la probante dépendance du

Canada envers des capitaux étrangers, surtout des États-Unis, mais de surcroît, il fait ressortir l'importante disparité économique qui existe entre les provinces³¹. On constate que les provinces de l'Atlantique sont particulièrement pauvres et, comme le fait remarquer l'historien Jacques Paul Couturier, que ce déséquilibre socioéconomique est particulièrement défavorable aux francophones.

Les provinces de l'Atlantique, en particulier, font figure d'enfants pauvres dans la grande famille canadienne (...) des différences socioéconomiques considérables existent entre les anglophones et les francophones (...) Tout comme les investissements étrangers, la répartition de la richesse commence à s'attirer les critiques dans les années 1950 et occupera bientôt l'avant-scène des préoccupations de la société canadienne.³²

Ce qui est le plus important à retenir dans le cadre de notre étude est que le rapport Gordon permet au gouvernement fédéral de prendre conscience de la disparité économique qui existe entre les anglophones et les francophones du pays. Le gouvernement du Canada s'engage alors à mettre en place de politiques sociales pour mieux partager la prospérité dans l'ensemble de la société canadienne. La prospérité économique d'après-guerre, accompagnée d'une volonté gouvernementale de rétrécir le fossé économique entre les provinces et les citoyens, font partie des facteurs qui ont été favorables aux transformations du système d'éducation supérieur dans toutes les provinces.

1.1.2 *Boom démographique*

La croissance économique après la Deuxième Guerre mondiale est accompagnée d'une hausse spectaculaire du taux de natalité entre les années 1946 et 1965. Il en résulte environ 8,2 millions de naissances étalées sur une période de 20 ans, ce qui correspond à une moyenne

³¹ Kenneth Norrie, Douglas Owram et J. C. Herbert Emery, *A History of the Canadian Economy*, Toronto, Nelson College Indigenous, 2008, p. 397.

³² Jacques Paul Couturier et al., *Un passé composé : le Canada de 1850 à nos jours*, Moncton, Les Éditions d'Acadie, 2^e édition, 2000, p. 278.

annuelle de près de 412 000 naissances. Pour mettre ces chiffres en perspective, comparons-les au nombre de naissances enregistré en 2008, soit 377 886 bébés, alors que la population était deux fois plus nombreuse que durant l'époque du baby-boom³³. La génération qui émane de cette période, à laquelle on donnera le nom de baby-boomers, sera rapidement au centre des actions prises par l'ensemble des organes dirigeants de la société, et elle entraînera *ipso facto* des changements sociaux d'importance capitale au Canada. Ce boom démographique n'avait pas été prévu par les experts; conséquemment les institutions n'étaient pas prêtes à accueillir cette vague de naissance. Déjà engagé dans une phase d'urbanisation et d'industrialisation accélérée depuis la Seconde Guerre, le Canada dut réorienter ses actions pour répondre aux besoins des baby-boomers, qui avaient un poids politique énorme en raison de la taille de leur génération³⁴. À partir des années 1950 commence le processus de scolarisation des baby-boomers. Toutefois, les infrastructures et le personnel enseignant du système scolaire n'étaient pas prêts à accueillir tous ces jeunes. Le système postsecondaire doit lui aussi être modernisé pour répondre à la sollicitation de l'éducation supérieure³⁵. Bref, à partir du moment où les baby-boomers entrent dans les écoles commence une reconfiguration majeure des systèmes scolaire et, plus tard, universitaire au Canada.

Il y a toutefois à l'époque une multitude de facteurs qui agissent dans le sens d'une adaptation du système d'éducation; la génération du baby-boom est une pression supplémentaire. Selon Doug Owrarn le baby-boom fut surtout le catalyseur de changements que réclamaient déjà les « temps nouveaux » de l'après-guerre³⁶.

³³ Statistique Canada, « Les générations au Canada. Âge et sexe, Recensement de 2011 », *Recensement en bref*, No 98-311-X2011003 au catalogue, 2012. [http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/as-sa/98-311-x/98-311-x2011003_2-fra.cfm] (13 février 2019).

³⁴ Owrarn, *op. cit.*

³⁵ Louise Bienvenue, « Le collège classique comme lieu de mémoire : présences contemporaines d'une formation disparue », *Revue Mens*, Vol. XIII, n° 2, printemps 2013, p. 13.

³⁶ « The baby boom wasn't the sole cause of all the changes, it was the catalyst, and it was also a participant, pushed along and shaped by the currents that swept an educational system in revolution. », Owrarn, *op. cit.*, p. 111.

1.2 Période de redéfinition idéologique

Le baby-boom et la situation économique expliquent en partie les transformations du système universitaire canadien, mais ils ne représentent qu'une partie des éléments contextuels de ces transformations. En effet, au contexte socioéconomique et démographique s'ajoute une remise en question profonde des idéologies dominantes de la société canadienne. C'est d'ailleurs ce que Doug Owram évoque en disant que ce sont surtout les courants idéologiques en mutation qui ont façonné les transformations au système éducatif des années 1960. En tant que système d'interprétation du monde, les idéologies ont pour objectif de légitimer (ou de contester) un ordre social donné. Pour ceux qui cherchent à les implanter, elles servent donc à justifier certaines formes d'action et à en écarter d'autres³⁷. Cela dit, il est impératif de faire la part des changements idéologiques précédant la création des nouvelles universités canadiennes afin de comprendre la mentalité de l'heure. Cette composante davantage qualitative nous permet effectivement d'ajouter une profondeur nécessaire à notre étude; le système universitaire s'inscrit dans un contexte d'ébranlement idéologique qui, manifestement, a influencé la manière dont le système a été reconfiguré. Ainsi, comprendre les transformations idéologiques de l'époque nous permet de mieux saisir les motivations intrinsèques derrière la reconfiguration du système universitaire.

À l'aube de ces transformations, les deux piliers idéologiques de la société canadienne sont les Églises, d'une part, et l'État, de l'autre. Ces institutions et instances de réglementation – les plus importantes dans la société – diffusent des valeurs (par l'entremise de règlements et de lois, mais aussi de symboles et d'idéaux) qui ont un impact significatif sur la manière dont plusieurs citoyens se définissent. Toutefois, chacune de ces entités agit différemment sur la société canadienne, et elles vont toutes deux subir des remises en question fondamentales, que nous allons

³⁷ Philips Shively et Jules-Pascal Venne, *Pouvoir et Décision, introduction à la science politique*, Québec, Les éditions de la chenelière, 3^e édition, 2013, p. 221.

étudier séparément. L'objectif est d'abord de comprendre pourquoi les redéfinitions idéologiques se sont produites et ensuite de faire ressortir les mutations idéologiques subies distinctement par l'Église et l'État. Mutations des discours des dirigeants implique un impact corolaire sur le sentiment d'appartenance nationale des Canadiens. Pour cette raison, en troisième lieu nous allons rendre compte du renouvellement du nationalisme canadien en réponse aux multiples changements idéologiques. Bref, nous cherchons à élargir notre contextualisation pour être en mesure de mieux rendre compte, durant notre analyse, des discours dominants au moment de la création de l'Université Laurentienne et de l'Université de Moncton.

1.2.1 *Un État fédéral interventionniste et un « Canada anglais » plus ouvert*

Souvent désignée comme l'élément symbolique marquant le début des politiques culturelles au Canada, la Commission Massey (Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences) marque un changement dans la mentalité gouvernementale quant à l'éducation et à l'intervention culturelle auprès des Canadiens. La Commission a eu comme mandat d'enquêter sur l'état de la culture au Canada, le gouvernement canadien s'inquiétant de l'influence grandissante de la culture américaine sur la culture canadienne³⁸. Mandatée en 1949 par premier ministre Louis St-Laurent, la Commission conclut que l'un des meilleurs moyens de promouvoir une culture canadienne distincte passe par l'éducation. C'est notamment dans ce contexte que la question du financement des universités a été amenée sur la place publique³⁹. Dans son rapport soumis en 1951, la Commission Massey recommande au fédéral d'accorder des subventions d'importance aux universités canadiennes, au prorata de la population de chaque province. Ainsi, à partir de 1951 le fédéral commence à accorder du financement aux

³⁸ On remarque que les mêmes motivations étaient derrière la mise en place de la Commission Gordon, qui eut lieu quelques années plus tard.

³⁹ Paul Litt, *The Muses, the Masses, and the Massey Commission*, Toronto, University of Toronto Press, 1992.

universités, malgré le fait que l'éducation soit de compétence provinciale⁴⁰. Ceci s'inscrit d'ailleurs dans la continuité directe de la politique économique nationale du moment, c'est-à-dire celle de l'État providence. Dans ce contexte de valorisation de la culture et de l'éducation – et de leur financement accru – plusieurs universités canadiennes sont créées durant les années 1960, dont l'Université de Moncton et l'Université Laurentienne. Ces circonstances favorisent également des changements en milieu scolaire francophone. En effet, l'instruction de cette population statistiquement sous-instruite par rapport aux anglophones protestants devient une nécessité.

Durant les mêmes années que l'étude de la Commission Massey, l'identité des Canadiens anglophones est passée d'un fort attachement à la tradition britannique à une identité nationale canadienne plus floue, mais plus inclusive. Les symboles britanniques qui étaient auparavant très résonants pour les Canadiens anglais ont progressivement été remplacés par de nouveaux symboles canadiens, le plus important étant le drapeau unifolié, adopté en 1964⁴¹. En raison de la « Révolution tranquille » québécoise, dont nous parlerons un peu plus loin, la jeunesse canadienne-anglaise des années 1960 est plus consciente que ses aînées de la contribution des Canadiens français à l'histoire canadienne, de leur présence contemporaine et de leurs revendications. Graduellement, l'identité canadienne devient moins rigide, perdant sa saveur ethnique. Forcément, dans ce contexte d'ouverture, davantage de place est donnée aux francophones puisqu'on reconnaît leur présence et leur droit d'exister en tant que francophones. José Ingartua considère cette transformation comme une véritable révolution

⁴⁰ Couturier, *Un passé composé : le Canada de 1850 à nos jours*, op. cit., p. 284 – 285.

⁴¹ José Ingartua, *The Other Quiet Revolution: National Identities in English Canada, 1945-71*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2006.

du Canada anglais dans sa définition de lui-même⁴². Il estime cependant surprenant que cette transformation importante de l'identité canadienne-anglaise soit pratiquement passée inaperçue.

Alors que les années 1950 étaient marquées par un climat valorisant le savoir et un état fédéral interventionniste, les années 1960 créent une ouverture dans le nationalisme canadien. Ces circonstances semblent donc favorables à l'épanouissement des Canadiens français, incluant dans la sphère de l'éducation postsecondaire, mais d'autres éléments restent à considérer.

1.2.2 *État et Église au Québec*

1.2.2.1 *Un gouvernement conservateur*

Conservateur convaincu, Maurice Duplessis, premier ministre du Québec de 1936 à 1939, puis de 1944 à 1959, a marqué durablement le Québec. Son gouvernement a influencé l'évolution des institutions sociales, mais provoqué de nombreuses réactions d'opposition. Le duplessisme (comme on a appelé l'idéologie de ses gouvernements) s'inscrit dans un contexte de croissance économique et démographique qui a apporté une prospérité nouvelle à la province. Toutefois, la politique conservatrice du gouvernement Duplessis retarde l'avènement de l'État providence dans la province par rapport à d'autres régions du pays⁴³. Pour Duplessis « aucune valeur ne semble plus importante que celle de la propriété privée et son épanouissement dans la recherche du profit maximum »⁴⁴. Le contexte politique au Québec durant les années d'après-guerre, et tout au long du règne de Duplessis, est donc surtout « libéral » dans sa définition originale. « Duplessis refuse

⁴² José Igartua, *op. cit.*

⁴³ Paul-André Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain tome II, Le Québec depuis 1930*, Montréal, Éditions Boréal, 1980.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 95.

donc la conception de l'État providence qui émane du néolibéralisme [c'est-à-dire ce qu'on appellerait aujourd'hui du « libéralisme positif »] ... et d'Ottawa »⁴⁵.

1.2.2.2 *Les Canadiens français au Québec, des citoyens de deuxième classe?*

Tous ne profitent pas également de la période de prospérité; plusieurs inégalités sociales et économiques demeurent. Ceci est d'autant plus vrai dans une province qui n'a pas pris le virage de l'État providence. Conséquemment, les Canadiens français, bien que majoritaires au Québec, demeurent des citoyens de deuxième classe, alors que les Québécois d'origine britannique jouissent d'une position dominante dans la société. Les francophones sont doublement défavorisés; les entreprises privées sont contrôlées par les anglophones et les services par le clergé. Cette inégalité entre groupes linguistiques se manifeste aussi sur le plan de l'éducation. On constate une sous-scolarisation des francophones par rapport aux anglophones, principalement attribuable à un manque de financement. En 1954, les six universités (anglophones ou francophones) de la province sont privées. Or, étant donné leur infériorité économique les Canadiens français sont beaucoup moins nombreux que les anglophones à fréquenter les universités. On critique alors la pratique du gouvernement Duplessis d'accorder ses subventions de manière discriminatoire; le régime de financement est contesté⁴⁶. L'idée de « rattrapage », mot d'ordre important durant les années 1960 chez les Canadiens français, vient alors s'opposer à ce mode de gouvernance conservateur et traditionnel; « Dans les années 1950, les intellectuels et les chefs de file des secteurs dynamiques de la société québécoise déplorent, d'une même voix, le retard des Canadiens français dans la plupart des domaines »⁴⁷. L'infériorité

⁴⁵ Fernande Roy, *Histoire des idéologies au Québec aux XIXe et XXe siècles*, Montréal, Éditions Boréal, 1993, p. 97.

⁴⁶ Linteau, *op. cit.*, p. 319.

⁴⁷ Léon Dion, *La révolution déroutée, 1960-1976*, Montréal, Éditions Boréal, 1998, p. 69.

des Canadiens français par rapport aux anglophones deviendra l'une des batailles principales de la Révolution tranquille⁴⁸. En effet, la période de prospérité économique a favorisé le développement d'une classe moyenne qui aspire à la modernité et à l'ascension sociale. Cette nouvelle « bourgeoisie » est beaucoup plus diversifiée que la grande bourgeoisie et demande du changement, ce qui permet à une nouvelle classe politique plus démocratique de se développer⁴⁹. Une population plus instruite conteste la concentration de la richesse de l'élite traditionnelle, largement anglophone, ainsi que le pouvoir du clergé. Les francophones du Québec investissent l'arène publique en masse et suscitent les débats, le changement.

1.2.2.3 *L'Église catholique et le gouvernement Duplessis*

Dans l'après-guerre, le gouvernement Duplessis et la hiérarchie catholique s'aident mutuellement afin de garder le pouvoir face à ces nouvelles forces sociales. Entre 1930 et 1960, le Québec est dans une période de transition idéologique. Le duplessisme incarne le traditionalisme (nationalisme défensif et caractère catholique) alors que des mouvements émergents (syndicaux, artistiques, et autres, mais aussi des mouvements d'action catholique réunissant laïcs et certains segments du clergé, fortement influencés par la philosophie du personnalisme)⁵⁰ représentent des idéaux progressistes (démocratiques, syndicalistes, scientifique, réformistes). Dans sa lutte contre l'idée de l'État providence, Duplessis est appuyé par l'essentiel de la hiérarchie du clergé, défenseur de l'ordre établi. La modernisation menace en effet l'influence de l'Église (si l'État providence prend racine au Québec, ses institutions risquent d'être accaparées par l'État); le conservatisme de Duplessis lui est donc fortement favorable, assurant son influence sur la société

⁴⁸ Roy, *op. cit.*, p. 276.

⁴⁹ Linteau, *op. cit.*, p. 273.

⁵⁰ Nous allons définir le personnalisme plus loin.

québécoise. Mais, dans le contexte du baby-boom, l'Église doit de plus en plus faire appel aux laïcs. En son sein, certains demandent des changements, dont une meilleure adaptation à la vie urbaine et aux nouvelles valeurs de la société. « L'alliance des élites permet de résister, pour un temps, à la pression pour le changement. L'écart se creuse cependant de plus en plus entre des institutions trop figées et une réalité socioéconomique qui évolue rapidement »⁵¹. Ainsi, plusieurs intellectuels, artistes, politiciens et même des membres de l'élite traditionnelle contestent le duplessisme. Le contrecoup de cette période qualifiée de « grande noirceur » est la Révolution tranquille⁵².

L'élection en 1960 du premier ministre libéral Jean Lesage apporte un vent de modernité. Selon les spécialistes, l'élection de Lesage marque le début de la Révolution tranquille, qui fait « de l'État québécois un agent de changement et de développement économique, social et culturel, au service des intérêts de la majorité francophone »⁵³. Cela dit, certains ouvrages récents, dont celui de Léon Dion, nous appellent à nuancer cette interprétation. Bien qu'il s'agisse assurément d'un événement symbolique fort pour le Québec, l'élection du 22 juin 1960 marque seulement le changement du régime politique et non le début de la Révolution tranquille. L'élection est plutôt l'aboutissement d'une décennie de changement, propulsant la nouvelle direction à donner à l'État québécois⁵⁴. Même le personnage politique de Duplessis a été revisité. « Certes, les dénonciations que firent les protestataires du traditionalisme, du monolithisme, de l'ethnocentrisme, de la société canadienne-française, du despotisme attribué à Duplessis et de l'obscurantisme imputé à l'Église paraissent aujourd'hui excessives et parfois hors cible »⁵⁵. Cela dit, contrairement au

⁵¹ Linteau, *op. cit.*, p. 193.

⁵² Yvan Lamonde, *La modernité au Québec 2: La victoire différée du présent sur le passé (1939-1965)*, Montréal, Éditions Fides, 2016.

⁵³ Couturier, *Un passé composé: le Canada de 1850 à nos jours, op. cit.*, p. 324.

⁵⁴ Dion, *La révolution dérouterée, 1960-1976, op. cit.*

⁵⁵ Léon Dion, *Les intellectuels au temps de Duplessis*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1993, p. 21-22.

portrait péjoratif de Duplessis et de l'Église au Québec des années 1945-60 tracé par certains historiens, les récents ouvrages cherchent à donner à chacun ce qui lui revient, sans amplifier ou minimiser leurs actions. L'interprétation du rôle de l'Église au Québec a notamment fait l'objet d'un renouvellement historiographique substantiel.

Nous avons évoqué brièvement la présence d'une dissension au sein du clergé québécois. Cet élément est particulièrement pertinent à notre étude. Nous allons donc peser davantage le rôle qu'a joué l'Église durant la Révolution tranquille.

1.2.2.4 *La société québécoise et l'Église catholique*

Durant les années 1950, le rôle que doit occuper l'Église catholique au sein de la société et de l'État est mis au tribunal. Le débat est particulièrement bouillonnant chez les Canadiens français très majoritairement catholiques. Cette période de questionnement se situe toutefois dans un contexte de remise en question beaucoup plus vaste. En effet, du Vatican jusqu'au Québec, les catholiques à travers le monde anticipent la nécessité de changements majeurs. L'intention est de se transformer pour être en mesure de mieux s'inscrire dans la modernité⁵⁶. Développée d'abord par les laïcs, la philosophie du personnalisme est en grande partie responsable de la reconfiguration de l'Église catholique des années 1960.

Jusqu'au XIX^e siècle, les catholiques sont surtout préoccupés par leur salut, donc à éviter le péché, et non à améliorer la qualité de vie des gens ici-bas. À partir du milieu du XIX^e siècle se développe et se répand le « catholicisme social », selon lequel les croyants doivent aussi être une force du bien *dans le monde*. Cela suit et imite quelque peu le mouvement du *Social Gospel* qui avait frappé bien des cultes protestants à partir de la fin du XIX^e siècle. L'esprit du catholicisme

⁵⁶ Linteau, *op. cit.*

social est endossé par le pape Léon XIII par l'entremise de l'encyclique *Rerum Novarum* de 1891, qui « justifie l'intervention de l'Église dans les affaires sociales en vue d'alléger la misère imméritée des travailleurs » et qui encourage la création d'associations catholiques ayant cette orientation⁵⁷. Ce catholicisme social inspire une série de mouvements d'action catholique – ouvriers, étudiants, etc. – partout dans le monde, et le Canada n'est pas en reste. Au Québec, cette mouvance catholique sociale sera bientôt accompagnée et renforcée par la montée de la philosophie du personnalisme. « Axé principalement sur un type de spiritualité impliquant la personne humaine et l'édification de la communauté, ce type de catholicisme opère une jonction avec la modernité à deux niveaux importants, d'abord par son insistance sur des relations sociales plus égalitaires et plus démocratiques, puis par son rejet – celui de toute une génération – d'une continuité temporelle avec le passé »⁵⁸. Dans le contexte de l'entre-deux-guerres, cette philosophie cherche à défendre les êtres humains contre l'automatisme anonyme du totalitarisme et l'atomisation du capitalisme libéral en affirmant la valeur absolue de la personne humaine. « [it] sought to defend human beings against the faceless automatism of totalitarianism and the atomization of libreal capitalism by asserting the absolute value of the human person »⁵⁹. Ces nouvelles préoccupations des catholiques pour le social et pour la personne vont faire en sorte que les nouvelles générations de l'après-guerre vont davantage vouloir s'attaquer aux problèmes sociaux de manière structurelle et organisée. Agissant comme membrane sociale, la communauté devient alors le lieu d'épanouissement par excellence pour lutter contre l'individualisme de la société moderne, affirmant qu'on doit être non seulement des individus, mais aussi des

⁵⁷ Roger Aubert, « RERUM NOVARUM ENCYCLIQUE (1891) », *Encyclopædia Universalis*, URL : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/encyclique-rerum-novarum/> (19 mai 2019).

⁵⁸ Gauvreau, *Les origines catholiques de la Révolution tranquille*, op. cit., p. 17.

⁵⁹ Micheal Gauvreau, « From Rechristianization to Contestation : Catholics Values and Québec Society, 1931-1970 », *Church History*, Vol. 69, n° 2, 2000, p. 808-809.

« personnes » au sens global⁶⁰. Dans ces circonstances, de nombreuses associations catholiques ont vu le jour ainsi que des programmes sociaux (éducation, soins de santé et services sociaux). À partir des années 1930, l'Action catholique du Québec, qui rejoint des milliers de jeunes de tous les milieux sociaux (rural, ouvrier, étudiant), s'est développée sous l'impulsion du personnalisme. Cela plait d'ailleurs à l'ensemble de la population qui exprime de plus en plus une volonté d'autonomie spirituelle, non sans provoquer également une opposition à l'intérieur du clergé entre les traditionalistes et les partisans du renouveau spirituel. Effectivement, par l'entremise du personnalisme, un corps de plus en plus concerté de laïcs et de religieux entreprend de moderniser l'Église catholique pour mieux répondre aux besoins de la population après la Seconde Guerre mondiale. Certains esprits, soit plus traditionnels, soit plus axés sur la question nationale, n'apprécient guère.

Ainsi, durant les années 1950 la religion est encore un élément fondamental de l'identité canadienne-française. « Elle pénétrait en profondeur la culture, le social et le politique. Tout était catholique : les coopératives, les syndicats, les chambres de commerce, l'idéologie et la pratique politique ainsi que le credo du nationalisme traditionnel qu'elle nourrissait et sanctionnait »⁶¹. L'Église catholique encadre donc toute la société canadienne-française. Elle est la seule entité sociétale alors capable d'encadrer globalement et fermement la société; « elle est en mesure d'infléchir significativement l'organisation de la société canadienne-française selon son image propre, confessionnelle et cléricale »⁶². En d'autres mots, l'Église se porte encore bien.

Toutefois, cette Église, comme nous l'avons vu, n'est pas pour autant aussi monolithique qu'on a pu le prétendre dans le passé. Une part substantielle de ses effectifs est tournée résolument

⁶⁰ Ferretti, Lamonde, Baillargeon et Gauvreau, *Compte rendu de The Catholic Origins of Quebec's Quiet Revolution*, loc. cit., p. 374.

⁶¹ Dion, *La révolution déroutée, 1960-1976*. op. cit., p. 270.

⁶² Lucia Ferretti, *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*, Montréal, Éditions Boréal, 1999, p. 123.

vers l'action sociale et la réforme de la société. Ces mouvements réformistes à l'intérieur de l'Église œuvreront longtemps en marge de l'État, mais à terme, les ressources de celui-ci s'avèreront trop attrayantes pour être ignorées, et ainsi la réflexion de cette génération se tournera aussi vers l'État, soit fédéral (ce seront Trudeau, Marchand, etc.), soit provincial (incluant plusieurs membres de la future « équipe du tonnerre » de Lesage).

1.2.2.5 *L'Église catholique, un obstacle à la modernité des Canadiens français?*

L'historiographie des années 1960 aux années 1980 a fortement accusé l'Église catholique au Québec d'avoir maintenu les Canadiens français dans la précarité pour assurer son pouvoir⁶³. Toutefois, depuis les 20 dernières années, les chercheurs ont ajusté le tir en réévaluant la conjoncture. Ils ont sorti le catholicisme de la marge, pour plutôt le concevoir comme un élément dynamique du changement social. Cette mise au point leur a permis de rendre compte d'aspects négligés par l'historiographie. L'Église et la religion catholique n'ont pas été des freins à la modernité du Canada français; au contraire, elles ont joué un rôle clé dans l'atteinte de la modernité culturelle et dans la modernisation structurelle de l'État durant la première moitié des années 1960⁶⁴.

La Révolution tranquille, contrairement à ce que prétendent également « libéraux orthodoxes » et « révisionnistes », ne fut pas une affaire d'expulsion du catholicisme loin des préoccupations étatiques ou sociétales du Québec. Elle représente plutôt une tentative, relayée par de multiples stratégies institutionnelles, de rendre le catholicisme co-extensible aux diverses dynamiques *modernitaires* de l'époque. Ce faisant, elle tente d'ancrer plus solidement encore le catholicisme dans la culture publique québécoise.⁶⁵

Malgré le rôle clé qu'a joué l'Église catholique dans l'atteinte de la modernité, c'est son

⁶³ Ferretti, Lamonde, Baillargeon et Gauvreau, Compte rendu de *The Catholic Origins of Quebec's Quiet Revolution*, *loc. cit.*

⁶⁴ *Ibid.*, p. 373.

⁶⁵ Gauvreau, *op. cit.*, p. 17.

incapacité à endosser les changements survenus trop rapidement qui lui a coûté cher. L'Église, surchargée par ses responsabilités sociales, ne réussit plus à répondre aux attentes. D'une part, elle manque d'argent et de personnel pour desservir une société de plus en plus nombreuse désirant obtenir une éducation postsecondaire. Elle doit alors demander de l'aide financière à l'État pour continuer ses opérations, ce qui l'a rendue de plus en plus dépendante de l'État.

Le gouvernement Duplessis perçoit les services qu'offre l'Église à la population comme des œuvres de charité privée. Cela dit, le gouvernement peut donner de l'argent à l'Église, mais ne le fait que de manière arbitraire⁶⁶. Le premier ministre Duplessis se plaisait à dire : « Les évêques mangent dans ma main »⁶⁷. D'autre part, certains religieux ont reproché à l'Église d'être devenue trop préoccupée par la gestion sociale et qu'elle a fini par perdre sa force mobilisatrice centrale - la religion, la parole de Dieu⁶⁸. Pour Micheal Gauvreau « de la crise religieuse est sortie une crise politique qui a assimilé le clergé catholique au conservatisme de Maurice Duplessis »⁶⁹.

La Révolution tranquille des années 1960 est avant tout la perte de la capacité organisatrice que l'Église avait sur la société. L'Église et l'État se séparent, conséquemment l'État prend en charge les services sociaux. Quant à la religion comme parole morale, elle va tout de même rester importante auprès d'une partie substantielle de la population pendant encore quelques décennies. Ce qui est clair c'est qu'au milieu des années 1960, la société canadienne-française est encore religieuse spirituellement, mais l'Église en tant qu'institution nationale des Canadiens français n'a plus de pouvoir.

Il n'est pas nécessaire dans cette étude de faire davantage le point sur l'étendue des causes de la Révolution tranquille que nous l'avons fait. Ce qui nous importait était de montrer que l'Église

⁶⁶ Roy, *op. cit.*, p. 97.

⁶⁷ Ferretti, *op. cit.*, p.145.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 114.

⁶⁹ Gauvreau, *op. cit.*, p. 18.

n'était pas un monolithe à l'époque. Conséquemment, les oppositions à l'intérieur de l'Église ont sûrement joué un rôle dans le positionnement des religieux vis-à-vis leur place dans la sphère universitaire. Étudier le « déclin » ou le « renouvellement » de l'Église catholique est particulièrement pertinent par l'intermédiaire des transformations réalisées au niveau du système d'éducation. L'éducation est le terrain où s'observent et se constituent les changements subis par l'ensemble de la société. Ainsi le religieux nous aide à comprendre les changements en matière d'éducation tout comme l'éducation à comprendre les changements dans la sphère religieuse. Voilà pourquoi la laïcisation de la société québécoise et canadienne-française nous concerne – elle est l'une des causes primaires de la reconfiguration du système universitaire canadien des années 1960. Cela dit, bien que nous devions faire appel au contexte québécois dans notre étude puisque la réalité québécoise a des effets sur nos deux cas, nous ne prétendons pas contribuer de nouvelles connaissances sur ces aspects de l'histoire québécoise. L'intention est simplement de situer notre étude par rapport aux principaux enjeux de l'époque. Les interprétations historiques divergentes sur Maurice Duplessis et Michel Brunet, par exemple, sont au-delà des limites de cette étude.

1.2.2.6 *Le rôle de l'Église catholique dans l'éducation de la société québécoise*

L'école a longtemps été l'institution culturelle maîtresse de l'Église catholique canadienne-française. Le contrôle de l'éducation par l'Église permet, d'une part, au clergé de contrôler le contenu pédagogique et la matière enseignée, mais également de maintenir la cohésion de la société canadienne-française. L'éducation est donc le véhicule le plus efficace tant pour la

transmission des valeurs catholique que pour celle de l'identité canadienne-française⁷⁰. Longtemps, l'éducation des Canadiens français a largement été assurée par l'Église catholique. Même après la mise en branle de la Révolution tranquille, la religion continue d'exercer une certaine influence sur elle. En effet, malgré la fin de l'alliance entre l'État et l'Église, la réforme de l'éducation et la création d'un ministère de l'Éducation durant les années 1960, les commissions scolaires demeurent confessionnelles, et ce jusqu'en 1997⁷¹.

Comment expliquer que l'Église demeure présente dans la sphère de l'éducation alors que l'ingérence de l'Église catholique dans les autres services publics est globalement rejetée? Rappelons-nous qu'à cette époque, les Canadiens français s'identifient encore à la religion catholique. Le nationalisme axé sur la langue n'est pas encore devenu la force mobilisatrice qu'il sera à partir de la fin des années 1960 et surtout de la décennie suivante. En effet, la religion assure non seulement la transmission des valeurs canadienne-françaises, mais agit essentiellement comme élément de cohésion sociale constituant la base du sentiment national canadien-français⁷². C'est pourquoi la réforme de l'éducation de 1964 ne visait pas à évacuer la religion complètement, l'école étant devenue la seule entité capable d'assurer la perpétuité de la tradition catholique des Canadiens français. On imaginait une réforme pour donner aux jeunes des principes et des valeurs

⁷⁰ Jean-Philippe Warren, « L'invention du Canada français : le rôle de l'Église catholique », dans Stéphane Savard et Martin Pâquet (dir.), *Balises et références : Acadies, francophonies*, Montréal, Presses de l'Université Laval et CEFAN, 2007, p. 36.

⁷¹ Avant 1960 l'éducation est très rarement évoquée dans les médias québécois. Selon Pierre Anctil, l'organisation du système d'éducation en est responsable : « l'éducation était l'affaire de l'Église, et très peu, celle de l'État ». Le *Devoir*, journal d'origine catholique, fait toutefois exception. Entre 1949 et 1963, Andrée Laurendeau publie plusieurs chroniques d'éducation (35 de ces articles sur l'éducation se trouvent dans un livre de Suzanne Laurin, 1988, *Andrée Laurendeau, ratissant des passages*). Certains de ces articles furent déterminants, voir « l'Université dit non aux Jésuites », dans le contexte de la Révolution tranquille. Pierre Anctil, *Le Devoir, un journal indépendant : 1910-1995*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1996, p. 122.

⁷² Bien que le Canada français ne soit pas un État, il demeure un groupe national distinct au sein du Canada. Cela nous permet de concevoir la place de la religion en société comme pilier du nationalisme et non seulement comme institution religieuse voulant conserver son pouvoir. On doit la concevoir aussi comme institution politique, non comme en compétition pour le pouvoir mais en en faisant partie. Voir Piote, Jean-Marc, *Les neuf clés de la modernité*, Montréal, Les Éditions Québec-Amérique, 2001.

religieuses, quoique adaptées au monde moderne, pour assurer le maintien de la confession catholique des Canadiens français⁷³. La religion catholique a donc continué à être importante pour les Canadiens français une fois que la laïcisation de l'État a été réalisée puisqu'on a continué à transmettre les valeurs catholiques dans les écoles et dans les collèges classiques. Nous étions alors en plein dans l'application du personnalisme. Pour des multiples raisons la plupart des établissements d'enseignement postsecondaires francophones du pays seront décléricalisés entre la fin des années 1960 et le début des années 1980.

1.2.2.7 *Les collèges classiques pour former l'élite de demain*

Tout comme les écoles, les collèges classiques sont des entités de conservation et de transmission des valeurs pour l'Église catholique. Toutefois, contrairement aux écoles qui visent la classe populaire, les collèges classiques convoitent une petite portion de la population. Dans le collège classique est formée l'élite de demain; « au chapitre de la formation, le collège classique, lieu de passage obligé pour les futurs prêtres et membre des professions libérales, est un véritable creuset assurant une relative homogénéité »⁷⁴. Par homogénéité nous entendons uniformité dans les valeurs et les projets de société portés par l'élite (cléricale et politique) canadienne-française. Ce lieu décrit par Paul-André Linteau, comme un « passage obligé » est donc le moyen d'assurer la transmission des valeurs catholiques, nationales et, *de facto*, celle de l'élite traditionnelle. Ces collèges classiques catholiques n'étaient pas mixtes. Jusqu'aux années 1960, les étudiantes étaient normalement scolarisées séparément dans des collèges pour femmes catholiques gérés par des ordres religieux tels que les Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame, les Sœurs Grises de la

⁷³ Ferretti, Lamonde, Baillargeon et Gauvreau, Compte rendu de *The Catholic Origins of Quebec's Quiet Revolution*, loc. cit., p. 383.

⁷⁴ Linteau, *op. cit.*, p. 279.

Croix et les Ursulines⁷⁵. L'éducation de l'élite canadienne-française dans les collèges classiques agit donc comme agent de formation de nouvelles cohortes de l'élite existante, en assurant la transmission de ses valeurs et la reproduction de son pouvoir. Cette transmission des valeurs catholiques se fait dans un environnement soit féminin soit masculin.

Dans le contexte du baby-boom, de plus en plus de jeunes de divers milieux (d'ethnicité, de langue, de religion, mais avant tout de classes sociales différentes) désirent une éducation postsecondaire. Or, si le réseau d'écoles primaires n'arrive pas à répondre à la demande grandissante tant par manque d'infrastructure que par manque de personnel, c'est encore davantage le cas aux niveaux secondaire et postsecondaire. Les communautés religieuses qui ne réussissent plus à recruter suffisamment de personnel religieux doivent embaucher des laïcs pour rester en activité⁷⁶. Leur présence de plus en plus importante entrave alors la fonction de reproduction sociale des collèges classiques. En effet, en plus de devoir ouvrir leurs portes à l'ensemble de la population, comment les collèges classiques peuvent-ils continuer à préparer l'élite catholique de demain avec un personnel de plus en plus laïc? Il devient vite délicat d'avoir un personnel enseignant et administratif laïc au sein d'un établissement religieux.

Plusieurs professeurs laïcs désirent apporter des changements au contenu pédagogique bien qu'il soit largement contrôlé par le clergé. Cette requête n'est cependant pas seulement l'affaire du personnel laïque des collèges classiques. En effet, une volonté de revoir la matière enseignée et la façon de l'enseigner émerge dans la société civile dès la fin de la Première Guerre mondiale. Une philosophie progressiste du catholicisme, portée par les idées de nouvelles revues (La

⁷⁵ Sara Z. Burke, « Becoming Undergraduates: Women and University Culture in Nineteenth-Century Canada », dans E. Lisa Panayotidis, Paul Stortz, *Women in Higher Education 1850-1970 : International Perspectives*, Royaume-Uni, Routledge, 2015.

⁷⁶ Linteau, *op. cit.*, p. 319.

Nouvelle Relève, les *Éditions de l'Arbre* et *Cité libre*⁷⁷) a amené quelques mouvements laïques à remettre en question, par exemple, l'esprit doctrinal de l'enseignement des sciences sociales étaient enseignées dans les collèges classiques⁷⁸. Dans le même ordre d'idée, le père Georges-Henri Lévesque⁷⁹, religieux progressiste et fondateur de la faculté des sciences sociales à l'Université Laval en 1938, a cherché à dissocier l'action catholique et l'action nationale en 1935⁸⁰, puis fait la promotion des « sciences sociales » différenciées de la « doctrine sociale » dès 1938⁸¹. Le père Lévesque était donc partisan de la déconfessionnalisation de l'éducation supérieure. Dissocier le religieux du social et la connaissance théologique des sciences humaines était selon lui essentiel pour assurer à la fois la prospérité du Canada français et le bien de l'Église catholique.

Les propos du père Lévesque tout comme ceux d'autres religieux progressistes, dont l'archevêque de Montréal, Mgr Joseph Charbonneau, seront vivement contestés. D'ailleurs, Mgr Charbonneau dut démissionner de l'archevêché montréalais en 1950, puis fut remplacé par Mgr Paul-Émile Léger, un clerc beaucoup plus conservateur et traditionnel⁸².

Toutefois, à partir du moment où le personnel laïque commence à travailler dans les collèges classiques, la pression pour changer le contenu pédagogique devient trop forte; aux requêtes des progressistes religieux comme le père Lévesque s'ajoutent alors celles du personnel laïque et des étudiants. La nécessité de changement et d'adaptation du système postsecondaire est évidente. Le système doit être reconfiguré puisqu'il ne répond plus aux besoins – ou du moins aux

⁷⁷ Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, « De la question sociale à la question nationale: le cas de la revue *Cité libre* », *Recherches sociographiques*, Vol. 39, n° 2-3, 1998, p. 291-316.

⁷⁸ Jean-Philippe Warren, *L'engagement sociologique, La tradition sociologique du Québec francophone (1866-1955)*, Montréal, Éditions Boréal, 2003, p. 243.

⁷⁹ Celui qui a créé la Faculté des sciences sociales à l'Université Laval. Clément Cormier, son étudiant, fera de même à Moncton plus tard.

⁸⁰ Ce débat était plus large que l'entourage du père Lévesque, allant jusqu'à la papauté.

⁸¹ Lamonde, *op. cit.*, p. 344.

⁸² Voir l'ouvrage de Denise Robillard pour faire le point sur les circonstances de la démission forcée de l'archevêché de Montréal. Denise Robillard, *Monseigneur Joseph Charbonneau. Bouc émissaire d'une lutte de pouvoir*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2013.

attentes – de la population, de l'État et de l'Église. C'est dans ce contexte que le gouvernement Lesage a créé la Commission Parent, qui mènera à court terme à la création des réseaux des CÉGEP et de l'Université du Québec, qui constituent en quelque sorte les réponses de la Révolution tranquille aux questions que nous venons d'évoquer.

Le mandat de la Commission Parent était d'étudier l'organisation et le financement de l'enseignement à tous les niveaux. De 1961 à 1966, elle a reçu 300 mémoires et visité plusieurs établissements scolaires au Canada, aux États-Unis et en Europe. Les recommandations de cette Commission ont influencé le gouvernement à mettre sur pied les cégep, ou collèges d'études générales et professionnelles, qui sont majoritairement logées dans d'anciens collèges classiques qui dispensent une formation générale préparatoire à l'université ou au marché du travail. Cela permet une plus grande accessibilité à une formation collégiale (formation gratuite) et favorise *de facto* les inscriptions aux universités. Les dimensions linguistiques, financières et religieuses de l'éducation font partie des enjeux majeurs dans les travaux de cette Commission⁸³.

Mais comment les minorités francophones à l'extérieur du Québec ont-elles vécu le recul de l'Église et le développement de l'État providence? Dans le cadre de cette étude, nous n'allons pas revisiter la question, maintes fois étudiée, de « la rupture du Canada français », puisque nos « cas » à l'étude ont lieu à un moment où la Révolution tranquille québécoise est certes en cours, mais où la « rupture » n'est pas consommée, c'est-à-dire avant que l'on ne se rende vraiment compte de la « mort » du projet canadien-français⁸⁴. Cependant, nous concevons que la fin du nationalisme canadien-français est directement liée à la décléricalisation de la société québécoise. Si la crise identitaire n'a pas éclaté au grand jour, il reste qu'en ce début des années 1960, les

⁸³ Linteau, *op. cit.*, p. 599 - 605.

⁸⁴ On évoque souvent les États généraux du Canada français de 1967 comme moment de cette prise de conscience. Voir Jean-François Laniel et Joseph Yvon Thériault (dir.), *Retour sur les États généraux du Canada français : continuités et ruptures d'un projet national*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2016.

Canadiens français à travers le pays se cherchent. De moins en moins certains de leurs repères nationaux et sociaux séculaires, méfiants des courants néonationalistes québécois, encouragés par la « canadianisation » des institutions et des symboles fédéraux, tentés par les ressources de l'État providence, déchirés entre la tradition et la modernité, ils doivent trouver des moyens de renouveler leurs institutions et leur rapport au monde. Mais quel sentiment national, quels symboles, quelles valeurs adopter pour ce faire? Tous ces changements ont manifestement troublé les minorités francophones et les ont éventuellement forcées à agir pour assurer leur survie. Si la « mort du Canada français » n'est pas officielle lorsque l'Université de Moncton et l'Université Laurentienne sont créées, une incertitude plane : si l'Église n'est plus l'institution maîtresse des Canadiens français, qu'est-ce qui le sera?

1.3 *Les minorités francophones prises dans la tourmente*

Les minorités francophones vont rapidement subir le contrecoup de la laïcisation de la société québécoise. En effet, alors que la reconfiguration idéologique de l'Église catholique est imminente, les minorités francophones dispersées à travers le pays doivent réagir. Si l'Église perd son rôle central, une nouvelle membrane identitaire devra la remplacer si l'on espère conserver la cohésion soit du Canada français soit, au moins, des communautés francophones le constituant. En effet, chacune des minorités francophones du Canada possède un appareil identitaire unique par son histoire, sa géographie, sa situation économique, sa représentation politique et son rapport à autrui (c'est-à-dire face au gouvernement fédéral, à leurs gouvernements provinciaux, au Québec, au Canada français et aux anglophones). Cela dit, le projet canadien-français avait su conjuguer ces multiples sensibilités identitaires. Ensemble, les francophones minoritaires des diverses provinces (Acadiens, Franco-Albertains, Franco-Manitobains, Franco-Ontariens...)

s'étaient imaginé appartenir, à des degrés divers, avec les Canadiens français du Québec, au « Canada français ». Pour Michel Bock, le projet canadien-français « était fondé sur la foi en l'originalité d'une expérience historique commune ainsi que sur la nécessité de persévérer et de transmettre une tradition culturelle et religieuse particulière et, de l'avis de ces promoteurs, unique en Amérique »⁸⁵. Ainsi, bien que l'Église catholique soit en crise au Québec et que cela ébranle le projet canadien-français, ce dernier ne disparaît pas immédiatement pour autant. Pour éviter que le château de cartes ne s'effondre complètement, les minorités vont se centrer sur elles-mêmes pour veiller à leurs survies respectives⁸⁶. Toutefois, les actions prises par ces groupes identitaires en réaction à cette crise seront différentes.

Justement, la manière dont les francophones de l'Ontario et les Acadiens du Nouveau-Brunswick vont réagir sera en fonction de leur réalité historique, économique, politique et culturelle. Il importe alors de les connaître en tant que groupes culturels avant d'analyser leurs actions. Nous allons présenter les communautés francophones des deux provinces afin de savoir lesquelles, pourquoi et à partir de quel moment elles ont commencé à se percevoir collectivement comme un groupe distinct, et jusqu'à quel point elles le font. Cette contextualisation nous permettra de plonger directement, en deuxième partie, dans l'analyse de leurs comportements au début des années 1960. Effectivement, avant de nous demander comment les collèges classiques de Sudbury et de la région de Moncton ont choisi de faire face à la crise de l'éducation supérieure des années 1960, nous devons connaître les communautés qu'ils desservent, mais surtout comment leur identité s'est constituée collectivement.

Lorsqu'un groupe se dote de symboles (lieu, drapeau, hymne, célébrations, histoire,

⁸⁵ Bock, « Se souvenir et oublier : la mémoire du Canada français, hier et aujourd'hui », *op. cit.*, p. 164.

⁸⁶ Les États généraux du Canada français (échanges tenus de 1966 à 1969) vont confirmer le recentrement du nationalisme des Canadiens français du Québec – de plus en plus « québécois » – et pousser les autres groupes à redéfinir leur identité.

discours, etc.), il est en train de constituer son appareil identitaire, son sentiment national, sa « référence », pour utiliser le langage de Fernand Dumont⁸⁷. Les symboles choisis deviennent alors des canaux de transmission de la mémoire collective qui auront pour fonction d'assurer la cohésion du groupe. À cet égard, les travaux d'Éric Hobsbawm sur l'invention des traditions sont souvent cités. Selon lui, les traditions sont inventées par des acteurs sociaux dans l'intention d'inculquer des valeurs et des normes sociales par la répétition, en continuité avec le passé tel qu'on se l'imagine⁸⁸. Les traditions sont donc présentées par Hobsbawm comme étant un moyen de légitimation par la récurrence historique dans afin d'exercer un contrôle sur la société pour assurer, entre autres, un consensus identitaire. L'histoire est donc essentielle à la construction de l'identité nationale. Elle est instrumentalisée par des élites dans l'intention de créer une tradition qui sera conforme aux valeurs voulant être transmises au groupe en question tout en ayant une certaine crédibilité auprès de cette population⁸⁹. Les symboles choisis doivent donc être suffisamment fondés pour que le groupe s'y identifie, en quel cas ils contribuent à garder la cohésion du groupe. Dans l'élaboration d'un discours identitaire, on est obligé de tenir compte de la sensibilité, des souvenirs et des perceptions de la population. Aussi, les référents doivent continuellement être revitalisés pour qu'ils puissent continuer à avoir de la résonance au sein du groupe. Si les symboles sont trop rigides, ils ne seront plus en mesure d'assumer leur fonction, soit d'unir le groupe. La construction d'une identité nationale est donc le fruit d'une série de questionnements sociopolitiques, et doit continuellement être renouvelée. Dans une société mouvante, les façons de

⁸⁷ Dumont, *Genèse de la société québécoise*, op. cit.

⁸⁸ Eric Hobsbawm et Terence Ranger, *The Invention of tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p.1.

⁸⁹ Dans cette quête de définition, des élites jouent souvent le rôle « d'entrepreneurs identitaires » qui s'efforcent de trouver des éléments auxquels peut s'identifier la population. David McCrone et Gayle McPherson traitent d'une composante indispensable à cette quête identitaire, celle du référent. Ces auteurs conçoivent que la tradition est seulement légitime si elle trouve une résonance chez l'ensemble des citoyens. David McCrone et Gayle McPherson, « Marking Time: the Significance of National Days », dans *National Days: Constructing and Mobilizing National Identity*, Royaume-Uni, Palgrave MacMillan, 2009, p. 219.

commémorer doivent changer, tout comme les idées transmises pour assurer la vitalité de l'identité nationale. Il importe alors, pour ces raisons, de décrire l'appareil identitaire de l'Acadie et de l'Ontario français; quels sont leurs symboles, leurs commémorations et leurs référents? Quand ont-ils été choisis? Pour quelles raisons et avec quels objectifs? Ont-ils changé à travers le temps?

1.3.1 *Les Acadiens du Nouveau-Brunswick*

Fait globalement accepté dans l'historiographie, l'Acadie comme projet de société remonte à ladite « Renaissance acadienne » de la fin du XIX^e siècle, avec comme moment charnière la première Convention nationale acadienne de 1881 à Memramcook au Nouveau-Brunswick⁹⁰. À l'occasion de ce grand rassemblement, des notables issus de plusieurs régions francophones des Maritimes ont pris la parole afin de définir l'Acadie et les Acadiens. Le référent établi durant les conventions nationales de l'Acadie tourne autour de la mémoire de la Déportation. Ce concept est central à l'identité acadienne puisque l'évènement historique de la déportation devient l'élément fondateur de l'identité acadienne. Le fait d'avoir été déportée collectivement en 1755 apporte une spécificité historique à la « communauté imaginée » acadienne, autour de laquelle il n'est pas très difficile de forger une narration poignante.

Dans « Le récit de la Déportation comme mythe de création dans l'idéologie des Conventions nationales acadiennes (1881-1937) », Chantal Richard cherche à comprendre comment les symboles nationaux ont été choisis par l'élite acadienne durant les conventions nationales. En utilisant une méthode d'analyse linguistique, elle réussit à démontrer à quel point l'histoire était au centre de l'identité acadienne puisqu'elle permettait aux Acadiens de se dissocier

⁹⁰ Joseph-Yvon Thériault, « Naissance, déploiement et crise de l'idéologie nationale acadienne », dans *L'identité à l'épreuve de la modernité : écrits politiques sur l'Acadie et les francophonies canadiennes minoritaires*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1995.

tant de leurs voisins anglophones que des Canadiens français; « le récit mythifié de la Déportation prend alors l'allure d'un mythe de création puisqu'il est devenu l'histoire de l'origine, de la chute et de la réhabilitation [en cours] des Acadiens comme peuple »⁹¹. La Déportation des Acadiens de 1755 est alors choisie comme lieu de mémoire central à l'identité acadienne. Avec son poème épique « Évangeline », l'écrivain américain Henry Longfellow aide les Acadiens, sans l'avoir voulu, à incarner ce mythe de la création. Symbolisant une Acadie brisée par la déportation, l'héroïne de ce poème représente également la présence de la religion en tant que mère protectrice de l'Acadie; « Évangéline et la Vierge Marie sont les mères qui portent la souffrance de tout le peuple. Elles sont pures et innocentes, comme le peuple acadien avant l'arrivée des habits rouges »⁹². En effet ce poème possède un intertexte biblique prouvant la vertu du peuple acadien et agissant comme fondement idéologique du groupe. C'est ce récit qui sera ritualisé lors de la fête nationale des Acadiens, adoptée en 1881 et popularisé au cours de la décennie suivante. C'est aussi ce récit qu'utiliseront les organisations de représentation telle que la Société nationale de l'Acadie (fondée à la convention de 1889) pour mousser l'intérêt envers leurs causes et établir leur légitimité. Les Acadiens décident de ne pas célébrer la fête de la Saint-Jean (fête des Canadiens français), mais bien de se doter de leur propre fête nationale. En Adoptant l'Assomption le 15 août comme fête nationale, l'Acadie affirme au reste du pays qu'elle possède sa propre histoire, ses propres célébrations, et ainsi une identité distincte. Puis en 1884, lors d'une autre convention nationale, l'Acadie adopte un drapeau et un hymne national ce qui accentue sa différence.

Les symboles nationaux ont donc permis aux Acadiens de s'identifier entre eux et auprès

⁹¹ Chantal Richard, « Le récit de la Déportation comme mythe de création dans l'idéologie des Conventions nationales acadiennes (1881-1937) », *Acadiensis*, Vol. 36, n° 1, 2006, p. 81.

⁹² *Ibid.*, p. 78.

des autres. Ce référent acadien est toutefois plus figuratif que concret. Il est constitué à partir du mythe fondateur de la Déportation représenté de manière romantique dans le poème de Longfellow et de manière plus utilitaire par les élites. Malgré tout, le nouvel ensemble social ainsi créé durant ces rassemblements a fini par produire des effets sur le réel, notamment la constitution d'un « clergé national acadien » qui réussit, conjointement avec des associations de notables, à créer et diriger les entités sociales (familles, paroisses, écoles, couvents, collèges, diocèses, hôpitaux) responsables d'assurer la reproduction de cette ethnicité⁹³. Au cours de la première moitié du XX^e siècle, l'élite acadienne s'est progressivement rapprochée des structures associatives canadiennes-françaises, et a adopté certains de ses projets et de ses perspectives. Toutefois, l'identité de référence des francophones des Maritimes est toujours demeurée l'acadienne⁹⁴.

Durant la deuxième moitié du XX^e siècle, l'Acadie, comme l'ensemble de la population des Provinces atlantique, fut intégrée au processus d'uniformisation économique et sociale du gouvernement fédéral de Diefenbaker⁹⁵. Le changement le plus important fut au niveau du financement et de la diffusion des services gouvernementaux. Dans l'intention de réduire l'écart économique entre les Provinces atlantiques et le reste du pays, le système de redistribution de la richesse – la péréquation – fut implanté en 1950⁹⁶. L'État est devenu l'interlocuteur incontournable pour quiconque voulait « changer les choses », avec davantage de moyens et de pouvoir que l'Église et l'appareil institutionnel acadien, autrefois les seules instances enclines à promouvoir

⁹³ Greg Allain, Isabelle Mckee-Allain et Joseph Yvon Thériault, « La société acadienne, lectures et conjonctures », dans Jean Daigle (dir.), *L'Acadie des Maritimes*, Moncton, Chaire d'études acadiennes, Université de Moncton, 1993, p. 349.

⁹⁴ Voir Michelle Landry, *L'Acadie politique. Histoire sociopolitique de l'Acadie du Nouveau-Brunswick*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2015, ch. 2 et Philippe Volpé, *L'Ordre de Jacques-Cartier en Acadie du Nouveau-Brunswick durant la Grande Dépression, 1933-1939 : Noyautage, extériorisation, discrétion et nationalisme économique*, Thèse (M.A.) Presses de l'Université Laval, 2013.

⁹⁵ Nicolas Landry et Nicole Lang, *Histoire de l'Acadie*, Québec, Septentrion, 2^e édition, 2014, p. 347.

⁹⁶ Della Stanley, « The 1960s: The Illusions and Realities of Progress », dans E.R. Forbes et D.A. Muise, éd., *The Atlantic provinces in confederation*, Toronto, University of Toronto Press, 1993, p. 421.

activement le développement des Acadiens. Dans ces circonstances, le premier ministre Louis Robichaud fut élu à la tête du gouvernement provincial du Nouveau-Brunswick en 1960. La plateforme électorale de son Parti libéral était alors d'améliorer la condition économique et sociale des gens pauvres du Nouveau-Brunswick, surtout les gens des milieux ruraux. Une majorité de ces derniers étaient francophones, bien que Robichaud se garde bien de mettre l'accent sur cette situation. De fait, exactement 50 % des ministres en plus du premier ministre sont acadiens⁹⁷. Cette élection marque, selon Joseph-Yvon Thériault, le commencement de la « Révolution tranquille acadienne ». Toutefois, ce n'est pas seulement l'ethnicité acadienne du premier ministre et de son cabinet qui fait de cette élection une révolution;

L'élection de Louis Robichaud a eu pour l'Acadie une signification qui dépasse largement la présence de l'un des siens à la plus haute fonction politique de la province. Son entrée en politique coïncide avec une transformation fondamentale de la société acadienne, autant d'ailleurs en regard de son identité collective que du rapport que l'Acadie se propose d'établir avec l'extérieur, notamment avec la majorité anglophone. [...] Politiquement, c'est le moment d'une première véritable tentative d'intégration indifférenciée à la vie sociopolitique néo-brunswickoise et, tout comme on le verra, en grande partie par réaction, d'une politisation de l'identité.⁹⁸

Encore en 1950, le mode de vie rural et agricole était préconisé par l'Église catholique afin de lutter contre les effets néfastes de la modernité individualisante⁹⁹. L'élection de Robichaud confirme la modernisation du discours acadien entrepris au cours de la période 1953-1960. Par conséquent, l'ancien discours est rejeté.

« Car « le passé doit disparaître », tel est le slogan des années soixante, telle est l'idéologie de la génération des « réformateurs frustrés » qui, nés dans une société économiquement pauvre et traditionnelle, relativement isolée des grands courants de l'Amérique du Nord, s'extasieront devant le progrès et la société de consommation, applaudiront, lorsqu'ils n'en seront pas les

⁹⁷ *Ibidem*.

⁹⁸ Joseph-Yvon Thériault, « Le moment Robichaud et la politique en Acadie », dans *Faire société*, Sudbury, Prise de Parole, 2012, p. 76.

⁹⁹ Couturier, *Un passé composé: le Canada de 1850 à nos jours*, op. cit., p. 322-323.

principaux artisans, aux grandes réformes qui détruisent l'univers social qui les avait pourtant façonnées - on pense notamment au concile Vatican II, qui est, ne l'oublions pas, à l'échelle planétaire, le fait de cette génération ».¹⁰⁰

Comme le reste du monde, l'Acadien se heurte à la modernité, à l'urbanisation, à la laïcisation et à l'individualisation. En l'occurrence, tous ces changements ont affecté l'Acadie traditionnelle tels que définis durant les conventions nationales. À travers l'acadianisation des institutions et du personnel religieux, le discours national s'est élargi à d'autres facteurs¹⁰¹. En effet, comme l'ont constaté Allain Greg, Isabelle Mckee-Allain, et Joseph Yvon Thériault, dans « *L'Acadie des Maritimes* », les facteurs d'ethnicité acadiens sont passés « d'une ethnicité vécue exclusivement au niveau des pratiques culturelles quotidiennes à une ethnicité dotée d'une dimension institutionnelle »¹⁰². La prise en charge du gouvernement provincial de certaines institutions qui relevaient auparavant du domaine privé (surtout de l'Église catholique) explique donc en grande partie le virage vers une posture de lobbying que prit le discours identitaire acadien¹⁰³.

Que ce soit en raison de l'attitude discriminante de la majorité anglo-protestante, ou d'une dévalorisation de l'activité politique par les Acadiens eux-mêmes, l'exclusion des Acadiens de la vie politique ne résistera pas aux transformations d'après-guerre. Comme on l'a souligné, leur poids démographique les conduisait à devenir un élément de plus en plus significatif de la vie politique. C'est toutefois le développement d'un État interventionniste qui contraindra tout particulièrement l'élite acadienne à redéfinir son rapport avec les appareils politiques étatiques et à proposer l'intégration.¹⁰⁴

¹⁰⁰ Thériault, « Le moment Robichaud et la politique en Acadie », *loc. cit.*, p. 86.

¹⁰¹ Les années 1960 marquent également un développement important dans les médias - donc dans la diffusion d'informations et dans l'affirmation de soi (puisque, selon nous, les médias parlent des enjeux acadiens; ils contribuent à les rendre visibles et importants). *L'Évangeline* devient un quotidien en 1949, Radio-Canada crée une station de radio à Moncton en 1954 et une station de télévision en 1959. Voir : Thériault, Léon, « L'Acadie de 1763 à 1990, synthèse historique » et « L'acadianisation des structures ecclésiastiques aux Maritimes 1758-1953 », dans Jean Daigle (dir.), *L'Acadie des Maritimes*, Moncton, Chaire d'études acadiennes, Université de Moncton, 1993, p. 45 - 91.

¹⁰² Allain, Mckee-Allain, et Thériault, « La société acadienne, lectures et conjonctures », *op. cit.*, p. 349-350.

¹⁰³ Thériault, *L'Acadie des Maritimes*, *loc. cit.*, p. 84.

¹⁰⁴ Thériault, « Le moment Robichaud et la politique en Acadie », *loc. cit.*, p. 84.

Cela dit, les transformations du discours identitaire acadien n'ont pas seulement été motivées par le politique. Le renouvellement du nationalisme s'est produit en grande partie de l'intérieur ; c'est-à-dire par l'élite définitrice acadienne elle-même. À cet égard, le sociologue Julien Massicote estime devoir reconnaître que les transformations qui se sont produites durant les années 1960 sont grandement dues à l'engagement de prêtres et de laïcs acadiens, à l'instar de ce qui a eu lieu au Québec :

Le catholicisme social et l'engagement sociologique ont permis la formation d'une intelligentsia informée moins d'histoire et d'héritage mémoriel, davantage d'une volonté de connaissances théoriques et empiriques bien ancrées, qui allait progressivement se dépouiller de son enrobage humaniste et chrétien quelques décennies plus tard. Il s'agit là néanmoins d'un héritage important de l'histoire acadienne récente, qui a contribué, dans une large mesure, aux transformations importantes survenues au cours des années 1960 au Nouveau-Brunswick.¹⁰⁵

Qui plus est, la référence acadienne s'est transformée, divisée entre une élite traditionnelle fortement attachée au passé acadien et une nouvelle élite plus contemporaine, désirant célébrer davantage le présent acadien et créer une société acadienne contemporaine¹⁰⁶. Bien que le discours acadien ait subi des transformations, il demeure que le fait sociétal acadien est présent depuis 1881. S'être doté d'un sentiment national et d'institutions de représentations autonomes avant la crise du Canada français et les remises en questions de l'Église catholique, voilà qui a favorisé la continuité de projets visant la reproduction de l'Acadie.

1.3.2 *De Canadiens français à Franco-Ontariens*

Quelle est l'identité nationale des francophones de l'Ontario? Possèdent-ils une référence

¹⁰⁵ Julien Massicote, « Portrait d'un « fondateur dans l'âme » : Clément Cormier, pionnier des sciences sociales en Acadie du Nouveau-Brunswick », *Acadiensis*, XXXVIII, n° 1, hiver/printemps 2009, p. 32.

¹⁰⁶ Dumont, « Essor et déclin du Canada français », *loc. cit.*

au même titre que les Acadiens? Pour l'historien Gaétan Gervais¹⁰⁷, un important intellectuel et militant franco-ontarien, le sentiment franco-ontarien s'est avant tout formé en réaction à une série d'évènements subis par des gens qui partageaient des caractéristiques communes (région, langue, religion, situation économique).

Vu du Ciel, l'Ontario français peut paraître un épiphénomène. Rien ne singularise assez cette communauté pour l'élever au rang de « société distincte », même pas assez pour le faire accéder au modeste rang de « minorité officielle ». En effet, tout dans l'histoire de la communauté franco-ontarienne semble s'expliquer, soit par le cadre culturel que constitue l'Amérique française, notamment ses rapports avec les majorités anglaises, soit par l'encadrement économique nord-américain qui a toujours déterminé les conditions du développement matériel de la communauté. C'est déjà entrevoir que les Franco-Ontariens, culturellement et économiquement marginalisés, subissent les évènements bien plus qu'ils ne les commandent.¹⁰⁸

Si l'Ontario français est bel et bien plus qu'un épiphénomène, entre sa fondation effective au milieu du XIX^e siècle et 1960, c'est en raison du projet national canadien-français et de l'ossature institutionnelle qui l'accompagne. En effet, comme le rappelle Michel Bock, « le Canada français n'était pas qu'une idée désincarnée, il fut également porté par des structures, par un réseau d'institutions et de mouvements à l'intérieur desquels le clergé et les communautés religieuses, masculines et féminines, jouaient un rôle de premier plan »¹⁰⁹. Les communautés religieuses dispersées dans les paroisses canadiennes-françaises avaient donc le mandat, certes de répandre la foi catholique, mais également d'assurer la survie et la transmission du projet canadien-français.

De plus en plus de Canadiens français arrivent en Ontario durant la deuxième moitié du XIX^e siècle. Alors qu'ils espèrent perpétuer leur mode de vie dans ces nouvelles régions, les anglophones perçoivent cette vague d'immigration francophone comme une « invasion »

¹⁰⁷ Voir le récent ouvrage de François-Olivier Dorais qui fait une biographie à forte teneur historiographique de Gaétan Gervais. François-Olivier Dorais, *Un historien dans la cité: Gaétan Gervais et l'Ontario français*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2016.

¹⁰⁸ Gervais, *Des gens de résolution, le passage du Canada français à l'Ontario français*, op. cit., p. 139.

¹⁰⁹ Bock, « Se souvenir et oublier : la mémoire du Canada français, hier et aujourd'hui », op. cit., p. 184.

française en Ontario¹¹⁰. Conséquemment, les tensions entre les deux groupes s'accroissent. À cela s'ajoutent des tensions entre les catholiques irlandais et francophones. En 1860, Mgr John Lynch, d'origine irlandaise, devient le troisième évêque de Toronto. L'Église catholique arrête alors d'être sous la tutelle du Bas-Canada et devient majoritairement de langue anglaise en terre ontarienne. À partir de ce moment, les francophones catholiques de l'Ontario sont de moins en moins bien servis¹¹¹. Parallèlement, à partir des années 1880, l'éducation de langue française est de plus en plus restreinte par la province. Afin de défendre les droits scolaires des Canadiens français de l'Ontario, l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario (ACFEO) est fondée en 1910. L'ACFEO marque d'ailleurs le début d'une vague associative propre à l'Ontario français, vague largement encadrée par l'Église catholique¹¹². À peine mise sur pied, la nouvelle association est confrontée en 1912 à l'entrée en vigueur du règlement XVII qui interdit l'enseignement en français après la deuxième année du primaire dans les réseaux scolaires publics et séparés¹¹³. Également, les enseignants sont congédiés s'ils ne possèdent pas les compétences nécessaires pour offrir un enseignement en anglais aux jeunes.

Durant cette crise, le clergé catholique est véritablement devenu pour les francophones de l'Ontario une institution de représentation identitaire. L'Église catholique était à ce moment la seule institution suffisamment solide et ayant assez de pouvoir pour défendre les francophones. Mais l'identité promue était-elle canadienne-française, franco-ontarienne, ou un peu des deux? Pour l'historien Robert Choquette, « c'est dans cette crise que le clergé de l'Ontario français assoit solidement son pouvoir en assumant la direction de son peuple dans son

¹¹⁰ Robert Choquette, « L'Église de l'Ontario français », dans Cornelius Jaenen, *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Historical Studies Series/Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, p. 209.

¹¹¹ Denise Robillard, « L'Ordre de Jacques Cartier et les droits des Franco-catholiques en Ontario, 1926-1931 », *Études d'histoire religieuse*, Vol. 74, 2008, p. 95.

¹¹² Simon Laflamme et Rachid Bagaoui, « Les leaders franco-ontariens après l'État-providence », *Recherches sociographiques*, Vol. 41, n° 2, 2000, p. 239-269.

¹¹³ Gaétan Gervais, « Le règlement XVII (1912-1927) », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 18, 1996, p. 123-192.

projet scolaire et indirectement sociopolitique. Le besoin de survivance consacre tant le leadership et le pouvoir du clergé franco-ontarien que l'identité franco-ontarienne »¹¹⁴. L'identité franco-ontarienne nous viendrait donc du début du XX^e siècle. Cette position se rapproche de celle d'Yves Frenette (qui pointe notamment du doigt « le vent de l'urbanisation » en plus de la formation de nouveaux mythes fondateurs) et de celle de René Dionne et Yolande Grisé, pour qui le Règlement XVII est aussi un moment charnière. Toutefois, maints autres historiens et sociologues, dont Gaétan Gervais, Michel Bock, Danielle-Juteau-Lee, Jean Lapointe et Roger Bernard, continuent de considérer que l'identité collective principale des francophones de l'Ontario demeure l'identité canadienne-française jusqu'aux années 1960 au moins¹¹⁵. Pierre Savard affirme même que le Règlement XVII rapproche les Canadiens français de l'Ontario de ceux du Québec¹¹⁶.

Quoi qu'il en soit, réunis sous l'ACFEO, les évêques, les élites laïques et d'autres Franco-Ontariens – parents, enseignants, etc. – ont mené une grande lutte qui a finalement obligé le gouvernement ontarien de Howard Ferguson à abroger le règlement XVII en 1927, permettant l'existence d'écoles dites « bilingues ». Fernand Dumont avance que la lutte visait à pour conserver les acquis, c'est-à-dire le droit d'avoir des écoles bilingues, et non à obtenir plus de droits (par exemple, une dualité linguistique réelle dans l'enseignement); « notons que, durant toutes ces années, les francophones ne réclament pas un enseignement exclusivement français; partout, même dans l'Est où ils sont très nombreux, majoritaires même en certains endroits, ils ne mettent pas en question le bilinguisme »¹¹⁷.

¹¹⁴ Choquette, « L'Église de l'Ontario français », *loc. cit.*, p. 213.

¹¹⁵ Notons que cela ne les empêche pas d'être en désaccord sur d'autres aspects de la question identitaire franco-ontarienne.

¹¹⁶ Pour un très bon survol historiographique de cette question telle qu'elle s'applique à l'Ontario, voire Serge Miville, « À quoi sert aux Canadiens français de gagner l'univers canadien s'ils perdent leur âme de francophone? » *Représentations identitaires et mémorielles dans la presse franco-ontarienne après la «rupture» du Canada français (1969-1986)*, thèse de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, 2012, p. 29-38.

¹¹⁷ Dumont, « Essor et déclin du Canada français », *loc. cit.*, p. 432-433.

Au tournant des années 1950, la conjoncture de survivance des Franco-Ontariens telle qu'établie en réaction à la crise du règlement XVII est bouleversée. À partir de la Deuxième Guerre mondiale, le Canada, comme le reste du monde, est frappé par une série de transformations tant idéologiques qu'institutionnelles. Au Canada français, la laïcisation de l'État ébranle tant l'Église catholique que les communautés francophones. Selon Gaétan Gervais « aux yeux des Franco-Ontariens, leur Église franco-ontarienne, centrée sur Ottawa, s'était hissée au sommet du pouvoir social en faisant sienne la lutte pour la survivance et la reconnaissance des droits du français en Ontario. La conjoncture change tout à fait d'allure après 1960, quand les gouvernements du Canada et de l'Ontario découvrent leurs responsabilités à l'égard de la minorité franco-ontarienne »¹¹⁸. Dans cette nouvelle logique de l'État providence, les gouvernements provinciaux vont désormais prendre la relève des institutions religieuses qui structuraient auparavant les minorités nationales. Ils vivent une certaine « prise de conscience » : les gouvernements provinciaux doivent s'occuper des minorités francophones.

En Ontario, cette prise de conscience du gouvernement est accompagnée d'une remise en question au sein des associations franco-ontariennes. La forme que doit prendre le militantisme franco-ontarien ne fait plus l'unanimité. Par exemple, alors que l'élite francophone d'Ottawa a tendance à favoriser l'action nationale, celle de Sudbury, ayant plus d'affinités avec l'action catholique et adhérant « aux grandes lignes de la philosophie personnaliste »¹¹⁹, favorise un engagement plus axé sur le social et les valeurs chrétiennes¹²⁰. Par exemple, le père Régimbal, fondateur en 1950 du Centre des jeunes de Sudbury (actuellement nommé le Carrefour francophone de Sudbury), était de cette école de pensée sociale catholique. Ces tensions entre le

¹¹⁸ Gervais, *Des gens de résolution : le passage du Canada français à l'Ontario français*, op. cit., p. 222.

¹¹⁹ Michel Bock, « Une guerre sourde : la rivalité Ottawa – Sudbury et la jeunesse franco-ontarienne (1949-1965) », *Québec Studies*, n° 46, automne 2008 – hiver 2009, p. 23.

¹²⁰ Dorais, op. cit., p. 20.

catholicisme social et la pensée nationaliste se répercutent entre les associations franco-ontariennes d'Ottawa et de Sudbury, causant notamment une scission au sein de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française¹²¹. Cette distinction idéologique entre les élites de Sudbury et d'Ottawa nous apprend qu'une partie des Jésuites de Sudbury était plus orientée vers le maintien des valeurs chrétiennes que vers l'affirmation nationale, jusque dans les années 1960¹²². Il n'y avait toutefois pas unanimité chez les Jésuites de Sudbury; certains, comme le père Hector Bertrand qui prend en charge le Journal *Le Voyageur* en 1975, étaient résolument en faveur d'une action nationale¹²³. Bref, l'élite franco-ontarienne de Sudbury était elle-même divisée. Cela a manifestement joué un rôle dans l'action des Jésuites dans la création de l'Université Laurentienne, comme nous le verrons.

Ces changements ont recentré les Canadiens français du Québec sur leur province, ce qui a eu pour conséquence d'affaibli l'identité canadienne-française. Cela se fit contre le gré de nombreux francophones minoritaires qui y adhéraient encore, dont les Franco-Ontariens¹²⁴. Durant la décennie de 1960 eut aussi lieu le concile Vatican II (1962-1965) durant lequel l'Église catholique s'est ouverte au monde et à la culture contemporaine, ce qui vint ébranler encore d'autres repères culturels des francophones de l'Ontario. C'est durant cette période d'indécision idéologique sur le plan religieux, doublé d'une période d'indécision idéologique sur le plan national (fin du nationalisme canadien-français traditionnel), que l'on tente d'ériger l'Ontario français comme référent national à part entière. En effet, le fait franco-ontarien

¹²¹ Bock, « Une guerre sourde : la rivalité Ottawa – Sudbury et la jeunesse franco-ontarienne (1949-1965) », *loc cit.*

¹²² Dorais, *op. cit.*, p. 19.

¹²³ Serge Miville, qui s'est intéressé à la pensée du père Bertrand, l'inscrit dans la lignée des nationalistes traditionalistes canadiens-français. Cité dans « Le père Hector Bertrand, celui que l'on a appelé à la rescousse », *La voix du Nord*, 11 septembre 2018. [<http://www.lavoixdunord.ca/index.php/component/k2/item/4746-le-pere-hector-bertrand-celui-que-l-on-a-appelle-a-la-rescousse?tmpl=component&print=1>] (8 avril 2019).

¹²⁴ Bock, *Comment un peuple oublie son nom : la crise identitaire franco-ontarienne et la presse française de Sudbury (1960-1975)*, *op. cit.*, p. 16.

commence véritablement à s'affirmer après « l'éclatement » du Canada français durant les années 1960 et se confirme entre 1966 et 1969 durant les États généraux du Canada. Avant cela, malgré l'Église, les quelques associations franco-ontariennes et la crise du Règlement XVII, ils n'ont pas senti le besoin de se présenter comme une société distincte, en grande partie du fait qu'ils s'identifient avant tout comme Canadiens français. Voilà ce que Fernand Dumont évoque dans ce passage :

Malgré l'importance des liens tissés par des luttes menées jusqu'aux années 1930, l'édification d'une *référence* franco-ontarienne s'est avérée finalement fragile. Sans doute le combat a-t-il été trop centré sur l'école, bien qu'il fût difficile d'en être autrement étant donné les circonstances et les agressions qui ont provoqué la résistance. (...) La langue fut longtemps liée à la religion, celle-ci lui fournissant en grande partie un contenu culturel; du moment où la scission s'est opérée, que des élites laïques ont pris la place du clergé, la langue s'est trouvée isolée, restreinte à une fonction en quelque sorte *spécialisée*.¹²⁵

Pour Fernand Dumont la référence franco-ontarienne est fragile. Cependant, cela ne veut pas dire que les Franco-Ontariens n'avaient pas d'identité nationale. En effet, la référence « commune » canadienne-française était beaucoup plus ancrée dans l'identité des francophones de l'Ontario que chez ceux du Nouveau-Brunswick. Bien que le projet du Canada français fût également présent en Acadie, les Acadiens, et surtout l'élite acadienne, sont surtout restés fidèles, sur le plan formel, à une identité proprement acadienne.

Tout comme les Sainte-Croix ont été parmi les principaux créateurs et promoteurs de la référence acadienne, les Jésuites ont été parties prenantes de l'identité canadienne-française, qu'ils ont activement transmise à travers leurs œuvres, notamment dans le Nord de l'Ontario. Pour leur part, les Sainte-Croix ont œuvré, pendant les années 1950 et 1960, dans une région où la référence nationale principale – l'Acadienne – n'a pas été remise en question, alors que les Jésuites de l'Ontario travaillaient dans un univers national canadien-français qui commençait à être contesté

¹²⁵ Dumont, « Essor et déclin du Canada français », *loc. cit.*, p. 434.

par le néonationalisme « québécois ». Est-ce que cela aura affaibli le nationalisme franco-ontarien? L'historiographie actuelle ne nous permet pas de l'établir, mais voilà une question que nous devons poser à nos sources.

1.4 Conclusion

Le début des années 1960 représente une sorte d'entredeux, moment où l'idéologie traditionnelle canadienne-française ne convient plus (on pourrait dire la même chose de la définition « britannique » du Canada anglais), mais où des idéologies de rechange bien structurées n'existent pas encore non plus (le souverainisme québécois est encore naissant et ne s'est pas encore associé à la gauche, et le Canada bilingue et multiculturel n'est pas encore imaginé). Voilà ce qui doit être retenu de ce chapitre; nous avons tenté d'illustrer le « no man's land » idéologique dans lequel se trouvent les Acadiens et les Franco-Ontariens, tout comme les congrégations religieuses, au moment même où les circonstances poussent à un renouvellement du secteur postsecondaire. Le sentiment identitaire acadien, bien qu'affaibli par une idéologie de la modernisation par la participation¹²⁶, est cependant plus enraciné, en ce moment précis, que l'identité canadienne-française (ou la franco-ontarienne, d'ailleurs). Cela a d'ailleurs soulevé un questionnement chez Bock et Dorais : « si l'Acadie se croit une société, et que c'est cette conviction qui explique qu'elle se soit donné sa propre institution universitaire, quelle conclusion tirer de l'exemple franco-ontarien, où prévaut le bilinguisme institutionnel dans la sphère universitaire, hormis quelques exceptions? »¹²⁷. Cette question implique qu'il existe une corrélation entre le sentiment identitaire et les actions entreprises. La comparaison entre les

¹²⁶ Joel Belliveau, *Le "moment 68" et la reinvention de l'Acadie*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 46-66.

¹²⁷ Bock et Dorais, *loc. cit.*, p. 125-126.

contextes acadien et franco-ontarien proposée dans ce travail nous permettra de démontrer la véracité de cet énoncé.

Nous cherchons donc à expliquer le pourquoi et le comment des transformations qui vont se produire à partir de 1960 dans les institutions universitaires canadiennes de langue française. Partant du fait que dans nos deux cas, les communautés religieuses ont joué un rôle capital dans leur institutionnalisation, nous nous demandons quel fut leur rôle durant cette période d'incertitude idéologique et identitaire. À quelles tensions et à quels enjeux les congrégations ont-elles fait face durant cette période d'avant 1960? Ont-elles lutté pour conserver leur rôle ou ont-elles passé le flambeau aux provinces sans résistance? Effectivement, ces religieux ne savent pas véritablement de quoi sera faite la prochaine décennie. Alors les actions prises s'inscrivent dans la continuité qu'ils connaissent ou qu'ils espèrent, bien plus qu'en fonction d'un futur qu'ils ne peuvent concevoir. Et même s'ils concevaient que des changements importants vont se produire, dans quelle mesure pouvaient-ils en concevoir l'ampleur et la nature?

Chapitre 2

2 Des établissements d'enseignement postsecondaire en quête de revitalisation

Dans ce second chapitre, nous abordons les événements qui ont marqué le passé des maisons d'enseignement postsecondaire de Sudbury et de la région de Moncton. En partant de la mise en place des premiers collèges classiques dans chacune de ces régions, jusqu'aux années tumultueuses d'après-guerre, l'intention est de démontrer à quel point les établissements d'enseignements s'adaptent au contexte sociopolitique en mutation. La création de l'Université Laurentienne tout comme de l'Université de Moncton fut l'aboutissement d'une succession d'établissements postsecondaires. Dans les deux cas, les congrégations religieuses catholiques affrontent de nombreux obstacles pour garder leurs maisons d'enseignement ouvertes. Mais, dans quelle mesure les communautés religieuses contrôlent-elles véritablement le destin de ces établissements d'enseignement? Sont-ils entièrement autonomes ou surtout dépendants du bon vouloir politique? Les moyens qu'emploient les congrégations religieuses afin de maintenir leur rôle dans les institutions d'enseignement postsecondaire qu'elles ont mis sur pied doivent également être interrogés. Leurs actions nous informent sur l'ampleur de leur engagement auprès des communautés linguistiques qu'elles desservent. À quelles fins sont prises les décisions des congrégations religieuses? Veulent-elles garder le contrôle de l'enseignement pour le bien de « leur » communauté linguistique minoritaire, ou plutôt pour assurer la continuité de leur entreprise religieuse, sans trop d'égard pour le facteur linguistique? L'histoire des institutions d'enseignements est donc fortement révélatrice tant du contexte politique que de la situation des francophones et du rôle de l'Église catholique. Avant de nous pencher directement sur notre démonstration comparative binaire, soit deux institutions en transformation dans un contexte changeant, nous devons cerner la place qu'occupent les collèges classiques dans l'après-guerre tant

pour les étudiants qui les fréquentent que pour les congrégations religieuses qui en assument la direction.

En 1630, le premier collège classique en Amérique française, le collège des Jésuites, est fondé en Nouvelle-France par des missionnaires de la Société de Jésus. Ce modèle d'enseignement se répand alors et devient la seule manière d'accéder aux études universitaires. La plupart de ces institutions privées offrent aux étudiants une formation de huit ans correspondant *grosso modo* au secondaire et au baccalauréat ès arts d'aujourd'hui. L'accès aux collèges classiques est toutefois exclusivement réservé aux garçons jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Au sein de ces institutions catholiques de langue française, l'élite sociale et intellectuelle du Canada français est formée. À l'extérieur du Québec, il existe des collèges classiques ainsi que des petits séminaires et des convents. Ils sont toutefois d'envergure variable et possèdent des statuts distincts¹²⁸. Tout comme au Québec, ces établissements sont majoritairement l'œuvre des congrégations religieuses : Jésuites, Oblats, Sainte-Croix, Eudistes, sœurs de l'Assomption, Religieuses de Jésus-Marie, Religieu(se)s de Notre-Dame du Sacré-Cœur et Ursulines.

Durant l'après-guerre, le réseau des collèges classiques atteint sa plus importante expansion. Dans un contexte de prospérité économique, de plus en plus de gens, de classes sociales différentes valorisent l'éducation et veulent y avoir accès. C'est le début d'une démocratisation de l'éducation, qui dans un premier temps, avant le tumulte des années 1960, profitera aux anciennes institutions du modèle « classique ». Puis, un meilleur accès à l'éducation revendiqué par les gens devient également une préoccupation gouvernementale. Or, cette nouvelle volonté fait une pression sur le système en place. Les collèges classiques ne sont ni prêts, ni adaptés à la demande grandissante d'étudiants. Dans ces circonstances, l'Église catholique doit réagir. Elle

¹²⁸ Gratien, « Unilinguisme, bilinguisme et institution universitaire dans la francophonie des années 1960 », *loc. cit.*, p. 101.

veut à tout prix conserver les collèges classiques, cette plateforme lui permettant de former « l'élite de demain »¹²⁹. Son raisonnement : mieux vaut changer que disparaître. Ainsi, « le climat d'incertitude semble agir comme un aiguillon sur les collèges, les entraînant dans un effort inégalé de modernisations administrative et pédagogique dans les années 1960 : réformes du programme, aménagement des immeubles pour les sports et l'intimité, introduction des méthodes actives dans l'enseignement, disparition du grec »¹³⁰. Toutefois, malgré leur effort de modernisation, les collèges classiques sont incapables de s'adapter au brusque changement. Ce qui semble être l'âge d'or du collège classique est en réalité son chant du cygne¹³¹. En dépit de l'expansion fulgurante d'après-guerre, le cours et les collèges classiques vont disparaître dans l'ensemble du pays. Au Québec, les collèges seront convertis en CÉGEP, alors qu'ailleurs dans la francophonie canadienne ils seront soit convertis en université, soit intégrés comme faculté d'une université existante (souvent de langue anglaise), soit tout simplement dissolus¹³².

Grâce à ce bref historique, nous constatons qu'il existe un avant et un après la fin de l'ère des collèges classiques. Effectivement, le collège classique pour Louise Bienvenue est « l'institution qui incarne au mieux un « ancien temps » de l'éducation, mais aussi l'envers de la *doxa* pédagogique actuelle, axée sur la démocratisation du savoir, l'expression de soi, la perspective utilitariste de même que la mixité des sexes et des cultures. Dans la trame de notre mémoire culturelle, il y aurait donc un avant et un après au cours classique »¹³³. Le collège classique avait le mandat d'instruire ses étudiants pour qu'ils deviennent de bons citoyens conformément aux valeurs dominantes dans sa communauté. À l'inverse, l'université est

¹²⁹ Jacques-Paul Couturier, *Construire un savoir, l'enseignement supérieur au Madawaska, 1946- 1974*, Moncton, Les Édition d'Acadie, 1999, p. 58.

¹³⁰ Bienvenue, *loc cit.*, p. 15.

¹³¹ *Ibidem*.

¹³² Gratien, « Unilinguisme, bilinguisme et institution universitaire dans la francophonie des années 1960 », *loc. cit.*, 102-103.

¹³³ Bienvenue, *loc cit.*, p. 8.

d'avantage une institution de développement individuel. La fonction des établissements d'enseignement postsecondaire et la manière de former les étudiants sont radicalement différentes entre le collège classique et l'université. Les années 1960 sont donc une décennie de première importance, « une décennie de transformation en profondeur des établissements et de l'institution universitaires. C'est [aussi] une décennie d'augmentation très rapide des effectifs universitaires en Ontario et dans l'ensemble du Canada »¹³⁴. Nous devons garder en tête le rôle changeant des établissements postsecondaires durant les années 1950 et 1960, nos acteurs y étant directement confrontés. L'Université de Moncton et l'Université Laurentienne sont créées au beau milieu de cette transition idéologique et institutionnelle. Quelles sont les principales similitudes et surtout les différences entre ces deux institutions avant et durant cette période transitoire? Voilà comment nous serons en mesure de comprendre leurs options linguistiques et confessionnelles. Les congrégations allaient-elles risquer de perdre leur autonomie au profit des minorités linguistiques qu'elles desservaient? Ou tenter de maintenir leur activité confessionnelle au détriment du facteur linguistique? Une histoire des institutions mères de nos universités est donc de mise pour déterminer quelles étaient les véritables motivations des congrégations religieuses qui en assumaient la direction.

2.1 Collège/Université Saint-Joseph : l'œuvre de la congrégation Sainte-Croix en Acadie du Nouveau-Brunswick

2.1.1 *Historique du Collège/Université Saint-Joseph (1864 – 1972)*

Malgré quelques tentatives au cours du XIX^e siècle, aucune institution d'enseignement n'a réussi à s'établir de manière permanente au Nouveau-Brunswick pour servir la population

¹³⁴ Allaire, « Unilinguisme, bilinguisme et institution universitaire dans la francophonie des années 1960 », *loc. cit.*, p. 102.

acadienne avant 1864¹³⁵. Une succession d'échecs témoigne du long processus nécessaire pour arriver à la fondation du collège Saint-Joseph, à Memramcook. Retraçons la création de cette institution emblématique de la renaissance acadienne.

La congrégation Sainte-Croix de Montréal envoie à Memramcook un jeune Canadien français, le père Camille Lefebvre. Dès son arrivée, il devient le curé de la paroisse Saint-Joseph avec le mandat d'y fonder un établissement d'éducation postsecondaire. L'évêque de Saint-Jean, Mgr John Sweeny avait demandé à la congrégation Sainte-Croix de se charger de l'éducation supérieure des jeunes hommes catholiques de cette région, et particulièrement celle des Acadiens. Dans une lettre envoyée aux pères Sainte-Croix le 15 juin 1863, Mgr John Sweeny affirme que son diocèse représente une importante opportunité missionnaire, particulièrement auprès des Acadiens « *I am convinced there is in my diocese a very large and important field for the missionary labors of your good Fathers and particularly among the Acadian French population* »¹³⁶. Moins de six mois après son arrivée, le père Lefebvre fonde en 1864 un collège pour garçons, le Collège Saint-Joseph, dans les anciens bâtiments du séminaire Saint-Thomas¹³⁷. Le collège obtient sa charte universitaire du gouvernement du Nouveau-Brunswick en 1868, puis le statut d'université – grâce à une affiliation à Oxford – en 1888¹³⁸. Le Collège Saint-Joseph, fondé par le père Lefebvre, devient le premier établissement francophone à conférer des diplômes universitaires dans la région de l'Atlantique. Considéré comme l'un des plus grands bâtisseurs de

¹³⁵ Le collège de Gêdaïc, fondé en 1832, fut le premier établissement d'un collège catholique pour garçons en Acadie. Cette institution bilingue ferme les portes en 1835 en raison de disputes entre paroissiens, professeurs, prêtres et évêque. Le collège de Saint-Louis de Kent fut ouvert de 1874 à 1882 sous la direction des religieuses de la Congrégation Notre-Dame. Archive provinciale du Nouveau-Brunswick, « La formation postsecondaire au Nouveau-Brunswick ». [<https://archives.gnb.ca/Exhibits/ArchivalPortfolio/TextViewer.aspx?culture=fr-CA&myFile=Education-3>] (10 décembre 2018).

¹³⁶ Jean Cadieux, *De l'Université Saint-Joseph à l'Université de Moncton*, Manuscrit, janvier 1997. p. 7.

¹³⁷ Fondé en 1854 par l'abbé François Xavier Lafrance, le séminaire avait dû fermer ses portes en 1862 en raison de difficultés financières.

¹³⁸ Cormier, *Université de Moncton : historique*, op cit., p. 10-11.

l'Acadie par des générations de nationalistes acadiens¹³⁹, le père Lefebvre a travaillé d'arrache-pied pour le maintien de cette institution. En effet, la viabilité d'une institution d'enseignement supérieur était loin d'être certaine en Acadie au XIX^e siècle.

Entre 1872 et 1880, l'abbé Lefebvre fut supérieur provincial de la congrégation Sainte-Croix, puis en 1880 il fit partie de la délégation acadienne présente au grand congrès patriotique organisé par la Société Saint-Jean-Baptiste dans la ville de Québec¹⁴⁰. L'année suivante il accueillit au Collège Saint-Joseph la première Convention nationale des Acadiens. Le fondateur du Collège Saint-Joseph a donc poursuivi une orientation religieuse conforme à la congrégation Sainte-Croix tout en œuvrant pour l'épanouissement de la communauté acadienne. Le père Lefebvre était pour sa part « convaincu [...] que l'accès à une éducation supérieure était une condition essentielle au progrès de la société acadienne »¹⁴¹. Les nombreux prêtres, médecins, dentistes et magistrats issus du Collège Saint-Joseph ont formé l'ossature d'une élite acadienne. Vue de cet angle, la fondation du Collège Saint-Joseph est la pierre de touche qui a mené à la renaissance acadienne de la fin du XIX^e siècle.

On peut affirmer de toute évidence que la fondation du Collège Saint-Joseph fut un tournant dans l'histoire des Acadiens d'après la Déportation. « De cette fondation date la renaissance acadienne », a dit notre historien Placide Gaudet. Ce collège fut le centre intellectuel, le centre de la pensée, le centre du réveil acadien.¹⁴²

Grâce au Collège Saint-Joseph, le peuple acadien fut en mesure de gravir les échelons politiques et économiques qui étaient auparavant monopolisés par les anglophones majoritaires de la région.

¹³⁹ Pascal Poirier, *Le Père Lefebvre et l'Acadie*, Montréal, Kessinger Publishing, 1898.

Naomi Griffiths, « LEFEBVRE, CAMILLE », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, Vol. 12, Université Laval/University of Toronto, 2003. [http://www.biographi.ca/fr/bio/lefebvre_camille_12F.html.] (15 février 2019).

¹⁴⁰ Marc-André Gagnon, « Édifier l'État québécois : la transformation du discours public au sein de la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec, 1947-1962 », *Bulletin d'histoire politique*, Vol. 19, n° 3, printemps 2011, p. 161-169.

¹⁴¹ Jules Boudreau, *Bâtisseurs de l'Acadie*, Tracadie-Sheila (Nouveau-Brunswick), Éditions La Grande Marée, 2014, p. 68.

¹⁴² Adélarde Savoie, cité Hauteceur, *op. cit.*, p. 82.

En effet, l'éducation est le moyen par excellence d'assurer la transmission des valeurs telles que définies par l'élite acadienne et par conséquent, pour assurer la perpétuité culturelle du groupe. « Parmi toutes les ressources dont dispose l'élite définitrice en vue de la reproduction du fait acadien, les collèges classiques occupent, bien sûr, une place centrale, car qui dit « reproduction sociale » dit du même souffle « éducation » »¹⁴³. Durant près d'un centenaire d'existence, d'autres collèges se sont affiliés au Collège Saint-Joseph dans le Sud-Est du Nouveau-Brunswick, soit le Collège Notre-Dame d'Acadie (un collège féminin sous la direction des sœurs de la Congrégation Notre-Dame du Sacré-Cœur), le Collège l'Assomption et le Séminaire Notre-Dame du Perpétuel Secours. En parallèle, dans le nord de la province, la congrégation religieuse des Eudistes fonde le Collège Sacré-Cœur de Bathurst en 1921 et le Collège Saint-Louis d'Edmundston en 1946, deux collèges pour hommes. Deux collèges pour filles ont aussi vu le jour dans le nord : le Collège Jésus-Marie de Shippagan, dirigé par les religieuses de Jésus-Marie et affilié au Collège de Bathurst en 1960, et le Collège Maillet de Saint-Basile, dirigé par les religieuses Hospitalières et affilié au Collège Saint-Louis en 1949¹⁴⁴. Le Collège Notre-Dame d'Acadie a introduit en 1943 un cours classique permettant aux jeunes Acadiennes d'obtenir pour la première fois un baccalauréat d'une institution francophone. En raison de la popularité du programme, le couvent de Memramcook déménage dans un grand édifice nouvellement bâti à Moncton et ouvre ses portes aux étudiantes et aux pensionnaires en 1949¹⁴⁵.

Le Collège Saint-Joseph, dès sa création, est un établissement d'éducation postsecondaire bilingue. Ce statut linguistique est encouragé par l'évêque de Saint-Jean qui se préoccupe de

¹⁴³ Joel Belliveau, *Le « moment 68 » et la réinvention de l'Acadie*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2014, p. 35.

¹⁴⁴ Alexandre J. Savoie, « Les communautés religieuses et l'enseignement au Nouveau-Brunswick depuis 1872 », *Sessions d'études – Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*, Vol. 48, 1981, 77 p.

¹⁴⁵ Archive provincial du Nouveau-Brunswick, « La formation postsecondaire au Nouveau-Brunswick », *op cit.*, (3 avril 2019).

l'éducation des jeunes Irlandais catholiques de la région. Pour Mgr John Sweeny, l'établissement est d'abord destiné aux Acadiens, mais puisqu'il se trouve dans un diocèse linguistiquement mixte, les jeunes hommes anglophones doivent pouvoir y aller également¹⁴⁶. Le statut bilingue rassure également l'évêque, inquiet à l'idée de voir les catholiques francophones faire bande à part. Après tout, c'était pour cette seule raison que l'évêque de Chatham, Mgr Rogers, n'avait pas hésité à fermer le collège de l'abbé Marcel-François Richard, à Saint-Louis, en 1882. Il faut dire que malgré l'élément irlandais, la congrégation Sainte-Croix a assuré une direction francophone au Collège Saint-Joseph.

2.1.2 *Tournant des années 1950 : engagement politique et Commission Deutsch*

Au cours des années 1950, il devient de plus en plus évident que le système d'éducation supérieure du Nouveau-Brunswick ne répond plus aux besoins de la province; le nombre d'étudiants inscrits aux universités et le coût de l'enseignement s'accroissent plus rapidement que les sources de financement des institutions. Les universités se plaignent de budgets insuffisants qui limitent leur capacité à répondre à la hausse des demandes d'inscription de la part des étudiants néobrunswickois¹⁴⁷. En plus du baby-boom, cette situation s'inscrit dans un contexte provincial où les populations en périphérie migrent vers les centres urbains en raison du développement de l'activité industrielle et du secteur des services qui remplacent progressivement les métiers traditionnels¹⁴⁸. Dans ces circonstances, une révision du système d'éducation supérieure est jugée

¹⁴⁶ Le premier évêque acadien ne sera nommé qu'en 1912, et il faudra attendre 1936 avant que soit créé l'archidiocèse de Moncton, qui confèrera effectivement aux Acadiens le contrôle de l'Église sur leurs territoires. Voir Thériault, « L'acadianisation des structures ecclésiastiques aux Maritimes 1758-1953 », *op. cit.*, p. 454-461.

¹⁴⁷ « Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement supérieur au Nouveau-Brunswick », Fredericton, Nouveau-Brunswick, juin 1962, CEAAC (Centre d'études acadiennes Anselme-Chiasson), AB 1177, p. 16.

¹⁴⁸ Ronald Rees, *New Brunswick, an illustrated history*, Halifax, Nimbus publishing, 2014.

indispensable tant par les institutions que par le gouvernement provincial afin de répondre aux nouveaux besoins en matière d'éducation supérieure et d'assurer la prospérité du Nouveau-Brunswick pour l'avenir.

Depuis la création de l'Université du Nouveau-Brunswick en 1785, le gouvernement provincial réserve la quasi-totalité des subventions pour l'éducation supérieure à cette institution non confessionnelle, décrite comme « l'université d'État »¹⁴⁹. Pour leur part, les collèges confessionnels reçoivent très peu de subventions, ce qui entraîne une sérieuse inégalité entre eux et l'Université du Nouveau-Brunswick. Partant du fait que les trois établissements français du Nouveau-Brunswick sont confessionnels, il en résulte également un écart de financement important entre les établissements d'éducation supérieure de langue anglaise et française¹⁵⁰. En décembre 1951, un mémoire rédigé par les représentants des cinq universités confessionnelles de la province (Mount Allison, St Thomas University, Saint-Joseph, Sacré-Cœur et Saint-Louis) fut soumis au gouvernement J.-B. McNair¹⁵¹. Ils contestent le traitement préférentiel de l'Université du Nouveau-Brunswick :

Ou bien notre contribution est inutile et nous n'avons qu'à fermer nos portes; ou bien nos services sont appréciables et alors nous devons subsister pourvu que notre rendement soit adéquat. Mais il est inacceptable que nous soyons réduits à donner un enseignement de second ordre, à côté d'une université d'État qui jouit de gratifications lui permettant de se procurer les meilleurs équipements et la collaboration de professeurs chevronnés.¹⁵²

Suite à cette demande, le gouvernement provincial accorde une petite portion de financement aux autres collèges de la province. Cependant, l'Université du Nouveau-Brunswick accapare encore,

¹⁴⁹ « Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement supérieur au Nouveau-Brunswick », *op. cit.*, p. 18.

¹⁵⁰ Voir tableau de répartition des subventions provinciales par élèves, 1959-1960. Stanley, Della, *Louis Robichaud, a decade of power*, Halifax, Nimbus publishing, 1984, p. 65.

¹⁵¹ Cormier, *L'Université de Moncton, historique*, *op cit.*, p. 44.

¹⁵² *Ibidem*.

en 1959, 52.6 % des subventions provinciales accordées annuellement à l'éducation supérieure. Les deux autres universités anglophones (Saint-Thomas et Mount Allison) obtiennent ensemble 24,4 % des subventions alors que les trois institutions francophones regroupées (Sacré-Cœur, Saint-Louis et Saint-Joseph) n'en reçoivent que 23 %. Par conséquent, les cinq universités provinciales considèrent toujours que le gouvernement du Nouveau-Brunswick a favorisé le développement de l'Université du Nouveau-Brunswick au détriment des autres établissements d'éducation supérieure¹⁵³. Face à ce mécontentement, le premier ministre Robichaud met en place une Commission royale d'enquête sur l'enseignement supérieur dans la province, le 9 mai 1961¹⁵⁴. Communément appelée la Commission Deutsch¹⁵⁵, du nom de son commissaire président, la Commission est mandatée par le ministre de l'Éducation Henry G. Irwin. Le gouvernement provincial nomme également les commissaires Adrien J. Cormier et Robert W. Maxwell comme coprésidents. Compte tenu de certaines rivalités existantes entre les congrégations religieuses des Sainte-Croix et des Eudistes, le juge Adrien Cormier fut nommé puisqu'il était accepté par les deux communautés. « Le Juge Cormier se présentait donc comme le trait d'union entre les deux communautés religieuses qui travaillaient dans des régions différentes. Son rôle était de trouver l'unité ou tout au moins, un terrain d'entente entre les Pères Eudistes et Sainte-Croix »¹⁵⁶.

Lorsque la Commission Deutsch est mise sur pied, le premier ministre Robichaud est conscient que l'encadrement financier de la province en matière d'éducation supérieure doit être révisé, puisque la répartition des subventions provoque un développement systématiquement disproportionnel entre les universités de la province. En février 1961, le premier ministre du

¹⁵³ *Ibid.*, p. 18.

¹⁵⁴ La Commission Deutsch est la deuxième Commission d'enquête sur l'éducation supérieure dans la province, après celle de 1854.

¹⁵⁵ La modernisation de l'éducation postsecondaire, mais dans un contexte majoritairement francophone, fut également l'objet de la Commission Parent au Québec de 1961 à 1966.

¹⁵⁶ Théo Nkembé, *Père Clément Cormier, fondateur en Acadie*, Moncton, s.n., 1979. p. 49.

Nouveau-Brunswick Louis Robichaud déclarait au banquet des Fonds de prêts universitaires de la Société l'Assomption : « ... *twelve years ago I remember telling an old friend of mine, that if God ever permitted me to occupy a position of authority, I'd exercise my influence to make sure that no promising student would be forced to abandon his studies because of lack of funds* ». ¹⁵⁷ Les cinq universités confessionnelles de la province, qui réclament une répartition égale des subventions, sont donc prêtes à la réforme. Le gouvernement et les établissements d'éducation supérieure privés sont ainsi sur la même longueur d'onde : le cadre de l'enseignement supérieur dans la province doit changer. La Commission Deutsch est donc mise en place dans ce climat favorable à la réforme dans le domaine de l'éducation postsecondaire, avec le mandat de réévaluer le système d'éducation postsecondaire de la province afin d'assurer la prospérité globale de l'ensemble des citoyens du Nouveau-Brunswick. Ce climat est à la fois redevable à l'optimisme général du début des années 1960 et à la culture foncièrement réformiste et sociale-démocratique de Robichaud et de son gouvernement.

Le jeune premier ministre a grandement été influencé par son passage à l'Université Laval. Étudiant du père Lévesque, Robichaud avait hâte de retourner au Nouveau-Brunswick pour mettre en pratique ses apprentissages ; « de 1960 [...] à 1970, je pus enfin entreprendre les réformes que la philosophie sociale acquise auprès du père Lévesque nous avait fait souhaiter pour notre milieu. En compagnie d'Adélarde Savoie, Bernard Jean, Martin Légère et Clément Cormier, entre autres, nous nous sommes mis à la tâche » ¹⁵⁸. Cela dit, les actions du gouvernement Robichaud n'ont pas comme objectif premier de répondre à la question acadienne. Son cheval de bataille n'est pas la

¹⁵⁷ Correspondance entre Louis J. Robichaud et Charles McElman, 6 juillet 1959, N.B.L.A, dans Stanley, *Louis Robichaud, a decade of power*, op. cit., p. 64.

¹⁵⁸ Louis-J. Robichaud, « L'influence du père Lévesque au Nouveau-Brunswick (propos recueillis par François Beaudin dans Valcourt et Beaudin, « la liberté aussi vient de Dieu... », p. 188). Dans Robichaud et Basque, *Audacieux et téméraire : le père Clément Cormier, c.s.c.(1910-1987), recteur-fondateur de l'Université de Moncton*, op. cit., p. 157.

question nationale, mais le politique et le social¹⁵⁹. « *That was the ideal of George-Henri Lévesque, who often prefaced his thoughts with, « je suis pour le peuple, mais pour tout le peuple ».* *It was a theme that young Robichaud carried home with him to New Brunswick* »¹⁶⁰. Cette philosophie, nous empressons-nous d'ajouter, est tout à fait conforme au personnalisme, dont l'épicentre canadien n'était nul autre que l'enseignement des Dominicains, et particulièrement de Lévesque, qui favorisait l'engagement envers la justice sociale, plutôt que « l'action nationale ».

Et pourtant, dans son rapport soumis en juin 1962, la Commission recommande : « la province sera prospère et heureuse dans la mesure où elle saura s'adapter rapidement et sans heurt à ces changements dans le contexte d'une société biculturelle »¹⁶¹. Dans un jeu d'équilibre, la commission considère les Acadiens à la fois comme une partie de l'ensemble des citoyens et comme culturellement différents, et aboutit à la conclusion qu'ils devraient avoir leur propre institution. On semble arriver à cette conclusion par l'entremise d'une évaluation des besoins de la minorité francophone. Le rapport constate en effet que « le nombre de ceux qui désirent poursuivre leurs études dans des collèges ou des universités s'est accru de façon remarquable, surtout dans la population de langue française où, pour la première fois, les jeunes se dirigent nombreux vers les institutions d'enseignement supérieur »¹⁶². En l'occurrence, comme tous les Néobrunswickois, les Acadiens devraient avoir le droit à une éducation supérieure de qualité s'ils le désirent.

La création de l'Université de Moncton a parfois été perçue comme une action motivée par un sentiment national de la part de Robichaud. Mais en réalité, comme nous venons de le voir, la

¹⁵⁹ Thériault, « Le moment Robichaud et la politique en Acadie », *loc. cit.*

¹⁶⁰ Stanley, *Louis Robichaud, a decade of power*, *op. cit.*, p. 11.

¹⁶¹ Nkembé, *op. cit.*, p. 14.

¹⁶² « Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement supérieur au Nouveau-Brunswick », *op. cit.*, p. 12.

création de cette nouvelle université allait plutôt contre le grain naturel de la philosophie de Robichaud. Pour Joseph-Yvon Thériault, elle s'inscrit plutôt et avant tout dans la continuité des institutions autonomes, largement religieuses, dont s'était dotée l'Acadie « traditionnelle ».

La création de l'Université de Moncton est ce qui ressemble le plus [dans l'œuvre de Robichaud] à une attention nouvelle envers l'Acadie. Elle s'inscrit toutefois dans la nécessité d'adapter l'éducation supérieure néobrunswickoise aux réalités d'après-guerre et à l'entrée massive des baby-boomers à l'université. En même temps qu'on crée l'Université de Moncton, l'on crée aussi à Saint-Jean, ne l'oublions pas, un campus de la *University of New-Brunswick*. C'est l'existence, depuis un siècle, d'institutions largement autonomes de langue française qui rendait impossible l'intégration de l'enseignement universitaire acadien dans une structure bilingue, bien que l'on jongla à l'époque – et particulièrement Robichaud – avec l'idée d'une grande institution bilingue. En fait la création de l'Université de Moncton n'est pas typique du moment Robichaud, cela s'inscrit plutôt dans la continuité de l'Acadie traditionnelle et de ses institutions autonomes.¹⁶³

Pour Thériault, donc, le gouvernement Robichaud décide surtout d'honorer une tradition longue d'un centenaire de l'enseignement en français. Bien que la volonté fut là, le gouvernement Robichaud ne pouvait créer une institution bilingue. On devait en d'autres mots respecter la tradition d'enseignement supérieur francophone, même dans un contexte où un changement devait avoir lieu dans toute la province en matière d'éducation universitaire. Sheila A. Brown opine dans le même sens, affirmant que cette tradition est respectée en grande partie puisque les Acadiens sont reconnus comme faisant pleinement partie de l'histoire du Nouveau-Brunswick « *The bilingual and multicultural history of New Brunswick, settled by Loyalists and Acadians, and later emigrants from Scotland, Ireland, England and other European countries created a need to serve both English- and French- language constituencies* »¹⁶⁴. Pour Brown, le fait que le passé religieux et l'ancienneté de l'Université Saint-Joseph furent considérés durant les

¹⁶³ Thériault, « Le moment Robichaud et la politique en Acadie », *loc. cit.* p. 88-89.

¹⁶⁴ Jones Glen A. (dir.), *Higher Education in Canada: Different Systems, Different Perspectives*, New York, Garland Publishing, 1997, p. 198.

changements des années 1960 est conforme à la culture politique du Nouveau-Brunswick à cette époque. En Ontario, la même tradition d'enseignement collégial existe ; au Collège du Sacré-Cœur de Sudbury et à l'Université de Sudbury on enseigne aussi en français. Mais, cette tradition a-t-elle eu le même poids auprès du gouvernement ontarien?

Ces précédents historiques ont-ils réellement suffi, au Nouveau-Brunswick? Rappelons qu'à ce moment faisait rage, en quelque sorte, une bataille entre l'Acadie traditionnelle et l'Acadie contemporaine. D'une part le gouvernement Robichaud et une « couche progressiste de l'élite définiteur » optent pour l'intégration des Acadiens au jeu politique provincial, alors que l'élite traditionaliste continue de préférer l'autonomie¹⁶⁵. Cette dichotomie idéologique est donc très présente dans le contexte de la création de l'Université de Moncton. Dans un contexte politique interventionniste et intégrationniste – alors que le gouvernement était vraisemblablement pro bilinguisme – il semblerait que ce sont les partisans de l'autonomie institutionnelle qui aient prévalu, arrivant à mettre en place un établissement unilingue francophone, mais financée adéquatement par la province. Le beurre et l'argent du beurre, en quelque sorte. Mais pourquoi? La création de l'Université de Moncton a lieu à la fois dans un contexte de laïcisation et dans une période de transition dans le discours politique acadien. Le politique est ouvert aux revendications des Acadiens, qu'il tente toutefois de « traduire » en mesures favorisant le principe d'égalité. Dans notre troisième chapitre, nous tenterons de déterminer si d'autres facteurs sont entrés en jeu.

Notons que ce nouvel intérêt étatique pour la cause acadienne déstabilise l'Église catholique. Son rôle auprès des Acadiens était en grande partie celui de défendre leur culture et leur langue. Dès le moment où le gouvernement a accepté de créer une université acadienne, les diverses congrégations religieuses qui œuvrent pour l'éducation supérieure des Acadiens voient

¹⁶⁵ Belliveau, *op. cit.*, p. 52.

leur mission en quelque sorte accomplie. La création de l'Université de Moncton marque en soi une certaine rupture entre l'Église et le peuple acadien.

Le début des années 1960 marque en quelque sorte une rupture pour l'Église catholique en Acadie. Cette dernière, depuis le XIX^e siècle, est à la tête de plusieurs institutions telles que des collèges, des hôpitaux et des couvents. De plus, elle exerce une grande influence auprès d'institutions dites « nationales » comme la Société Mutuelle L'Assomption, le Mouvement coopératif acadien, la Société Nationale de l'Acadie et le journal *L'Évangéline*. Mais à la suite des chambardements causés par les nombreuses réformes du gouvernement Robichaud, entre autres dans les structures d'enseignement postsecondaire, l'Église cède progressivement ses pouvoirs en santé et en éducation.¹⁶⁶

L'un des personnages les plus importants de cette époque est le père Clément Cormier. Sa personne a récemment fait l'objet d'une importante biographie publiée par l'Institut d'études acadiennes. Pour Marc Robichaud et Maurice Basque, le parcours de Cormier « se lit comme une histoire de l'Acadie du Nouveau-Brunswick du 20^e siècle »¹⁶⁷. Effectivement, à la lecture de cette biographie on constate que le père Cormier était investi dans à peu près tous les dossiers acadiens de son époque ; « Prêtre aux idées souvent libérales et modernes, avant même la tenue du Concile Vatican II (1962-1965) et des réformes qui s'ensuivent, Clément Cormier a été témoin privilégié d'une société acadienne qui investit de plus en plus la modernité après la Deuxième Guerre mondiale, menant jusqu'à l'élection du gouvernement de Louis J. Robichaud en 1960 [...] »¹⁶⁸. Originaire de Moncton, Clément Cormier obtient un baccalauréat ès arts en juin 1931 à l'Université Saint-Joseph¹⁶⁹. Il décide de poursuivre ses études à Sainte-Geneviève de Pierrefonds, au Québec, en tant que membre de la congrégation Sainte-Croix, et est ordonné prêtre en 1936¹⁷⁰.

¹⁶⁶ Landry et Lang, *op. cit.*, p. 374.

¹⁶⁷ Robichaud et Basque, *Audacieux et téméraire : le père Clément Cormier, c.s.c.(1910-1987), recteur-fondateur de l'Université de Moncton*, *op. cit.*, p. 2.

¹⁶⁸ Robichaud et Basque, *Audacieux et téméraire : le père Clément Cormier, c.s.c.(1910-1987), recteur-fondateur de l'Université de Moncton*, *op. cit.*, p. 2.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 131.

¹⁷⁰ Nkembé, *op. cit.*, p. 27.

Il obtient ensuite un baccalauréat spécialisé en sciences sociales, économiques et politiques de l'Université Laval, puis enseigne deux ans au Collège Sainte-Croix de Montréal. En 1939, l'archevêque de Moncton, Mgr Louis-Joseph-Arthur Melanson, demande au père Cormier de fonder une École des sciences sociales et économiques à l'Université Saint-Joseph « c'est à lui, jeune prêtre plus que prometteur, protégé du père Georges-Henri Lévesque et actif au sein des mouvements de l'Action catholique, que l'archevêque de Moncton, Mgr Louis-Joseph-Arthur Melanson, confia, en juillet 1939, la direction de l'un de ses grands projets, soit la création d'une École des sciences sociales et économiques à Moncton, relevant de l'Université Saint-Joseph et qui doit ouvrir ses portes en novembre de la même année »¹⁷¹. Le père Georges-Henri Lévesque fut d'ailleurs parmi les premiers professeurs, avec le père Cormier, de cette nouvelle école dont les cours étaient offerts à Moncton¹⁷². Cormier participe également à la mise en place de baccalauréats en commerce (1942), en sciences (1943) et en éducation (1944) à l'Université Saint-Joseph¹⁷³. Nommé recteur de l'Université Saint-Joseph en 1948, Cormier fut le dernier à occuper ce poste, et le premier recteur de l'Université de Moncton. Pour Jean-Paul Hauteceur, « l'homme [le père Cormier] figure là où la nation est personnellement représentée. Son rôle essentiel peut-être est d'être l'un des principaux définisseurs du nationalisme acadien contemporain. Au sein du conseil directorial de la société, il jouit incontestablement d'une autorité hiérarchiquement

¹⁷¹ Robichaud et Basque soulignent toutefois que des cours d'économie sociale et de sociologie existaient à l'Université Saint-Joseph depuis 1935. Robichaud et Basque, *Audacieux et téméraire : le père Clément Cormier, c.s.c.(1910-1987), recteur-fondateur de l'Université de Moncton*, op. cit., p. 161-162.

¹⁷² L'École de sciences sociales n'a pas un programme universitaire. Même si le père Levesque aide à son établissement, l'École ne ressemble pas au le programme de sciences sociales à Université Laval. Selon Joseph Yvon Thériault, l'École est surtout « un instrument de sensibilisation à la pensée sociale de l'Église ». Un cours de 3 ans, mais seulement sur 4 sessions par année – au début du mois de novembre, de janvier, après Pâques et début juin. Les étudiants obtiennent des « diplômes », mais on ne précise pas lesquels. Les 48 premières inscriptions sont majoritairement des curés du diocèse de Moncton, une institutrice laïque et quelques religieuses (dont Jeanne-de-Valois, de la congrégation acadienne de Notre-Dame du Sacré-Cœur, qui deviendra sous peu la supérieure du Collège Notre-Dame d'Acadie, premier collège classique féminin en Acadie). Robichaud et Basque, *Audacieux et téméraire : le père Clément Cormier, c.s.c.(1910-1987), recteur-fondateur de l'Université de Moncton*, op. cit., p. 171.

¹⁷³ Nkembé, op. cit., p. 35.

supérieure même si son statut clérical l'empêche en maintes occasions d'agir publiquement »¹⁷⁴. Clément Cormier est un Acadien devenu Sainte-Croix dans l'intention d'œuvrer pour l'éducation de son peuple. Il possède une vision moderne de l'éducation, mais doit souvent faire preuve de discrétion pour atteindre ses objectifs. L'éducation supérieure des Acadiens fut son principal combat. Ainsi, malgré le fait qu'il soit prêtre, Cormier partage de manière générale la vision contemporaine du premier ministre Robichaud.

Pendant cette période, Cormier a aussi entamé le déménagement graduel des programmes de l'Université Saint-Joseph vers Moncton, la raison étant que cette ville est passée d'un « petit bourg à une ville de taille moyenne » – et s'est transformée en centre régional – entre 1870 et 1940. Ces transformations économiques, dont la croissance de l'activité commerciale, de la main-d'œuvre et du développement culturel, ont peu lieu suite à une vague d'immigration, majoritairement francophone, vers la ville de Moncton. À la fin de la période étudiée, 33,6 % des gens à Moncton sont francophones. « Au cours de cette période, plusieurs associations francophones se sont installées à Moncton pour les mêmes raisons que les Acadiens, individuellement ou en réseaux familiaux, y venaient. Ces groupes voulaient bénéficier des avantages qu'offrait le centre urbain, tels que les réseaux de communication, les services urbains et la présence d'un bassin de population francophone concentrée dans la région ». Le transfert de l'Université de Memramcook à Moncton s'est effectué dans ce contexte de migration¹⁷⁵.

Étant donné ces précédents, la proposition faite par l'Université Saint-Joseph, largement influencée par le père Cormier, de mettre en place une institution universitaire dans la ville de Moncton constitue pour les membres de la Commission Deutsch « la meilleure base possible pour

¹⁷⁴ Hauteceur, *op. cit.*, p. 41.

¹⁷⁵ Phyllis LeBlanc, « Une communauté en transition : Moncton, 1870-1940 », dans Jacques Paul Couturier et Phyllis LeBlanc (dir.), *Économie et société en Acadie 1850-1950*, Moncton, Édition d'Acadie, 1996, p. 151.

le développement de l'enseignement supérieur à l'intention de la population de langue française de la province et que, pour cette raison, la nouvelle institution mériterait l'aide de la province à l'échelle requise »¹⁷⁶. C'est donc cette proposition de l'Université Saint-Joseph qui a été retenue par la Commission Deutsch dans son rapport : « comme déjà l'Université Saint-Joseph a pris certaines dispositions préliminaires en vue de l'établissement, à Moncton, de cours scientifiques et professionnels et d'autres cours spécialisés en langue française, il semblerait avantageux de profiter du travail ainsi accompli pour fonder l'œuvre future »¹⁷⁷. En effet, parmi ses recommandations soumises en juin 1962, la Commission Deutsch propose la création d'une institution d'éducation supérieure publique de langue française au Nouveau-Brunswick. La Commission Deutsch recommande :

Que l'Assemblée législative accorde une charte en vue de l'établissement de l'Université de Moncton comme seule institution d'enseignement supérieur de langue française au Nouveau-Brunswick autorisée à conférer des grades, à laquelle les universités actuelles de Saint-Joseph, du Sacré-Cœur et de Saint-Louis seront, pour les fins de leur enseignement, affiliées sous la forme et sous la désignation de collèges.¹⁷⁸

Le gouvernement fait sienne cette recommandation de la Commission Deutsch, le 19 juin 1963 au moment où le lieutenant-gouverneur de la province accorde la sanction royale à la loi créant ce qui sera désormais la seule université francophone de la province, et la première ayant la structure d'une université moderne : l'Université de Moncton¹⁷⁹. Suite à la publication du Rapport Deutsch et à la création de l'Université de Moncton en 1963, les trois collèges classiques féminins de la province sont progressivement absorbés dans la faculté des Arts de la nouvelle université. Le Collège Notre-Dame d'Acadie de Moncton, le Collège Jésus-Marie de Shippagan et le Collège

¹⁷⁶ « Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement supérieur au Nouveau-Brunswick », *op. cit.*, p. 91.

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 90.

¹⁷⁸ *Ibid.*, p. 99.

¹⁷⁹ Robichaud et Basque, *Histoire de l'Université de Moncton*, *op. cit.*, p. 177.

Maillet de Saint-Basile ont progressivement dû fermer leurs portes; puisque les femmes étaient admises à la nouvelle université, elles n'avaient plus à avoir leurs propres établissements¹⁸⁰.

Notons que les lois sur les langues officielles du Canada et du Nouveau-Brunswick ne seront adoptées qu'en 1969, soit six ans plus tard ; l'Université de Moncton n'est donc pas créée sous l'impulsion de cette loi, ni même de son esprit. En effet, l'Université de Moncton tout comme l'Université Laurentienne ont été créées avant l'heure du bilinguisme officiel, et avant l'essentiel de la Révolution tranquille québécoise et du grand tumulte linguistique et constitutionnel qui l'accompagneront durant les années 1960, et qui créeront un Canada et un Nouveau-Brunswick bilingues. En 1960 « bilingue » est encore une désignation qu'on donnait aux écoles des francophones comme euphémisme, car il était encore impensable de leur concéder, symboliquement, leurs propres établissements financés par l'État. Lorsque la Commission Deutsch recommande la création d'une université de langue française en juin 1962, le contexte était nettement moins généreux qu'à la fin des années 1960. Néanmoins, le choix de créer une université de langue française témoigne du fait que la réflexion sur la dualité linguistique au Canada, lancée par Henri Bourassa au début du siècle, était bien entamée et commençait à livrer des fruits. Il reste que la décision, en 1963, peut surprendre.

Dans sa recommandation, la Commission Deutsch émet l'avis qu'il faudrait à l'avenir « concentrer les efforts sur une seule université à laquelle les institutions actuelles (Sacré-Cœur, Saint-Louis et Saint-Joseph) seraient affiliées et par l'entremise de laquelle elles coordonneraient leur activité scolaire »¹⁸¹. Ainsi, pour éviter un chevauchement des services et une dispersion des efforts, la Commission estime que l'Université de Moncton deviendra le centre d'enseignement

¹⁸⁰ Archive provinciale du Nouveau-Brunswick, « La formation postsecondaire au Nouveau-Brunswick », *op. cit.* (3 avril 2019).

¹⁸¹ « Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement supérieur au Nouveau-Brunswick », *op. cit.*, p. 90.

supérieur de langue française auquel les anciennes institutions postsecondaires francophones seraient affiliées. La création de l'Université de Moncton provoque donc la disparition de l'Université Saint-Joseph, pionnière dans l'éducation supérieure des francophones depuis 1864. Comme le recommande la Commission, cette institution renonce à sa fonction universitaire en transférant ses effectifs à la Faculté des arts du campus de Moncton. Le recteur Clément Cormier et les pères Sainte-Croix sont aussi réassignés à la nouvelle institution à Moncton. Le Collège Saint-Joseph s'y affine, puis ferme ses portes définitivement en 1972, ayant été intégré à la faculté des Arts¹⁸². Par la création de l'Université de Moncton, le père Cormier estime que les nombreuses revendications entreprises à l'égard de la minorité francophone néobrunswickoise en matière d'éducation supérieure ont finalement été entendues par les dirigeants politiques de la province¹⁸³. Ce dernier considère la création de cette nouvelle institution comme l'un des événements les plus importants dans l'histoire de la longue Renaissance acadienne : « une attitude d'équité compatible avec les principes des droits de l'homme l'emportant enfin sur la pratique décadente de l'oubli des minorités »¹⁸⁴.

2.1.3 Conclusion

Nous avons dressé un portrait de l'aventure collégiale du Sud-Est du Nouveau-Brunswick qui commence véritablement avec la fondation du Collège Saint-Joseph par Camille Lefebvre en 1864. Rapidement, cet établissement se voue au relèvement et au développement des Acadiens. Nous avons ensuite soulevé que durant l'après-guerre, l'Université Saint-Joseph, tout comme les autres universités confessionnelles de la province, fait des pressions auprès du gouvernement

¹⁸² Cadieux, *op. cit.*, p. 44.

¹⁸³ Cormier, *L'Université de Moncton, historique, op. cit.*, p. 60.

¹⁸⁴ *Ibidem*.

provincial pour recevoir davantage de financement. La question du financement n'est pas seulement une préoccupation de l'Université Saint-Joseph, puisque toutes les institutions, sauf l'Université du Nouveau-Brunswick, réclament une nouvelle formule pour le financement public de l'éducation supérieure, au nom de l'équité. L'idée d'une université de langue française au Nouveau-Brunswick est ainsi portée par l'Université Saint-Joseph, qui semble planifier stratégiquement sa mise en place. Comme nous l'avons démontré, les Sainte-Croix ont été parmi les principaux définisseurs du nationalisme acadien, ainsi que les principaux artisans de programmes d'étude débordant du cours classique. L'un des porteurs de cette vision, le père Clément Cormier, a justement assuré la transition de l'Université Saint-Joseph vers celle de Moncton. Portées par sa vision, les actions des Sainte-Croix ont largement influencé le statut linguistique et confessionnel de l'Université de Moncton – et même les attitudes du gouvernement Robichaud.

Nous allons poursuivre ce questionnement pour déterminer si les Jésuites ont manœuvré avec autant de volonté et d'unanimité que l'ont fait les Sainte-Croix en Acadie en vue de l'obtention d'une université de langue française. Comment se positionnent les Jésuites par rapport à la langue de la communauté qu'ils desservent durant ce moment charnière, et quelle incidence cela a-t-il au moment de la création de l'Université Laurentienne? Ont-ils pu se positionner avec autant d'unité que les Sainte-Croix? Avaient-ils un leader fort qui faisait l'unanimité? Avaient-ils une seule voix? Enfin, nous nous rapprochons de notre problématique ; à quel point les congrégations sont-elles demeurées fidèles aux missions confessionnelle et linguistique qui étaient jusque-là les leur? Et quelle incidence cela a-t-il eu sur les actions qu'ils ont prises pour modeler l'éducation postsecondaire dans leurs régions respectives?

2.2 Collège du Sacré-Cœur, Université de Sudbury et Université Laurentienne : l'œuvre de la congrégation jésuite dans le Nord de l'Ontario

Entre 1840 et 1930, de nombreux Canadiens français se déplacent vers les usines, les terres, les mines et les chantiers de la Nouvelle-Angleterre, de l'Ontario et de l'Ouest. Cette migration est attribuable à une saturation des terres agricoles, ainsi qu'au manque de travail au Québec, accompagné d'un taux élevé de natalité¹⁸⁵. Alors qu'en 1842, la population francophone du Canada de l'Ouest n'était que de 14 000, en 1913 celle du même territoire, devenu l'Ontario, se chiffre à plus de 248 000¹⁸⁶. Alors que la Compagnie de Jésus avait entrepris un effort missionnaire auprès des communautés autochtones dans le Nord de l'Ontario dès 1843, ils ciblent, à partir de 1882, la population canadienne-française¹⁸⁷. De reste, cela coïncide avec l'arrivée en 1883 de la compagnie ferroviaire du Canadien Pacifique à Sudbury¹⁸⁸.

La migration massive de francophones a motivé les élites cléricales et professionnelles à « imaginer un projet national paraétatique, qui aspire à rassembler les âmes dispersées autour de l'Église dans un réseau institutionnel »¹⁸⁹. Le nationalisme à saveur cléricale d'Henri Bourassa¹⁹⁰ et de Lionel Groulx influence la congrégation jésuite à développer des paroisses et ainsi accroître leur engagement auprès des francophones¹⁹¹. « En ces temps où les minorités de langue française de l'extérieur du Québec se heurtent aux manœuvres assimilatrices de plusieurs gouvernements provinciaux, notamment en Ontario, les Jésuites de Sudbury (qui, au sein de la Compagnie de Jésus, relèvent à partir de 1924 de la province du Bas-Canada, exclusivement

¹⁸⁵ Yves Roby, *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre : rêves et réalités*, Sillery, Septentrion, 2000.

¹⁸⁶ Dupuis, Jutras-Stewart et Stutt, *loc cit.*, p. 16-17.

¹⁸⁷ Pelletier, *loc. cit.*, p. 15.

¹⁸⁸ Guy Gaudreau, « Les origines de l'Université Laurentienne » dans Matt Bray *et al.*, *L'Université Laurentienne : une histoire*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010, p. 3.

¹⁸⁹ Dupuis, Jutras-Stewart et Stutt, *loc cit.*, p. 16.

¹⁹⁰ Joseph Levitt, « La perspective nationaliste d'Henri Bourassa, 1896-1914 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 22, n° 4, mars 1969, p. 567-582.

¹⁹¹ Bock, *Quand la nation débordait les frontières : les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*, *op. cit.*

francophone) entreprennent ce qu'ils qualifieront eux-mêmes d'œuvre de survivance canadienne-française »¹⁹². Dans ce contexte idéologique, les Jésuites de Sudbury se dévouent aux catholiques francophones dans la première moitié du 20^e siècle. La langue française est gardienne de la foi catholique ; telle est la devise à l'époque.

À travers la fondation du Collège du Sacré-Cœur, nous tenterons de mieux comprendre l'engagement des Jésuites auprès de la population francophone de Sudbury. Ensuite, nous verrons que les Jésuites de Sudbury ont réorienté leur engagement en fonction du contexte idéologique changeant des années 1950. La création d'abord de l'Université de Sudbury, puis de l'Université Laurentienne, témoignent des événements qui ont poussé les Jésuites à revoir et adapter leur action auprès de la population franco-ontarienne. Pour Lucien Pelletier, une perspective contextuelle large est essentielle afin d'étudier les congrégations religieuses au niveau régional : « rapporter de la sorte l'œuvre des Jésuites sudburois aux divers ensembles discursifs et institutionnels auxquels ils ont eu part s'impose [...] si l'on veut bien comprendre les choix qu'ils ont posés »¹⁹³. Afin de comprendre les choix des Jésuites de Sudbury qui ont mené en 1960 à la création de l'Université Laurentienne, nous adoptons cette approche analytique. Nous voulons prendre en compte les éléments contextuels qui ont influencé les actions de cette congrégation. Michel Bock et François-Olivier Dorais sont également de cet avis « l'histoire de l'institution universitaire, en Ontario français, ne se comprend qu'à la lumière de l'histoire politique du Canada, d'une part, et, d'autre part, de l'histoire religieuse du Canada français depuis le milieu du 19^e siècle »¹⁹⁴.

¹⁹² Pelletier, *loc. cit.*, p. 16-17.

¹⁹³ *Ibid.*, p. 14.

¹⁹⁴ Bock et Dorais, *loc. cit.*, p. 131.

2.2.1 *Le Collège du Sacré-Cœur et les Jésuites de Sudbury*

Mgr Scollard, le premier évêque du diocèse de Sault-Sainte-Marie (1905-1935), veut offrir une éducation classique aux jeunes hommes catholiques anglophones et francophones de son diocèse. En réponse à cette demande, la congrégation jésuite fonde, à Sudbury, un collège classique bilingue en 1913, le Collège du Sacré-Cœur. Les Jésuites choisissent Sudbury comme emplacement, au lieu de Sault-Sainte-Marie, en raison de sa grande population catholique et de sa proximité avec d'autres paroisses canadiennes-françaises¹⁹⁵. Le père général des Jésuites à Rome donne son accord au projet de fondation du collège en 1912¹⁹⁶. Mgr Scollard tient au caractère bilingue de la nouvelle institution afin de favoriser l'assimilation des catholiques francophones aux anglophones dans son diocèse¹⁹⁷. Rappelons-le, le Collège du Sacré-Cœur est fondé dans le contexte du Règlement XVII. Or, les jeunes catholiques anglophones, qui ont d'autres possibilités pour leur éducation, optent généralement pour se faire instruire ailleurs que dans une institution vite perçue comme canadienne-française¹⁹⁸. Le recrutement d'un personnel enseignant bilingue est également difficile ; la plus grande partie du personnel enseignant provient du Québec¹⁹⁹. Ainsi, malgré la volonté de l'évêque, le français est la seule langue d'enseignement au Collège du Sacré-Cœur dès 1916²⁰⁰.

Le Collège du Sacré-Cœur est une institution privée et confessionnelle qui offre le cours classique en français, à un moment où l'enseignement en français est interdit dans les écoles secondaires publiques et séparées de l'Ontario, depuis l'adoption en 1912 du Règlement XVII. Ceci explique le fait que l'établissement ne reçoive pas de financement provincial. Bien que le

¹⁹⁵ Gaudreau, *op. cit.*, p. 4.

¹⁹⁶ *Ibid.*, p. 5.

¹⁹⁷ Dupuis, Jutras-Stewart, et Stutt, *loc. cit.*, p. 19.

¹⁹⁸ Pelletier, *loc. cit.*, p. 19-20.

¹⁹⁹ Gaudreau, *op. cit.*, p. 5.

²⁰⁰ *Ibidem*.

personnel enseignant cléricale n'ait pas à être rémunéré, les étudiants doivent, vu l'absence de subventions gouvernementales, payer des frais de scolarité pour étudier au Collège du Sacré-Cœur²⁰¹. Par conséquent, pour des raisons pécuniaires, tous les francophones n'ont pas accès à une éducation secondaire dans leur langue. Seulement la portion la plus favorisée des jeunes francophones catholiques aura accès à l'éducation offerte par les Jésuites de Sudbury. Ceci n'est pas nécessairement antithétique pour les Jésuites, dont l'intention principale est de former une élite cléricale et professionnelle pour le nord de l'Ontario. « Depuis leurs origines, les Jésuites sont reconnus pour la qualité de leur enseignement collégial et universitaire ; ils cherchent par ce moyen à renouveler les rangs du clergé et à influencer la société par la formation d'une élite libérale porteuse de valeurs catholiques »²⁰².

Le Collège du Sacré-Cœur est donc une institution dédiée à la cause catholique française. Au sein de ce noyau français, le corps ecclésial Jésuite encadre et motive la population francophone à se mobiliser et à militer pour ses droits. Gaétan Gervais, historien de l'Ontario français et cofondateur du drapeau franco-ontarien (1975) qui est d'ailleurs un ancien du Collège du Sacré-Cœur, déclarait en 1982 : « Depuis plus de cinquante ans [la communauté des Jésuites], a véritablement représenté ce qu'il y a de mieux dans la culture française. S'il existe actuellement une vie culturelle à Sudbury, et si la culture française a tout de même réussi à s'implanter dans une certaine mesure, je pense qu'on le doit très largement à la présence d'un collège classique qui en l'occurrence était dirigé par les Jésuites »²⁰³. Le Collège du Sacré-Cœur a contribué à la formation d'une élite professionnelle franco-ontarienne mieux outillée pour survivre. Mais comme le

²⁰¹ Pelletier, *loc. cit.*, p. 19-20.

²⁰² *Ibidem*.

²⁰³ Déclaration faite dans « Histoire de l'Université de Sudbury, 2^e partie : 1960-1980 », émission radiophonique diffusée à la station CBON de Radio-Canada le 25 avril 1982, texte et entrevues par Thérèse Boutin. Un enregistrement et une transcription de cette émission se trouvent aux Archives des pères Jésuites de la Villa Loyola, Long Lake, Sudbury cité dans Pelletier, *loc. cit.*, p. 22-23.

rappelle Lucien Pelletier, « il faut toutefois préciser que cette œuvre de survivance avait son revers, c'est-à-dire qu'elle était intimement liée à la doctrine catholique de l'époque »²⁰⁴. Le traditionalisme et conservatisme religieux de la congrégation jésuite servit les francophones de l'Ontario pour un temps. Mais la solidarité qui unissait les Jésuites et les francophones de Sudbury s'est progressivement amenuisée en l'espace de quelques décennies. Quels sont les éléments qui sont venus brouiller ces rapports de prime abord étroits?

2.2.2 *Le début du projet universitaire : l'Université de Sudbury*

Au début des années 1940, l'idée de transformer le Collège du Sacré-Cœur en université en bonne et due forme fait surface. Les Jésuites reçoivent en 1941 l'appui de leur Provincial pour créer une université à Sudbury. L'ACFO donne également officiellement son appui au projet en 1944. Le nom de l'institution « Université de Sudbury » apparaît pour la première fois dans une requête proposée au gouvernement de l'Ontario le 4 mars 1945. Le projet propose une université « non confessionnelle » et bilingue. Le statut non confessionnel de l'institution en surprend plusieurs lorsque le *Sudbury Star* en fait l'annonce le 12 février 1945²⁰⁵. Cela dit, le statut de non-confessionnalité de l'institution n'est pas entier. Le projet propose une structure universitaire où coexisteraient un collège universitaire non confessionnel bilingue, apte à recevoir du financement de la province, et, le chapeautant, une université catholique dirigée par les Jésuites²⁰⁶. Cette formule est débattue à la législature provinciale mais n'est toutefois pas acceptée en troisième lecture en 1947. Le gouvernement de George Drew veut attendre les recommandations de la Commission royale d'enquête sur l'éducation en Ontario, surnommée Commission Hope²⁰⁷, mise

²⁰⁴ Pelletier, *loc. cit.*, p. 23.

²⁰⁵ Gaudreau, *op. cit.*, p. 10.

²⁰⁶ *Ibid.*, p. 11.

²⁰⁷ Elle était présidée par le juge de la Cour suprême John Andrew Hope.

en place par ce gouvernement en 1945²⁰⁸. Suite au dépôt du rapport en 1950, l'ACFO prend officiellement position contre la majorité des recommandations portant sur les écoles franco-ontariennes. Finalement le rapport Hope fut pratiquement oublié ; le premier ministre Leslie Frost décide de ne pas faire suite à ses principales recommandations²⁰⁹. Notons dès maintenant que comparativement à la Commission Deutsch, la Commission Hope fut nettement moins favorable aux francophones de l'Ontario. Alors que dans le cas néobrunswickois, comme nous l'avons vu, la Commission Deutsch recommandait la création d'une université unilingue à Moncton, en Ontario plusieurs des recommandations de la commission Hope visaient à limiter le développement des écoles catholiques et particulièrement celui des écoles franco-ontariennes. Bien que ce rapport soit sorti dix ans avant la création de la Laurentienne, le climat politique qui a suivi le rapport Hope était fondamentalement hostile à l'éducation catholique francophone²¹⁰.

Le projet des Jésuites de créer l'Université de Sudbury doit être repensé ; la formule proposée ne convient pas. Selon certains membres influents de la communauté protestante, la formule non confessionnelle de la nouvelle université n'est qu'une astuce dans l'intention d'acquérir davantage de pouvoir²¹¹. Les Jésuites du Collège du Sacré-Cœur possèdent toutefois une arme secrète. La charte du Collège du Sacré-Cœur, acquise en 1914, lui accorde déjà des pouvoirs universitaires. L'utilisation de cette charte avait toutefois été déconseillée aux Jésuites de

²⁰⁸ Pour plus d'information sur la Commission Hope consultez R.D. Gidney, « The Education System at Mid-Century, 1945–1960 », dans, *From Hope to Harris: the Reshaping of Ontario's Schools*, Toronto, University of Toronto Press, 1999, p. 9 - 36. Le rapport Hope Report (*Report of the Royal Commission on Education in Ontario, 1950*) peut être consulté directement en ligne. « Report of the Royal Commission on Education in Ontario, 1950 », Toronto, B. Johnston, Printer to the King, 1950. [<https://archive.org/details/reportofroyeduc1950onta>] (3 avril 2018).

²⁰⁹ Marilyn Barber et Paul-françois Sylvestre, « Question des écoles de l'Ontario », *The Canadian Encyclopedia*, 22 février 2016, Historica Canada, [<https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/la-question-des-ecoles-de-lontario>] (19 décembre 2018).

²¹⁰ Toutefois, notons aussi que le rapport Deutsch a été commandé 15 ans après le rapport Hope. Il faudra donc attendre pour se prononcer : la différence de climat est-elle attribuable à tout ces deux moments, ou à ces deux provinces?

²¹¹ Gaudreau, *op. cit.*, p. 10.

Sudbury par des avocats consultés en 1944, qui considéraient une nouvelle charte indispensable à la mise en place de l'Université de Sudbury²¹². Malgré tout, en 1953 le recteur du Collège du Sacré-Cœur, Alphonse Raymond, décide de revisiter cette option. Le père Raymond, originaire de Verner à l'est de Sudbury, est un défenseur des droits des catholiques canadiens-français du Nord de l'Ontario. Il demande à Gaston Vincent, avocat et président de l'ACFEO provinciale, son opinion juridique quant à la charte de 1914. L'avocat considère la charte pleinement valide, capable de créer et de maintenir des facultés et des collèges universitaires. Une nouvelle requête est formulée, puis le 30 mars 1957 en troisième lecture le gouvernement de l'Ontario accepta finalement la création de l'Université de Sudbury²¹³. La nouvelle université pourra décerner ses propres diplômes et mettre en place de nouveaux programmes et d'autres facultés, puisque le Collège du Sacré-Cœur détient depuis 1914 une charte lui permettant de le faire. Pour Lucien Pelletier « à partir de 1957, la destinée des Jésuites de Sudbury se lie étroitement à l'université qu'ils ont alors pris l'initiative de créer. Ces événements vont largement déterminer leur orientation et leur destinée ultérieure »²¹⁴. Dans l'intention d'offrir davantage de programmes et de dissocier la nouvelle université du Collège du Sacré-Cœur, les Jésuites louent, en 1958, l'Édifice Empire situé au centre-ville de Sudbury. Toutefois, les frais de location en plus des nouveaux salaires qui doivent être versés au personnel laïque forcent les Jésuites à emprunter²¹⁵. Le gouvernement a accepté la création de cet établissement, mais son financement à partir du trésor public demeure incertain. Alphonse Raymond désire fonder à l'Université de Sudbury des programmes qu'il considère comme indispensables pour la population du Nouvel-Ontario, soit

²¹² *Ibid.*, p. 10-11.

²¹³ *Ibid.*, p. 12.

²¹⁴ Pelletier, *loc. cit.*, p. 25.

²¹⁵ Gaudreau, *op. cit.*, p. 13.

d'éducation, de sociologie, de sciences, d'ingénierie, de commerce et de foresterie. Pour avoir le moyen de ses ambitions, la question du financement doit être réabordée.

L'initiative des Jésuites de fonder l'Université de Sudbury s'inscrit dans l'expansion du réseau postsecondaire qui s'amorce en Ontario, comme ailleurs au pays, dans le contexte d'après-guerre. Un changement de perception quant à l'éducation supérieure en est en partie responsable. De manière générale, les gens commencent à percevoir l'éducation supérieure comme un instrument important à la fois pour l'épanouissement des jeunes et pour le développement économique et social des régions²¹⁶. Les collèges classiques, comme nous venons de le voir avec les Jésuites au Collège du Sacré-Cœur, avaient avant tout l'intention d'assurer la formation d'une élite cléricale et professionnelle. Or, dans cette nouvelle volonté d'après-guerre de démocratisation de l'éducation, on passe de l'éducation supérieure pour l'élite à l'éducation supérieure pour le grand nombre. Les infrastructures et les effectifs doivent donc changer pour répondre à la nouvelle demande. Cela dit, malgré un changement de mentalité au sein de la population, l'Ontario n'apporte que peu de changements à la structure, aux politiques et au financement avant 1960. « *The actual changes in the post-secondary system on Ontario between 1945 and 1960, however, were not profound... public spending was still restrained by a frugal government more interested in highway building than higher learning* »²¹⁷. Selon Paul Axelrod, à l'époque, l'expansion du réseau postsecondaire en Ontario a surtout été réalisée à l'initiative des institutions elles-mêmes, comme dans le cas de l'Université de Sudbury. Le gouvernant provincial adopte essentiellement une position de laissez-faire avant 1960. Lorsque les institutions démontrent elles-mêmes un intérêt à se moderniser et, surtout, une volonté de s'adapter au monde nouveau,

²¹⁶ Jones, *op. cit.*, p. 141.

²¹⁷ Paul Axelrod, *Scholars and Dollars: Politics, Economics, and the Universities of Ontario, 1945-1980*, Toronto, University of Toronto Press, 1982, p. 14.

le gouvernement est plus enclin à les aider²¹⁸.

« Despite its recognition of the need to expand educational facilities, the government of Ontario took a laissez-aller and, on occasion negative position on the issue of building new institutions. Indeed, in the late 1950s, Premier Frost and his minister of education expressed the view that, instead of constructing new universities, the necessary expansion should be undertaken by existing schools. None the less, in the absence of government initiatives, Frost and his successor, John Robarts, were ultimately responsive to those communities which seized the opportunity, lobbied persistently, and demonstrated their own financial commitment to the institutions they sought to build ». ²¹⁹

Le projet de création de l'Université de Sudbury est donc directement lié à cet état d'esprit gouvernemental. La première proposition des Jésuites de créer une entité fédérée laïque semble avoir été faite dans l'intention de montrer au gouvernement leur enthousiasme et leurs sérieux à l'égard du projet universitaire. Bien que cette proposition n'ait pas été retenue par le gouvernement de l'Ontario, elle démontre une volonté des Jésuites de moderniser leurs pratiques collégiales pour rester opérationnels. En 1958, l'Université de Sudbury s'est d'ailleurs dotée d'un organe consultatif laïque. Même si cette instance ne possède pas de réel pouvoir, pour Guy Gaudreau « ce conseil témoigne en quelque sorte de l'ouverture de l'Université face à la communauté sudburoise tout entière »²²⁰.

Nous avons abordé la question de la non-confessionnalité de l'Université de Sudbury. Il importe maintenant de passer au statut bilingue de l'institution. En effet, il semble étonnant que les Jésuites du Collège du Sacré-Cœur aient opté pour le bilinguisme de la nouvelle Université de Sudbury. Pourquoi un établissement d'enseignement francophone depuis 1916 opte-t-il, au moment de fonder une université, pour un statut bilingue? Lucien Pelletier dans « Les Jésuites de Sudbury vers 1960 : une mutation difficile » fait une excellente synthèse des éléments qui ont

²¹⁸ *Ibid.*, p. 111.

²¹⁹ *Ibid.*, p. 55.

²²⁰ Gaudreau, *op. cit.*, p. 13.

contribué au choix linguistique de l'institution. Nous présentons ici l'analyse de Pelletier afin de mettre en avant les principaux éléments de ce choix linguistique des Jésuites. Nous reviendrons sur certains points dans le chapitre trois afin de revoir avec plus de profondeur certains facteurs et d'ajouter des nuances à l'analyse.

À partir du moment où le projet universitaire devient de plus en plus sérieux pour les Jésuites du Collège du Sacré-Cœur, les milieux anglophones et protestants (l'Église Unie en particulier) décident à leur tour d'entreprendre des démarches pour fonder leur propre université. Alors que les Jésuites caressent le rêve universitaire depuis la fondation du Collège du Sacré-Cœur, pour le milieu anglophone et protestant c'est le début de cette ambition. Selon Lucien Pelletier, le choix du bilinguisme et de la pluralité religieuse de l'Université de Sudbury avait pour intention de mettre un frein aux ambitions concurrentes²²¹. Quant à la direction supérieure des Jésuites de Sudbury, ils étaient sceptiques quant à la création de l'Université de Sudbury ; « il semble, en outre, que les ambitieux projets universitaires d'Alphonse Raymond aient été considérés avec scepticisme du côté de la direction des Jésuites [au Québec, à la maison mère], qui voyait mal comment une petite population de francophones disséminé sur un vaste territoire pourrait soutenir pareille institution »²²². Nous estimons que vu ce scepticisme, il est probable que la direction de la congrégation était plus « ouverte » à un bilinguisme qui élargirait le public potentiel. Or, sans un appui solide de la direction, quelles sont les chances que les Jésuites locaux poussent de toutes leurs forces en faveur d'un établissement unilingue?

Un autre élément soulevé par Lucien Pelletier qui justifie le choix linguistique de l'université est le contexte politique ontarien en matière d'octroi financier aux universités. Le gouvernement de l'Ontario, contrairement au gouvernement du Québec et dans une certaine

²²¹ Pelletier, *loc. cit.*, p. 28.

²²² *Ibidem*.

mesure, celui du Nouveau-Brunswick, ne veut dans aucun cas financer des institutions confessionnelles. La première formule proposée pour l'Université de Sudbury avait donc cette optique ; une entité laïque apte à recevoir du financement tout en conservant une entité confessionnelle. Nous l'avons dit plus haut, le gouvernement de l'Ontario n'a pas accepté cette proposition.

Les Jésuites sudburois [...] devaient donc ou bien se replier, en toute bonne conscience, sur leur collège privé (envisager une université privée était hors de question à cause des coûts), ou bien entrer dans une logique institutionnelle pour eux inédite – et qui restait à définir et à justifier – afin d'obtenir les octrois gouvernementaux et, en dépit des enseignements du passé sur les difficultés du bilinguisme institutionnel, muer une petite université destinée aux besoins d'une population minoritaire en une université véritablement régionale, bilingue et laïque.²²³

Dans ce climat politique, deux avenues s'ouvraient aux Jésuites de Sudbury : soit miser sur la conservation de leur autonomie confessionnelle et linguistique au sein du Collège du Sacré-Cœur, soit entreprendre le projet universitaire et risquer de perdre tout ancrage linguistique ou confessionnel. Les Jésuites de Sudbury ont en définitive fait le choix de fonder une institution d'envergure au lieu de s'en tenir à un collège classique unilingue.

Toutefois, le choix ne fit pas l'unanimité au sein de la congrégation des jésuites de Sudbury. Pour plusieurs Jésuites, l'établissement devait être uniquement de langue française et gérée seulement par leur communauté, sans quoi la congrégation dérogeait de son œuvre, soit la survivance française dans le nord de l'Ontario²²⁴. La prémisse d'une collaboration entre institutions de dénominations religieuses différentes avait d'ailleurs fait surface au moment de la mise en place de l'Université de Sudbury, mais cette option avait été écartée. Le pasteur Earl Lautenslager de l'Église Unie du Canada souhaitait collaborer avec

²²³ Pelletier, *loc. cit.*, p. 30.

²²⁴ *Ibidem*.

le père recteur Raymond. Ce dernier avait toutefois refusé de collaborer par manque d'unité au sein des Jésuites de Sudbury quant à la formule à adopter pour l'Université de Sudbury. « Plusieurs craignent d'y perdre rapidement langue et foi en étant noyées dans une majorité anglophone et protestante »²²⁵.

Le père Charles Dubé, professeur au Collège du Sacré-Cœur, est probablement celui qui s'est le plus opposé à ce que l'Université de Sudbury devienne bilingue. Nous reviendrons à ce personnage important ultérieurement. Lucien Pelletier rapporte quelques-unes des oppositions du père Dubé au bilinguisme de l'institution.

Le christianisme, disait-il [le père Dubé], s'incarne dans les valeurs bonnes de chaque nation pour y faire grandir la foi; en devenant bilingue, l'Université de Sudbury irait à l'encontre du travail historique mené en ce sens; elle risquerait de voir son programme humaniste classique contaminé par l'enseignement anglophone davantage orienté vers les sciences; la langue de communication au sein des conseils de facultés deviendrait rapidement l'anglais; les facultés anglophones se multiplieraient et se constitueraient tôt ou tard en université distincte; il y aurait des tensions entre Jésuites anglophones et francophones, « un malaise vague ou une tiédeur générale, sinon de l'opposition, paralyseraient le développement d'une pensée commune forte, dans le domaine académique et dans le domaine national » ; enfin, le bilinguisme viendrait contrecarrer les efforts déployés pour préserver chez les étudiants une culture intégralement française : « les liens de notre institution avec le patrimoine culturel des Franco-Ontariens ne nous signifient-ils pas le devoir de demeurer intégralement français? (...) Notre institution, étant solidaire de ce groupe national, ne pourrait pas plus que les individus, pratiquer l'individualisme », c'est-à-dire faire fi des besoins d'ordre collectif.²²⁶

Les arguments soulevés par Dubé dans ce passage révèlent une tendance « conservatrice », dans le sens non partisan du terme. Selon lui, il importe avant tout que les Jésuites de Sudbury conservent leur rôle de protecteurs des Franco-Ontariens. Changer leur orientation au moment où la communauté franco-ontarienne en a encore besoin serait contraire à leur œuvre. Ils dévièrent

²²⁵ Gaudreau, *loc. cit.*, p. 12.

²²⁶ Charles Dubé, « Orientation de notre université », p. 6-9, Deuxième section, janvier 1957. Archives de l'Université de Sudbury, les archives des Jésuites, Boîte 116 – Émile Bouvier 1957-1960, archives ouvertes ; dossier historique du projet de la fédération 1957-1959. Pelletier, *loc. cit.*, p. 29-30.

ainsi de la mission qu'ils se sont eux-mêmes donnée. La congrégation veillerait alors seulement à son propre intérêt, en succombant à l'individualisme qu'elle dénonce pourtant. Fonder une université bilingue irait donc à l'encontre de ses principes. Les Jésuites risqueraient de perdre toute crédibilité auprès des Franco-Ontariens du Nord de l'Ontario. Qui plus est, ils iraient à l'encontre du travail qu'ils mènent depuis la fondation du Collège du Sacré-Cœur en 1913. Quant à la congrégation des Jésuites, elle serait également perdante selon le père Dubé. La manière et la matière enseignées par les Jésuites seraient inéluctablement influencées par la pédagogie anglophone, plus orientée sur les sciences que sur les lettres.

Nous allons revenir sur ces facteurs dans le prochain chapitre. Mais, nous avons déjà une bonne idée des arguments en jeu dans le choix linguistique des Jésuites de Sudbury. Récapitulons. En faveur du bilinguisme, il y avait (a) l'espoir de décourager les projets concurrents en desservant une population plus grande (b) la volonté de rassurer la maison-mère de la Société de Jésus quant à la viabilité du projet et (c) l'idée de convaincre la province de financer la nouvelle institution. À ces idées présentes dans l'historiographie, nous pouvons ajouter une hypothèse : l'influence du catholicisme social et du personnalisme, alors croissant auprès des Jésuites de Sudbury, a peut-être partiellement détourné la congrégation de son nationalisme séculaire. En effet, la priorité accordée par cette mouvance aux questions sociales, sa volonté de desservir toute la population, quelle qu'elle soit, et sa méfiance vis-à-vis les questions ethniques et temporelles ont pu miner l'unité de la cause demi-séculaire des Jésuites de Sudbury. Nous tenterons d'explorer cette option davantage dans le chapitre 3.

L'Université de Sudbury est bilingue, mais elle demeure confessionnelle. Toutefois, « il était clair dans l'esprit de la vaste majorité d'entre eux [Jésuites de Sudbury] que l'aventure universitaire ne pouvait se poursuivre sans octrois gouvernementaux et sans le compromis de la

déconfessionnalisation »²²⁷. Ayant déjà concédé le fait linguistique, les Jésuites vont tout faire pour conserver la confessionnalité. C'est ainsi que l'idée d'une fédération universitaire refait surface ; collaborer avec d'autres confessions religieuses pour enfin recevoir du financement de l'État.

2.2.3 *Quelle place pour l'Université de Sudbury dans l'Université Laurentienne?*

En 1959, l'université de Sudbury est au bord du précipice. La question du financement ne peut plus attendre. Pour continuer à offrir aux francophones de l'Ontario des baccalauréats, les Jésuites doivent satisfaire les exigences provinciales pour obtenir du financement public. L'Église unie et l'Église anglicane, qui veulent également offrir à Sudbury des baccalauréats, demandent du financement au gouvernement provincial. Mais, le premier ministre de l'Ontario, Leslie Frost, ne permettra pas la création de plusieurs universités dans le Nord de l'Ontario. Il recommande aux intéressés de mettre en place une université sous le modèle de l'Université de Toronto ; une fédération universitaire non confessionnelle²²⁸. S'entendre avec les groupes de confessions différentes pour recevoir du financement semble pour les Jésuites être la seule issue pour assurer la survie de l'Université de Sudbury.

Les Jésuites estiment que l'Université de Sudbury, la seule véritablement existante à ce moment, devrait être l'entité fédérative à laquelle les deux autres collèges religieux anglophones seraient rattachés. Cette proposition est d'ailleurs très semblable à celle faite au moment d'élaborer l'Université de Sudbury en 1945. Cela ne fait pas l'affaire des autres, qui veulent pour leur part créer une entité distincte – l'Université Laurentienne – à laquelle ils seraient tous affiliés. La

²²⁷ Pelletier, *loc. cit.*, p. 40.

²²⁸ *Lettre du Provincial Jean-d'Auteuil Richard au Général Janssens, début d'octobre 1959*. Cité dans Pelletier, *loc. cit.*, p. 32.

Laurentienne serait l'entité laïque recevant le financement provincial permettant aux groupes religieux de conserver leur autonomie au sein d'une fédération à leur charge. Les trois entités auraient alors les mêmes pouvoirs au sein de la fédération Laurentienne. Toutefois, ne l'oublions pas, l'Université de Sudbury détient depuis 1914 une charte universitaire. L'Église unie et l'Église anglicane ne détiennent ni institution ni charte universitaire. De ce fait, les Jésuites de l'Université de Sudbury estiment qu'ils devraient avoir un statut privilégié au sein de la fédération. Cela semblait faire l'affaire des autres groupes religieux durant les négociations. Mais, à la veille de la création de l'Université, voilà qu'ils menacent de rompre le pacte. Ils insistent sur le fait que les Jésuites doivent renoncer à leur charte universitaire et opérer un collège au même titre que les autres collèges assujettis (les futures universités Thorneloe et Huntington) à la fédération laïque de l'Université Laurentienne²²⁹.

Tout comme au moment où l'on a proposé le bilinguisme de l'Université de Sudbury, des Jésuites se sont opposés au projet de la fédération Laurentienne. Pour ce faire, ils ont pu compter sur des appuis au sein de la communauté ; Gaston Vincent, président de l'ACFEO de 1953 à 1959, était fermement opposé au projet fédératif. Il considérait comme non nécessaire la renonciation de la charte universitaire des Jésuites et estimait que la composition de la nouvelle université forçait les Jésuites à laisser tomber la communauté qu'ils desservaient²³⁰. Vincent prévient également du danger de l'influence protestante qui guettait les étudiants catholiques dans un environnement à prédominance protestante. Selon Lucien Pelletier cet argument fut l'une des principales oppositions au projet de l'Université Laurentienne ; « en l'invoquant, l'ACFEO espérait rappeler les Jésuites et l'évêque à leur conscience de catholiques et, par là, éviter aux francophones la perte

²²⁹ Dupuis, Jutras-Stewart et Stutt, *loc. cit.*, p. 20-21.

²³⁰ Pelletier, *loc. cit.*, p. 35.

de contrôle d'une de leurs principales institutions d'enseignement »²³¹. Malgré les oppositions au projet fédératif, les Jésuites acceptent finalement, à la suite d'un vote serré, les conditions que la situation semble imposer. Dans le prochain chapitre, nous évoquerons plus en détail les oppositions au projet fédératif et les circonstances du vote décisif.

2.2.4 *Conclusion*

Dans l'objectif de comprendre les choix des Jésuites de Sudbury qui ont mené, en 1960, à la création de l'Université Laurentienne, nous avons retracé les diverses transformations qu'ils ont apportées à leur établissement d'enseignement postsecondaire. Revoyons brièvement cette évolution.

L'engagement des Jésuites de Sudbury envers la communauté francophone commence avec la fondation du Collège du Sacré-Cœur en 1913. Le Collège est pour la communauté francophone de cette région la seule institution dédiée à la cause catholique française, contribuant ainsi à la formation d'une élite francophone. Toutefois, une volonté d'expansion accompagnée d'un manque de financement pousse les Jésuites à fonder en 1957 une université bilingue – l'Université de Sudbury. Voilà le commencement des compromis ; les Jésuites optent pour un statut bilingue dans cette nouvelle université. Malgré cette initiative, le manque de financement persiste. Les Jésuites se lancent dans un nouveau projet, celui de l'Université Laurentienne. Pour être admissibles au financement, les Jésuites durent en définitive concéder leur pouvoir à l'entité laïque de l'Université et renoncer à leur charte universitaire. Ils ne sont pas parvenus à faire reconnaître leur droit d'ainesse et ont dû accepter d'être relégués au second plan, à égalité avec les autres entités confessionnelles de la fédération. C'est d'ailleurs ce que pense Lucien Pelletier :

²³¹ *Ibid.*, p. 36-37.

« alors qu’au départ les Jésuites étaient le principal soutien de cette population, leur entrée dans l’aventure universitaire les mit aux prises avec les forces de laïcité de la société ontarienne anglophone, qui les ont contraints peu à peu au compromis de l’Université Laurentienne. L’Université de Sudbury, qui se voulait au départ une université catholique française, a perdu beaucoup de son lustre, devenant en définitive un collège catholique bilingue fédéré à une université bilingue et non confessionnelle »²³². Nous remarquons que les actions des Jésuites ont été influencées par des éléments externes qui les ont poussés à réorienter, voire compromettre leur œuvre. Le refus du gouvernement d’accorder du financement à des institutions confessionnelles semble avoir été le facteur le plus déterminant dans le parcours universitaire des Jésuites de Sudbury.

Ce qui nous apporte au constat suivant : le contexte politique a influencé de manière importante le changement d’orientation de l’œuvre jésuite. La situation politique ayant été différente, les Jésuites auraient peut-être milité davantage pour un statut linguistique unilingue pour la nouvelle université Laurentienne. Dans l’ensemble, les Jésuites voulaient poursuivre leurs efforts pour la défense de la culture et de la langue française, mais comme le demande Lucien Pelletier « Y sont-ils parvenus? Aujourd’hui encore, les avis sont partagés et pas toujours nuancés »²³³.

2.3 Conclusion

Dans le cadre de ce second chapitre, nous avons d’abord retracé la mise en place des établissements d’enseignement postsecondaire sous la charge des pères Sainte-Croix à Moncton et des Jésuites à Sudbury. Par la suite, nous avons présenté le climat politique du Nouveau-

²³² Pelletier, *loc. cit.*, p. 61-62.

²³³ *Ibidem*.

Brunswick et de l'Ontario pendant la décennie charnière des années 1950, dans l'objectif de démontrer que les congrégations ont dû faire des compromis pour satisfaire aux exigences gouvernementales. Deux constats se dégagent de ce chapitre.

Premièrement, notre étude révèle que la mise en place d'institutions d'enseignement postsecondaire a contribué au développement du sentiment national et d'une élite idéologique locale à Sudbury et à Moncton. Les Sainte-Croix ont été parmi les principaux définisseurs du nationalisme acadien et les Jésuites de Sudbury ont joué un rôle déterminant dans l'émergence du militantisme canadien-français dans cette région. Voilà donc notre premier constat ; les congrégations religieuses que nous avons étudiées cherchaient à œuvrer dans l'intérêt des francophones minoritaires dans chacune des régions. Une nuance importante doit toutefois être apportée. Nous nous sommes demandé si les Jésuites étaient demeurés aussi fidèles que les Sainte-Croix à la cause francophone, durant l'après-guerre. Suite à notre enquête, nous constatons qu'une élite locale s'est formée au sein du Collège du Sacré-Cœur et que la défense des droits des francophones faisait assurément partie des préoccupations des Jésuites. Ceux-ci firent leurs les préoccupations des francophones dès la création du Collège du Sacré-Cœur et jusqu'à l'époque de la création de l'Université Laurentienne. Selon Lucien Pelletier « tous sont unanimes à louer le dévouement de cette communauté religieuse à la survivance de la culture française dans la première moitié du 20^e siècle. Toutefois, à partir des années 1960, les Jésuites sudburois ont réorienté leur action éducative et culturelle de manière assez marquée et qui, aujourd'hui encore, prête à controverse »²³⁴. Pelletier fait mention ici d'un changement d'orientation de la part des Jésuites à la fin des années 1950. Ce changement s'effectue lorsque les congrégations religieuses en général sont confrontées à de nouvelles réalités : démocratisation de l'éducation, laïcisation de

²³⁴ Pelletier, *loc. cit.*, p. 13.

l'État, baby-boom, interventionnisme étatique croissant, mais aussi influence croissante du personnalisme et déclin du nationalisme « traditionnel » au sein de l'Église canadienne-française. Les deux congrégations ont alors dû s'ajuster au nouveau contexte. Toutefois, force est de constater que dans le cas des Jésuites, la réorientation de leur action auprès des francophones fut plus importante que celle des Sainte-Croix en Acadie. Les Jésuites n'ont pas été en mesure de se positionner avec autant d'unité que les Sainte-Croix en Acadie du Nouveau-Brunswick, surtout au tournant des années 1960. Malgré les efforts de quelques individus, aucun leader capable de susciter l'unanimité ne ressort du lot, contrairement au cas de l'Université de Moncton, où le père Clément Cormier joue un rôle capital. Rendre compte des dynamiques internes à chacune des congrégations est d'ailleurs l'objectif du prochain chapitre.

Déjà, nous pouvons affirmer que, selon nous, le climat politique ontarien à la fin des années 1950 est en partie responsable du changement d'orientation des Jésuites évoqué par Pelletier. Ce qui nous apporte à notre second constat ; les conditions imposées par les gouvernements provinciaux expliquent en partie les statuts linguistiques divergents des deux nouvelles universités. Le gouvernement du Nouveau-Brunswick, bien que porté sur des réformes globales, est conscient du fait acadien et cherche à accommoder celui-ci sur son territoire, même si c'est encore à tâtons, sans trop savoir quels principes adopter. Une chose est certaine : le politique considère les besoins des Acadiens en matière d'éducation supérieure dans son exercice de reconfiguration du système d'éducation supérieure. Par ailleurs, le caractère religieux n'affecte pas leur admissibilité au financement de la province. En effet, la confessionnalité de l'Université de Moncton ne semble pas avoir été sur la table des négociations ; la preuve, c'est que la nouvelle université sera légalement catholique jusqu'en 1967²³⁵. Les éléments soulevés dans ce chapitre nous donnent

²³⁵ Cormier, *L'Université de Moncton, historique, op cit.*, p. 345.

l'impression que le Nouveau-Brunswick était plus à l'heure du Québec qu'à celle de l'Ontario, sur cette question. Rappelons que malgré la Révolution tranquille, le Québec a seulement commencé à songer à transformer les collèges classiques à partir de 1964 (rapport Parent) et que l'Université Laval ne devient laïque qu'en 1970.

Cela dit, il ne faut pas conclure trop vite que l'issue d'une université unilingue était la seule, ni même la plus probable des options à l'époque. Nous allons y revenir au chapitre trois. Afin d'assurer la prospérité globale de l'ensemble des citoyens du Nouveau-Brunswick, la création d'une université unilingue francophone dans la ville de Moncton a tout de même ultimement été retenue comme la meilleure solution. Il en résulte la création de l'Université de Moncton, héritière de l'Université Saint-Joseph, encore confessionnelle et dirigée par les Sainte-Croix, mais désormais unilingue et recevant du financement provincial.

Inversement, le gouvernement de l'Ontario refuse d'accorder du financement à des institutions confessionnelles. Il n'est pas exagéré de dire que les besoins particuliers des Franco-Ontariens, soit la religion et la langue française, ne firent pas partie des priorités de l'État au moment de la fondation de l'Université Laurentienne. Les Églises du nord de l'Ontario ont demandé du financement auprès du gouvernement provincial à l'intention d'établissements confessionnels, mais le premier ministre Leslie Frost a refusé leurs demandes en raison de leur statut confessionnel, et ainsi, l'Université de Sudbury, seule institution francophone de la région, s'est vue refuser sa demande de financement.

M. Frost le premier ministre, nous [Jésuites de Sudbury] avait indiqué très clairement quoique très poliment que nous aurions des octrois le jour où nous deviendrons non-confessionnels, non seulement dans la réception des élèves, mais aussi dans le bureau de la direction. Il nous proposait de prendre la formule de Toronto où le Collège qui enseigne toutes les facultés, les matières profanes est dirigé par le Bord où il y avait des catholiques et des non catholiques. Il dit « je ne peux pas vous donner des octrois pour une université catholique à Sudbury, car aussitôt, il va falloir que j'en donne à la United

Church.²³⁶

En Ontario, l'une des principales conditions pour recevoir du financement provincial a donc été la laïcité. Afin d'avoir accès au financement, l'Université catholique de Sudbury s'est associée à deux autres confessions religieuses (l'Église unie et l'Église anglicane, qui voulaient fonder des collèges confessionnels à Sudbury). Elles se sont associées dans la fédération laïque de l'Université Laurentienne, créant ainsi une fédération bilingue non confessionnelle de collèges confessionnels (ce qui a permis à ces congrégations de garder leur autonomie religieuse.) Alors, à Sudbury, la solution pour obtenir du financement et garder une autonomie fut la création d'une université bilingue non confessionnelle²³⁷.

Le gouvernement de l'Ontario a encouragé la sécularisation des institutions confessionnelles (pour qu'elles puissent recevoir des subventions provinciales). L'Université Laurentienne est donc issue de ce contexte. La situation au Nouveau-Brunswick est très différente car le gouvernement Robichaud n'imposa pas la laïcisation de l'institution comme condition pour recevoir du financement de la province. Du coup, l'Université de Moncton est confessionnelle à sa création mais elle deviendra laïque à partir de 1967. Confrontées à des exigences gouvernementales différentes, les congrégations des Jésuites et des Sainte-Croix ont opté pour des solutions conformes à leur propre réalité afin d'assurer leur survie. La nécessité du financement a obligé les Jésuites à opter d'abord pour le bilinguisme puis quelques années plus tard, pour le statut « d'université fédérée », alors que les Sainte-Croix ont pu obtenir le financement pour l'Université de Moncton en tant qu'institution unilingue francophone catholique et autonome.

²³⁶ Alphonse Raymond, « Origines de l'Université de Sudbury », 1970. Archives de l'Université de Sudbury, fond archives des Jésuites, Boîte 44 « Documents historiques : Ontario, North Bay, Chapleau, Diocèse de Sault Ste Marie 1946-1967 », archives ouvertes.

²³⁷ Jones, *op. cit.*, p. 143.

En somme, deux éléments exogènes ont influencé le dénouement historique de la création des universités à l'étude. D'une part l'engagement des congrégations auprès des francophones – possiblement conditionné par le personnalisme –, d'autre part le climat politique provincial, surtout en matière de financement, lors de la jonction de la fin des années 1950. Dans le cas acadien, ces éléments ont joué en faveur de l'unilinguisme. Dans le cas franco-ontarien, leur combinaison a favorisé l'intégration et le bilinguisme. Voilà les circonstances que nous connaissons. Il importe maintenant de mettre en avant ce que les archives nous ont révélé pour voir ce qui s'est passé dans les coulisses. Quels éléments endogènes ont contribué aux enjeux linguistiques que nous connaissons? En effet, plusieurs questions demeurent. Nous savons qu'en Ontario le gouvernement imposa essentiellement la laïcisation des institutions « historiques ». Donc l'Université de Sudbury dut tenir compte de ce facteur déterminant pour la création d'une nouvelle institution. Certes, le bilinguisme devenait « obligatoire » pour l'université fédérative, mais pourquoi avoir retenu le bilinguisme même pour l'institution catholique fédérée de l'Université de Sudbury? L'Université de Moncton a été créée selon la logique d'un réseau réunissant les institutions postsecondaires francophones et catholiques de trois régions de la province. S'ils avaient tenu à la langue à tout prix, les Jésuites n'auraient-ils pas pu envisager quelque chose de similaire avec l'Université d'Ottawa?

Chapitre 3

3 Des perspectives d'avenir divergentes : prioriser la langue ou la confessionnalité pour la continuité de l'œuvre?

L'objectif du deuxième chapitre était de comprendre les motivations extérieures aux communautés religieuses, soit les ambitions et les réalités politiques, économiques et sociales qui agissent sur les congrégations et sur les individus qui les composent. Dans le cadre de ce troisième chapitre, nous voulons comprendre les motivations des communautés religieuses à l'interne. Le contexte d'après-guerre force les deux congrégations à revoir leur enseignement, l'avenir de l'éducation des minorités et le statut confessionnel de leurs institutions, ainsi que leur avenir en tant que congrégation. Confrontés à l'ère contemporaine de l'après-guerre, comment se sont-ils adaptés?

Dans un premier temps, nous allons comparer le discours et la pédagogie des congrégations. Ont-elles continué à œuvrer pour l'épanouissement de la langue minoritaire, ou l'élément religieux va-t-il prendre les devants? Bref, *la langue et la religion sont-elles indissociables ou en compétition?* Dans un deuxième temps, nous allons faire ressortir et analyser les stratégies déployées par les congrégations religieuses afin d'atteindre leurs objectifs. *Les différents acteurs (individus, associations, entités confessionnelles) ont-ils réussi à conjuguer leurs efforts pour atteindre la création des universités?* Nos deux parties sont donc divisées sous forme de questions. Cela nous permettra de voir les similitudes et les différences entre les deux congrégations. La synthèse des éléments de réponse avancés dans chacun de ces chapitres, superposée à l'étude contextuelle effectuée au premier chapitre, nous permettra de répondre en conclusion à notre question de recherche problématisée : les communautés religieuses ont-elles influencé de manière décisive le choix du statut linguistique des deux nouvelles universités fondées au début des années 1960?

3.1 Langue et religion, des composantes indissociables ou en compétition?

3.1.1 *L'enseignement et le discours des Jésuites de Sudbury, de la fondation du Collège du Sacré-Cœur à la fondation de l'Université de Sudbury*

Dans les chapitres précédents, nous avons soulevé que le Collège du Sacré-Cœur était une institution importante dans le développement du sentiment identitaire canadien-français dans le Nord de l'Ontario. Les Jésuites ont sans équivoque beaucoup contribué au fait français dans la région. Nous avons aussi soulevé que, dans un contexte de transformation, les Jésuites ont réorienté leur discours pour être en mesure de continuer à œuvrer pour les francophones, mais surtout pour recevoir des octrois financiers du gouvernement provincial. Nous avons donc déjà avancé que, dans ces circonstances, le discours des Jésuites a changé. Mais, comment ce discours s'articule-t-il dans les archives des Jésuites? Les principales préoccupations au moment de la fondation du Collège du Sacré-Cœur sont-elles les mêmes qu'au moment de fonder l'Université de Sudbury?

La vocation première des collèges classiques est de transmettre les valeurs de l'Église catholique ainsi que de former l'élite de demain dans cet esprit catholique et dans le patriotisme. Lorsque les Jésuites de Sudbury ont fondé le Collège du Sacré-Cœur en 1913, ils se sont engagés à former l'élite cléricale et professionnelle francophone de cette région. Au sein de cet établissement de culture française, la compagnie de Jésus a fait siens les intérêts des Franco-Ontariens. Pendant plus de cinquante ans, le Collège du Sacré-Cœur a maintenu la foi catholique et le fait français dans le Nord de l'Ontario.

Selon le père Jésuite Charles Dubé, grand opposant au bilinguisme institutionnel, le Collège du Sacré-Cœur n'est pas seulement une partie du patrimoine culturel des Franco-Ontariens, mais bien une institution essentielle à sa culture – « une forteresse française ».

Le Collège s'est intégré à cette population, il a fait corps avec elle, à cultiver ses idéals [*sic*]. Il est devenu, avec le temps, une partie importante de son patrimoine national : un facteur essentiel de sa culture. L'Ontario français et

le Collège sont devenus intimement liés par les œuvres de l'esprit, au point qu'ils sont indissolubles, dans le contexte actuel du moins, le Collège ne pourrait disparaître sans causer un tort immense à la culture nationale (et à la vie religieuse) des Francos. Elle n'est pas si bête, cette métaphore de « forteresse française de l'Ontario Nord ».²³⁸

Mais les archives du Collège du Sacré-Cœur révèlent aussi clairement que le fait français n'est pas la seule préoccupation importante des Jésuites nord-ontariens durant l'après-guerre, ni même nécessairement la principale. Par exemple, les principaux points abordés par ces Jésuites dans le cadre de journées pédagogiques provinciales tenues en 1945 nous informent de graves préoccupations quant à l'enseignement de la doctrine chrétienne dans un contexte de plus en plus orienté vers le matérialisme²³⁹. L'objectif de la première réunion est de diagnostiquer les besoins du « garçon d'aujourd'hui » afin d'adapter le programme d'éducation chrétienne.

Le garçon d'aujourd'hui est plus près des choses et des valeurs matérielles que ses prédécesseurs. L'absence de plus en plus marquée de direction de la part de ses parents l'a souvent abandonné à un monde de plus en plus aguichant. Il est sans goût pour l'abstraction, avide de réalisation, d'action. Dans un milieu faussé, comme souvent celui de la ville, le plaisir et la satisfaction immédiats en ont fait peut-être un sensuel. Dans un milieu mieux équilibré, il est devenu réaliste, pragmatique, utilitaire même.²⁴⁰

Selon les religieux, les jeunes hommes qui arrivent dorénavant dans les collèges classiques ont grandi dans un environnement plus axé sur l'accumulation de biens matériels que sur l'éducation religieuse. Voilà la nécessité de ces journées pédagogiques ; revoir l'enseignement au sein des établissements religieux pour assurer la transmission des mœurs et des croyances malgré ce

²³⁸ Charles Dubé S.J., « Orientation de notre université », Deuxième section, janvier 1957. Archives de l'Université de Sudbury, les archives des Jésuites, Boîte 116 – Émile Bouvier 1957-1960, archives ouvertes ; dossier historique du projet de la fédération 1957-1959.

²³⁹ L'acronyme A. M. D. G. placé dans l'entête du document, nous certifie que le document provient de la congrégation des Jésuites. *Ad maiorem Dei gloriam* est la devise des Jésuites. Malgré le fait que plusieurs documents que nous avons consultés ne sont pas signés, la présence de cette devise nous confirme que le document a été rédigé par un membre de la congrégation jésuite.

²⁴⁰ « Journées pédagogiques provinciales », 4 et 5 janvier 1945. Archives de l'Université de Sudbury, Collège du Sacré-Cœur, Boîte 13 - Document interne 1943-1967, archives publiques ; dossier cours classique 1945-1948.

changement de contexte. Cela implique donc que les Jésuites sont conscients d'être dans un monde matériel, et qu'ils doivent réévaluer leur enseignement. La deuxième réunion portait justement sur l'enseignement de la doctrine chrétienne « comment pouvons-nous adapter cet enseignement aux besoins de notre jeune d'aujourd'hui? »²⁴¹. Les Jésuites s'inquiètent que leur manière d'enseigner soit trop abstraite pour réussir à convaincre la nouvelle génération des bienfaits d'une vie chrétienne. « Notre enseignement est-il organique? S'en dégage-t-il un idéal? Nos élèves se rendent-ils compte de l'harmonie de la doctrine chrétienne, de la splendeur de la conception divine de la vie? »²⁴². Pour donner au « garçon d'aujourd'hui » le goût à la vie chrétienne, les Jésuites avancent qu'il importe que les collèges classiques soient des environnements propices au développement de ce sentiment religieux ; « nous ne pouvons nous contenter de l'instruction religieuse. Elle peut faire comprendre l'idéal chrétien, elle ne le fera pas vivre. Il faut en plus créer un milieu chrétien, où l'on vive la vie chrétienne dans une atmosphère chrétienne »²⁴³. Si les Jésuites réussissent à adapter leur enseignement et qu'ils arrivent à créer une ambiance chrétienne positive au sein des collèges classiques, ils espèrent « “convertir” notre jeune “matérialiste” »²⁴⁴. L'ensemble de ces réunions pédagogiques ont surtout soulevé des questions ; il faut modifier notre enseignement, mais comment? Plusieurs pistes sont soulevées, mais aucune solution concrète n'est avancée, mise à part l'importance que les collèges classiques soient des milieux chrétiens dynamiques. Ce qu'il faut surtout retenir de ces cinq réunions pédagogiques, c'est que les Jésuites conçoivent la spiritualité chrétienne, voire la religion catholique, comme étant en péril, et se conçoivent aussi comme ayant un rôle à jouer pour les défendre. Dans une publication de décembre 1959 du centre d'aide pédagogique canadien des Jésuites canadiens, le même discours est

²⁴¹ « Journées pédagogiques provinciales » *op. cit.*, p. 3.

²⁴² *Ibidem.*

²⁴³ *Ibid.*, p. 6.

²⁴⁴ *Ibid.*, p. 3.

communiqué. « [...] le but de l'éducation humaniste est la culture générale à laquelle la culture nationale reste toujours subordonnée, comme le particulier l'est à l'universel; il est cependant indispensable que l'accès à la culture humaniste ne fasse pas des élèves des apatrides, mais que l'éducation les intègre dans la communauté nationale dont ils font partie »²⁴⁵. Malgré l'équilibre qui est prôné, la priorité des Jésuites du Canada demeure, en fin de compte, l'éducation humaniste et les mœurs catholiques. Quoiqu'ils concèdent une pertinence à la présence d'une culture nationale « particulière », l'important est d'appartenir au tout.

Lorsque les Jésuites entament le projet de création de l'Université de Sudbury en 1957, la confessionnalité et le statut linguistique sont tous deux sujets à modifications. La mise en place d'une université bilingue en 1957, implique-t-elle un changement d'orientation de la part des Jésuites de Sudbury quant à leur rôle de « protecteurs » des Franco-Ontariens? Un long document rédigé en janvier 1958, portant sur l'orientation de l'Université de Sudbury, pose d'entrée de jeu deux questions :

1. En principe, étant donné qu'elle est la continuation de l'œuvre française et catholique du Collège du Sacré-Cœur, l'Université de Sudbury doit-elle être officiellement française?
2. En pratique, tout en demeurant française et étant donné la situation présente (province anglaise, population anglaise catholique) peut-elle et doit-elle être bilingue?²⁴⁶

Le statut linguistique de l'Université de Sudbury est d'emblée remis en question. Alors que le Collège du Sacré-Cœur était une institution de langue française, les Jésuites se demandent si elle doit devenir une institution bilingue, compte tenu des circonstances difficiles auxquelles ils font face. Afin de justifier le bilinguisme, la langue et la religion sont présentées dans le document

²⁴⁵ Cahier *L'Entr'aide* », décembre 1959, 34^e année, cahier 3, p. 101, Archives de l'Université de Sudbury, Collège Sacré-Cœur, boîte 235.

²⁴⁶ « Quelques notes sur l'orientation de l'Université de Sudbury », Montréal, Janvier 1958, p. 3. Archives de l'Université de Sudbury, Fonds Président/Recteur, Series/Série - History, bills, statutes and charters / Histoire, projet de loi, statuts et chartes 1959-1970 ; dossier quelques notes sur l'orientation de l'Université de Sudbury 1958.

comme des entités distinctes, en reprenant une position doctrinale du Cardinal Villeneuve, « l'une se fonde sur la loi surnaturelle, l'autre sur l'éducation et la culture »²⁴⁷. Bien que le Cardinal Villeneuve soit considéré comme un modéré dans la lutte de pouvoir opposant, depuis les années 1920, les tenants de la doctrine sociale de l'Église à ceux de l'Église « nationale » groulxiste, on voit l'influence du personnalisme dans cette dernière position : l'Église se doit de respecter toutes les langues; la foi et la parole de Dieu sont comprises dans toutes les langues. L'Église n'a donc pas la responsabilité de défendre ou de veiller à leur conservation. Ce raisonnement est donc bien différent de celui qui avait guidé les Jésuites de Sudbury du début du siècle, aux premières heures du Collège du Sacré-Cœur. Dans le même ordre d'idée, le délégué apostolique S.E. M^{gr} G. Panico affirme, lors d'une allocution donnée à l'Université de Sudbury le 24 octobre 1957, que la cohabitation des deux peuples fondateurs du Canada au sein d'une institution bilingue sera un exemple à suivre pour le reste du monde « Et aujourd'hui, après bien des tâtonnements et parfois même des empiètements, après le travail d'une évolution forcément lente et difficile, le Canada peut dans son ensemble offrir un exemple à l'Europe et au monde : la coexistence de ces deux peuples de langue différente, pour faire place à la paix et à l'harmonie. La richesse vient de la variété »²⁴⁸. Les Jésuites utilisent donc l'argument de la bonne entente comme justification au bilinguisme. Cet argument sera d'ailleurs largement réutilisé après que l'Université Laurentienne de Sudbury soit officiellement fondée, tant par les religieux que le gouvernement provincial, pour défendre le bienfondé du statut bilingue de l'institution.

Il n'y a pas pour autant d'unanimité chez la congrégation à Sudbury. Un Jésuite en particulier, le père Charles Dubé, a contesté le bilinguisme institutionnel de la nouvelle Université de Sudbury. Une copie d'un des textes qu'il a rédigé à cet égard était d'ailleurs jointe au document

²⁴⁷ « Quelques notes sur l'orientation de l'Université de Sudbury », *op. cit.*, p. 22.

²⁴⁸ *Ibid.*, p. 24.

interne, « l'orientation de l'Université de Sudbury ». Les interrogations du père Dubé étaient donc connues du reste des Jésuites de Sudbury. Le père Charles Dubé se demande si la cohabitation de deux cultures au sein d'une institution est effectivement possible. Dans les collèges classiques, un enseignement humaniste est donné aux étudiants dans un environnement religieux. Dans un *High school* un enseignement scientifique est donné aux étudiants dans un environnement laïque. Selon Dubé, les étudiants qui fréquentent l'un ou l'autre de ces établissements en ressortent avec une culture distincte puisque l'enseignement, l'environnement et la matière enseignée sont différents. En prenant compte de ces facteurs, Dubé se demande comment chacune de ces cultures peut être transmise au sein d'une institution bilingue²⁴⁹. Il s'agit d'un dilemme très important – Dubé soulève une incompatibilité entre deux pédagogies et entre deux cultures à transmettre. « Comment maintenir parmi nous l'harmonie et l'unité de pensée nécessaire, pour construire et épanouir une œuvre de haute culture? »²⁵⁰. Certains Jésuites proposent l'ajout d'une dimension plus scientifique au cours classique qui pourrait aider aux rapprochements des cultures. Mais, est-il favorable aux Jésuites de remanier leur enseignement pour s'aligner davantage au *High school* au risque de perdre les éléments leur permettant de transmettre la culture catholique qui a été celle de l'élite francophone?

Afin d'éviter ce mélange des cultures au sein d'un établissement commun, certains Jésuites proposent la mise en place d'une faculté anglaise et d'une faculté française séparées. Bien que l'Université de Sudbury soit bilingue, chacune des communautés culturelles serait ainsi en mesure d'opérer dans un environnement plus homogène. Mais est-ce qu'une séparation physique réussirait véritablement à contrer l'assimilation? Selon le père Dubé : « ce n'est pas la distance en pieds et la séparation physique (partielle) des étudiants qui empêcheraient les retentissements

²⁴⁹ « Quelques notes sur l'orientation de l'Université de Sudbury », *op. cit.*, p. 1-4.

²⁵⁰ « Orientation de notre université », *op. cit.*, p. 5.

phytologiques et intellectuels, sur nos étudiants et notre population française de cette présence anglaise voulue par nous, et assumée sous notre responsabilité »²⁵¹. Pour Dubé, même si l'université de Sudbury opte pour la fondation de deux facultés séparées, l'une anglaise et l'autre française, cela aurait des effets néfastes sur la culture française des Franco-Ontariens. Ceci fait écho au raisonnement des réunions pédagogiques de 1945, sur l'importance d'avoir un environnement chrétien riche qui favorise *de facto* l'intégration de l'enseignement. Nous voyons donc que les questions religieuse et linguistique ne sont pas distinctes pour Dubé.

En considérant le degré d'assimilation, Dubé estime que le bilinguisme à l'Université Laurentienne « paralyserait le développement d'une pensée commune, forte, dans le domaine académique et dans le domaine national. Pensée commune et forte, si nécessaire dans un milieu comme le nôtre, vitale même »²⁵². Dubé est donc d'avis qu'en fondant une université bilingue les Jésuites dévièrent de leur mission. Ils doivent au contraire redoubler leurs efforts en matière d'éducation afin de contrer l'assimilation culturelle des Franco-Ontariens.

D'où, encore, la nécessité pour cette institution, ainsi située, d'exercer une constante vigilance sur le but de son existence et la qualité des moyens employés pour l'atteindre; sur la valeur de ses méthodes et de son personnel enseignant. Et l'urgence de garder et d'intensifier son prestige et son influence sur la nation qu'elle doit servir. Afin de sauvegarder ses valeurs propres et ses moyens de culture, elle doit chercher à éviter les déviations, toujours possibles, comme en toute œuvre humaine²⁵³.

Dubé conclut que « Si les Franco-Ontariens ont un devoir naturel de fidélité à leur nation, ce devoir n'est-il pas nôtre aussi? Notre institution, étant solidaire à ce groupe national, ne pourrait, pas plus que les individus pratiquer l'individualisme. Ce groupe, qui a un droit certain à son patriotisme n'aurait-il pas droit du même coup à notre université? À une université bien fidèle à sa

²⁵¹ *Ibid.*, p. 12.

²⁵² *Ibid.*, p. 6.

²⁵³ *Ibid.*, p. 9.

mission? »²⁵⁴. Deux éléments à retenir. D'une part, continuer à œuvrer pour les Franco-Ontariens est le devoir des Jésuites, sans quoi ils tomberaient dans l'individualisme. En effet, veiller à la survie du religieux au détriment des francophones serait une action égoïste, contraire aux valeurs chrétiennes. Dubé exprime que les Franco-Ontariens ont droit à une université française. Il a d'ailleurs de la suite dans les idées : il avait déjà fait cette proposition en mars 1956. Il considérait alors l'utilisation de la charte universitaire du Collège du Sacré-Cœur comme un atout afin de donner davantage de prestige à l'institution et de la fierté aux Franco-Ontariens la fréquentant.

Ne faut-il pas tenir compte de la mission de notre institution dans le Nord ontarien? Nous possédons la seule université française de l'Ontario, établie sur la base des humanités. Pour former des chefs pour notre minorité, notre université a un rôle nécessaire et unique. L'exercice de nos pouvoirs donnerait en outre à notre institution une beaucoup plus forte autorité, un prestige accru. Nos Francos ont besoin de ce poids de fierté devant la morgue anglo-saxonne, qui les courbe. Notre petite élite de laïques, des environs, manifeste sa hâte de voir s'affirmer notre université. Plusieurs ont été très mécontents, l'automne dernier, parce qu'ils croyaient que nous renoncions à toute idée d'université.²⁵⁵

Bien que Dubé précise dans ce passage qu'une « petite élite de laïques » est enthousiasmée à l'idée d'une université française, nous ne pouvons pas présumer que tous les Franco-Ontariens sont arrivés à la même conclusion. Il demeure que l'idée d'avoir une université proprement française était sur la table au moment de la fondation de l'Université de Sudbury.

3.1.2 *Discours et pédagogie des Sainte-Croix de Moncton et les Acadiens*

La création de l'Université de Moncton s'inscrit dans une tradition centenaire d'enseignement collégial entamé par les Sainte-Croix au Collège Saint-Joseph. Le père Camille Lefebvre informait en octobre 1863 le T.R.P. Basile Moreau, fondateur et

²⁵⁴ *Ibid.*, p. 10.

²⁵⁵ Charles Dubé S. J., « À PROPOS DE NOTRE UNIVERSITÉ », 14 mars 1956. Archives de l'Université de Sudbury, Fonds President/Recteur, Series/Série - History, bills, statutes and charters / Histoire, projet de loi, statuts et chartes 1913-1967; dossier historique.

supérieur général de la congrégation des Sainte-Croix, d'avoir désiré depuis longtemps avoir l'occasion de « voler au secours des débris de ce peuple acadien si cruellement éprouvé, et comme nation, et comme catholique »²⁵⁶. Voilà *grosso modo* le discours porté par les Sainte-Croix dans les premières décennies de cette institution – venir sauver le peuple acadien. Dans ces circonstances le leadership et la protection de l'Église sont progressivement devenus essentiels aux Acadiens. Après la Déportation, l'Église est revenue et a joué un rôle important dans la « Renaissance acadienne », notamment par l'entremise de la fondation du Collège Saint-Joseph par les Sainte-Croix –, et ce malgré le fait qu'il fut une institution officiellement bilingue tout au long de son existence. Durant la deuxième moitié du XX^e siècle, et de manière accélérée après l'élection du premier ministre Louis Robichaud, le Nouveau-Brunswick entame la modernisation de ses institutions d'enseignement postsecondaires. Ainsi, comme les Jésuites en Ontario, les pères Sainte-Croix sont témoin d'importantes transformations qui les ont motivés à entreprendre de nouveaux projets et à accepter un changement d'orientation. Ils entreprennent des démarches pour fonder une université de langue française à Moncton. Quelle est l'origine de cette motivation? Comment s'explique la volonté de l'unilinguisme? Quel impact le contexte sociopolitique eut-il sur la congrégation des Sainte-Croix?

Dans l'après-guerre, la vague modernisatrice des institutions d'éducation postsecondaire fait écho jusqu'à l'Université Saint-Joseph. D'importants changements ont alors été apportés à la matière enseignée dans le cadre du cours classique : renonciation aux cours de latin, et élimination de deux années du cours classique, soit la versification et la rhétorique²⁵⁷. Ces changements étaient d'ailleurs également motivés par une baisse des inscriptions à cette formation. Les écoles

²⁵⁶ Congrégation de Sainte-Croix, Sainte-Croix au Canada, 1847-1947, Trois-Rivières, imprimerie Saint-Joseph, 1947, p. 165.

²⁵⁷ Cormier, *L'Université de Moncton, historique, op. cit.*, p. 33.

secondaires dans la province en nombre plus abondant détournaient les jeunes d'âge prés-collégial de Saint-Joseph, qui était auparavant le seul établissement à offrir une formation de ce niveau en français dans la région. La modernisation de l'enseignement, accompagnée d'une pénurie de personnel religieux, a provoqué le besoin d'un personnel enseignant muni de titres académiques. En 1946 et 1947 sont arrivés les premiers professeurs laïques de l'Université Saint-Joseph, l'économiste Aurèle Young et le comptable Jean Cadieux. Pour le père Cormier, l'arrivée de ces deux professeurs laïques « marque le début d'une ère nouvelle, qui devait apporter de profondes et heureuses transformations »²⁵⁸. Effectivement, à partir du moment où des professeurs laïques sont débarqués à Saint-Joseph, de nombreux changements prirent place – dont l'intégration des professeurs laïques à la direction de l'Université. Selon Cormier, tous ces changements ont permis à l'institution de prendre de la maturité « on eut l'impression de passer d'une simple chaloupe à rames à une embarcation munie d'un moteur et d'instruments électroniques complexes »²⁵⁹. La modernisation de l'enseignement et l'acquisition d'un personnel laïque sont donc présentées ici comme favorables à l'institution. Au lieu de résister aux changements, l'Université Saint-Joseph les accueille à bras ouverts. Julien Massicotte soutient dans un article portant sur l'œuvre de Clément Cormier durant la période de la fondation de l'École des sciences sociales du Collège Saint-Joseph que les sciences sociales n'ont pas émergé d'elles-mêmes en 1960 dans le contexte de la modernité et du gouvernement Robichaud, mais bien sous l'impulsion du père Cormier à Saint-Joseph. « Les sciences sociales sont-elles totalement absentes de l'univers intellectuel acadien avant la décennie de 1960? Non : pendant au moins les deux décennies précédentes, les sciences sociales se sont petit à petit institutionnalisées en Acadie. Le père Cormier en fut le maître

²⁵⁸ *Ibidem*.

²⁵⁹ *Ibid.*, p. 34.

d'œuvre »²⁶⁰. L'enseignement des sciences sociales, notamment de la sociologie, ne coïncide pas avec la création de l'Université de Moncton ;

Affirmer le contraire, comme l'ont fait la plupart des commentateurs, revient à reprendre à son compte le discours de légitimation de la modernisation institutionnelle acadienne des années 1960 et l'appliquer à l'évolution d'un champ disciplinaire scientifique. Mais cela ne diffère guère de ce qui s'est produit au Québec durant bien des années, où trop souvent l'on refusait de croire qu'il ait existé ne serait-ce qu'une parcelle de pensée rationnelle et sociologique dans l'univers moyenâgeux de la Grande Noireur et où l'on prétendait que la sociologie débute en même temps que l'an 1 de la Révolution tranquille.²⁶¹

L'intervention de Massicotte nous permet d'une part de rappeler le contexte historiographique auquel nous appartenons. Contrairement à la tendance précédente d'exclure l'apport des religieux à la modernité, nous considérons leur contribution dans la conjoncture. D'autre part, elle nous permet d'appuyer notre interprétation ; la modernisation de l'enseignement est non seulement la bienvenue à l'Université Saint-Joseph, mais arrive sous l'impulsion du père Clément Cormier. L'ouverture à la nouveauté à l'Université Saint-Joseph – c'est-à-dire une volonté analogue de créer une université moderne rassemblant plusieurs disciplines, allant bien au-delà du cours classique – aurait-elle motivé les Sainte-Croix à entreprendre la création d'une nouvelle université unilingue française?

L'une des sources les plus utiles pour explorer la question linguistique à l'Université Saint-Joseph et à l'Université de Moncton est un recueil publié en 1997 par l'un des premiers professeurs laïcs, Jean Cadieux. Intitulé *De l'Université Saint-Joseph à l'Université de Moncton*, la collection de documents est adressée « à l'intention de ceux et celles qui s'intéressent à l'évolution de la

²⁶⁰ Julien Massicotte, « Portrait d'un « fondateur dans l'âme » : Clément Cormier, pionnier des sciences sociales en Acadie du Nouveau-Brunswick », *Acadiensis*, XXXVIII, n° 1, hiver/printemps 2009, p. 4.

²⁶¹ *Ibidem*.

politique linguistique à l'Université de Moncton, fille de l'Université Saint-Joseph »²⁶². Dans cette collection est intégré un important document, « Le bilinguisme à l'Université Saint-Joseph », non daté et non signé, retrouvé dans les archives du père Clément Cormier. Un examen de l'ensemble des textes nous permet de supposer que ce texte a été rédigé en 1960 par le père Clément Cormier lui-même. Dans un des textes du recueil de Cadieux, on apprend que M. Zalloni (directeur de la Maison Brakeley chargée d'une campagne de souscription pour l'Université Saint-Joseph) fit savoir lors d'une réunion tenue le 17 mai 1960 que le statut linguistique de l'Université Saint-Joseph devait être défini avant d'entamer la campagne de souscription²⁶³. Nous pensons que c'est à la suite de cette demande que père Cormier a entrepris une étude interne sur le bilinguisme à l'Université Saint-Joseph ; quelque temps après la réunion avec la Maison Brakeley (17 mai 1960) et avant la Commission Deutsch (qui débute en 1961), Cormier aurait écrit « Le bilinguisme à l'Université Saint-Joseph ». Ce document ressemble d'ailleurs à celui rédigé par les Jésuites quant à l'orientation de l'Université de Sudbury. Il s'agit d'un élément comparatif très riche – on apprend que chacune des congrégations s'est questionnée sur le statut linguistique qu'il serait avantageux de prendre.

À la lumière de cette étude interne, le bilinguisme à l'Université Saint-Joseph est demeuré une condition impérative puisqu'« il eut été pratiquement impossible d'établir et de maintenir avec succès un collège qui ne fût pas bilingue. Mais, tout en étant bilingue, le collège fondé en 1864 était destiné aux Acadiens d'abord »²⁶⁴. À l'époque, les Acadiens éduqués au collège considéraient comme indispensable la maîtrise de l'anglais afin d'acquérir les moyens d'assurer leur avenir

²⁶² Jean Cadieux eut l'occasion à quelques reprises de s'exprimer sur la situation linguistique dans les institutions d'éducation supérieure au Nouveau-Brunswick, pendant et après l'Université Saint-Joseph. Cadieux fut l'un des premiers professeurs laïcs à enseigner à l'Université Saint-Joseph, à la fin des années 1940.

²⁶³ Jean Cadieux, « Article à la revue *Langue et société* », 1990, dans Cadieux, *op. cit.*, p. 73.

²⁶⁴ « Le bilinguisme à l'Université Saint-Joseph », texte non signé et non daté retrouvé dans les archives du père Clément Cormier dans Cadieux, *De l'Université Saint-Joseph à l'Université de Moncton*, *op. cit.*, p. 4

économique et politique. Conscients qu'ils vivent dans un milieu minoritaire, les Acadiens désiraient ainsi eux-mêmes avoir une éducation bilingue pour être en mesure d'intégrer le marché du travail dans leur région. Le bilinguisme à Saint-Joseph est perçu, tant par les étudiants que par la direction, comme un moyen d'intégration de la sphère anglophone qui dominait les échelons supérieurs de la société à cette époque au Nouveau-Brunswick. De plus, l'Université Saint-Joseph, en tant qu'institution religieuse, ne pouvait ignorer les objectifs diocésains de favoriser le rapprochement entre les Acadiens et les Irlandais de religion catholique²⁶⁵. C'est donc globalement pour ces raisons que l'Université Saint-Joseph est créée en tant qu'institution bilingue : « le Père Lefebvre et ses successeurs ont conçu un programme d'étude bilingue, deux cours parallèles et un coutumier qui visait à donner à tous et à toutes une bonne connaissance pratique de la langue seconde »²⁶⁶. Toutefois, à quelques reprises au cours de son histoire, l'institution s'est interrogée sur son bilinguisme. À dire vrai, le bilinguisme était en régression à l'Université Saint-Joseph depuis les années 1940. Les cours en anglais étaient sur le point de disparaître puisque le nombre d'élèves irlandais diminuait graduellement, et il ne restait que quelques pères enseignants anglophones (1944-45, 7 pères ; 1945-46, 5 pères ; 1946-1947, 2 pères ; 1948-49, 1 père) et aucun père de langue anglaise ne siégeait « au conseil »²⁶⁷. Alors que la régression du bilinguisme convenait au personnel francophone de l'institution, elle était préoccupante pour quelques anciens et amis de l'Université Saint-Joseph²⁶⁸. L'Université Saint-Joseph s'est alors sérieusement questionnée à savoir si elle devait demeurer une université bilingue ou devenir une institution unilingue francophone.

²⁶⁵ Cadieux, « Le bilinguisme à l'Université Saint-Joseph », *op. cit.*, p. 5.

²⁶⁶ *Ibid.*, p. 6.

²⁶⁷ Cadieux ne mentionne pas le nom et le mandat de ce conseil. Cadieux, « Le bilinguisme à l'Université Saint-Joseph », *op. cit.* p. 11-12.

²⁶⁸ Cadieux, « Le bilinguisme à l'Université Saint-Joseph », *op. cit.* p. 12.

Si l'Université Saint-Joseph devait trop concéder à la langue anglaise, au point de perdre son caractère français ; si elle devait accueillir trop facilement les élèves de langue anglaise... Elle deviendrait tout simplement « une autre » institution aux provinces maritimes entrant en concurrence avec une dizaine d'universités poursuivant le même but. Elle perdrait son identité, sa mission propre, très spécifique. Et ainsi, institution hybride, sans cause spécifique à promouvoir, elle n'aurait plus guère raison de se tracer un programme de relations publiques ; elle ne pourrait aspirer à agir comme porte-parole de la population acadienne et protectrice de la culture française.²⁶⁹

L'Université Saint-Joseph décide tout de même de demeurer formellement une institution bilingue en raison de considérations financières – on craint une diminution des inscriptions certes anglophones, mais également des francophones. Les Acadiens, comme nous l'avons vu, estiment avoir besoin de l'enseignement de l'anglais.

Ceux qui aujourd'hui tiennent le plus farouchement à l'enseignement de l'anglais aux Acadiens, ce ne sont plus les Anglais, mais les Acadiens eux-mêmes... Le fait brutal : les Acadiens ont besoin de bien posséder l'anglais. Nos institutions manqueraient à leur mission si elles ne préparaient pas nos jeunes à devenir de bons bilingues. Il semble donc recommandable que l'Université conserve son caractère bilingue.²⁷⁰

Un autre élément qui pousse l'Université à conserver son statut bilingue est qu'il n'existe aucun précédent d'université unilingue francophone à l'extérieur du Québec. Aucune institution universitaire francophone n'a encore osé avoir un caractère proprement unilingue. Pour amener ce point, Cormier fait référence au cas du Collège de Sudbury et de l'Université d'Ottawa. Selon Cormier, ces institutions ont opté pour le bilinguisme puisqu'il offrait la meilleure manière de se développer et de progresser à la mesure des établissements de langue anglaise. Ses promoteurs étaient loin de se douter que l'idée de mettre en place une université française avait été avancée durant la mise en place de l'Université de Sudbury en 1957. L'Université Saint-Joseph pouvait-

²⁶⁹ *Ibid.*, p. 23.

²⁷⁰ *Ibid.*, p. 27.

elle alors risquer d'opter pour un statut unilingue alors que d'autres institutions, placées devant la même situation, ont jugé le bilinguisme plus favorable?

Comme l'essor d'Ottawa et de Sudbury aurait été sérieusement paralysé si ces institutions étaient demeurées exclusivement françaises ; de même, si l'Université Saint-Joseph devait opter pour l'unilinguisme, elle limiterait par le fait même le nombre de ses inscriptions, ses revenus, le nombre de ses facultés, la qualité de son équipement, le nombre de ses professeurs qualifiés... et le décalage entre ses ressources et celle des institutions anglo-protestantes de la région seraient d'autant plus frappant, au désavantage de la cause française en Acadie.²⁷¹

Nous voyons donc que rien ne prédisposait les futurs architectes de l'Université de Moncton à mettre sur pied une institution unilingue. Le bilinguisme institutionnel continue d'être considéré comme la voie à suivre à l'Université Saint-Joseph, mais la langue française y demeure privilégiée afin d'assurer le « rayonnement de l'institution comme centre culturel de la langue française »²⁷². L'institution se dit alors « bilingue avec prédominance française »²⁷³. Bref, une certaine ambivalence règne ; l'institution n'ose pas changer son statut linguistique par crainte de nuire à la cause acadienne.

La considération linguistique est donc au cœur des préoccupations de l'Université Saint-Joseph pendant les années qui précèdent la création de l'Université de Moncton, puisqu'elle s'interroge à savoir comment œuvrer le plus efficacement possible pour l'éducation supérieure des francophones dans la province. Dans un esprit de compromis, le bilinguisme semble encore la meilleure option en 1960. Il est particulièrement étonnant que ce soit le père Clément Cormier, un joueur clé dans la fondation de l'Université de Moncton, qui en arrive à ce verdict. Il y a une comparaison intéressante à faire entre le père Cormier et père Jésuite Dubé. Clément Cormier estime que l'Université Saint-Joseph devrait demeurer bilingue ; le père Dubé désire que

²⁷¹ *Ibid.*, p. 31.

²⁷² *Ibid.*, p. 36.

²⁷³ *Ibid.*, p. 35.

l'Université de Sudbury soit française. Ceci est étonnant - le père Cormier sera à la tête des négociations durant la Commission Deutsch pour la création de L'Université de Moncton, alors que le père Dubé sera écarté durant celle menant à la création de l'Université Laurentienne. En effet, en raison de son opposition à ce que l'Université de Sudbury devienne bilingue, le père Dubé dut quitter le Collège du Sacré-Cœur pour la Saskatchewan en 1958-1959²⁷⁴.

Ce qui ressort du document de Cormier est que l'Université Saint-Joseph désire être une institution unilingue, mais, par crainte de perdre une part de clientèle et par manque de précédents, elle décide de demeurer une institution bilingue. Lutter pour le financement est donc la chose à faire pour avoir une institution française. Voilà les circonstances qui précèdent la Commission Deutsch et qui motiveront sa mise en place.

3.1.3 *Constats*

Cette première section de chapitre, dans laquelle on a tenté de mettre en parallèle le discours et la pédagogie des congrégations des deux villes, était orientée autour de la question suivante : *Langue et religion, des composantes indissociables ou en compétition?* Les collèges classiques de Saint-Joseph et du Sacré-Cœur ont été fondés par des congrégations religieuses dans l'objectif de mettre en place des élites francophones et catholiques. Dans les deux cas, les congrégations ont effectivement contribué à façonner un sentiment national avec ces régions minoritaires. Puis, dans le contexte d'après-guerre, ces congrégations ont chacune réorienté leur discours.

Encore en 1960, les Sainte-Croix pensaient que le bilinguisme à l'Université Saint-Joseph était le statut le plus favorable aux Acadiens. C'était, sur ce plan, le *statu quo*. Pourtant, depuis l'arrivée de professeurs laïques, une modernisation considérable de l'enseignement avait eu lieu.

²⁷⁴ Léon Meunier, s.j., « Le Père Charles Dubé (1909-1979) », *Nouvelles de la province du Canada français*, Vol. 58, n°4, juillet-octobre 1979, p. 149-154, dans Pelletier, *loc. cit.*, p. 30.

C'est au nom de cette modernisation nécessaire que les Sainte-Croix revendiquent auprès du gouvernement, estimant que la situation actuelle quant à l'éducation postsecondaire est systématiquement défavorable aux francophones. Sur le plan linguistique et culturel, en fait, le changement le plus important en matière de discours au Nouveau-Brunswick n'est pas au sein des Sainte-Croix, mais bien du gouvernement provincial. C'est donc en grande partie grâce à ce climat politique que l'Université de Moncton devient une possibilité. On le verra dans la prochaine partie, les Sainte-Croix ont misé sur le principe gouvernemental de « chance égale pour tous » pour atteindre leur objectif.

Dans les chapitres précédents, nous avons constaté que tant les Sainte-Croix que les Jésuites ont été liés de près à l'affirmation nationale des francophones de leurs régions respectives. Or, on voit clairement dans cette section que durant la période clé de la modernisation, l'incertitude plane, sur la question linguistique, tant chez les uns que les autres. Chez les Sainte-Croix du Nouveau-Brunswick, on ne semble pas tenir outre mesure à l'unilinguisme français ; pendant ce temps, chez les Jésuites de Sudbury, on est divisés. Certains, dont le père Dubé, ont fortement contesté le bilinguisme de l'Université de Sudbury, arguant que la congrégation devait être solidaire avec les Franco-Ontariens. « Maintenant que notre institution est pratiquement seule à maintenir avec une certaine force la source et le symbole de la culture française, en Ontario, ne serait-il pas plutôt urgent qu'elle affirme intégralement, sur le plan universitaire, ce que nous sommes, nos valeurs propres? »²⁷⁵. Ceci implique alors que les Jésuites de Sudbury ont réfléchi non seulement à la survie de la confessionnalité de leur institution, mais également à celui de la communauté franco-ontarienne lorsqu'ils ont entrepris la création de l'Université Laurentienne. En définitive c'est toutefois une fédération bilingue non confessionnelle d'institutions

²⁷⁵ Charles Dubé S.J., « Orientation de notre université », *op. cit.*, p. 11.

confessionnelles qui a été créée. Certes, le contexte politique provincial imposant la laïcité des universités explique en partie cette issue. Toutefois, l'importante divergence d'opinions à l'intérieur de la communauté des Jésuites en est également responsable; voilà le propos de la prochaine section.

3.2 Les différents acteurs (individus, associations, entités confessionnelles) ont-ils réussi à conjuguer leurs efforts pour atteindre la création des universités?

3.2.1 Deux écoles de pensée à l'intérieur de la congrégation des Jésuites de Sudbury

À partir du moment où les Jésuites de Sudbury décident de fonder l'Université de Sudbury, des tensions au sein de la congrégation se révèlent. Tous n'étaient pas d'accord avec le statut linguistique choisi, le bilinguisme. Ainsi, lorsque l'Université de Sudbury, à peine mise sur pied, entreprend le projet fédératif, des oppositions au projet à même la congrégation ont été exprimées. L'intention dans cette section est de démontrer que les négociations pour la mise en place de l'Université Laurentienne de Sudbury furent doublement difficiles – au plan externe, il a été difficile de s'accorder sur une formule répondant aux exigences de l'État et des autres groupes composant l'institution, mais à l'intérieur de la congrégation également, d'après débats ont fait rage. Nous ferons ici le bilan des arguments pour et contre la fédération.

Le temps est venu de dire qu'il y avait deux écoles depuis le début de la question de l'université parmi les Jésuites du collège Sacré-Cœur. Un groupe acceptait facilement l'idée d'une section française et l'opinion qu'il fallait une section anglaise, car une université devait être ouverte à tout le monde comme le ministre l'avait dit. Cependant M. Frost demandait plus que cela. Il demandait que la Corporation, que le Bureau des directeurs soit non-confessionnel. Alors le groupe qui était en faveur d'une université seulement française était encore moins en faveur d'un Bureau des directeurs non confessionnel où il y aurait des laïques et des laïques non catholiques.²⁷⁶

²⁷⁶ Alphonse Raymond, « Origines de l'Université de Sudbury », *op. cit.*, p. 29-30.

L'élément financier a sûrement joué un rôle dans ces prises de position. Plusieurs Jésuites semblent effectivement convaincus que l'aventure universitaire ne peut continuer sans financement provincial. Si les Jésuites acceptent les conditions d'adhésion à la fédération, ils pourront continuer à offrir aux francophones catholiques une instruction postsecondaire. Selon le père Léon Meunier, il vaut mieux entrer dans la fédération même si elle n'est pas la formule idéale, que de regretter de ne pas l'avoir fait.

« Sans doute qu'il ne faut pas sacrifier des principes pour de l'argent. Mais si on veut être réaliste, il faut bien se rendre compte que l'argent est bien commode, sinon indispensable, pour la sauvegarde des valeurs humaines telles que la culture française et l'éducation chrétienne. Et comment pouvons-nous espérer mettre en pratique nos beaux principes si on ne tente pas la chance de survivre, en entrant dans cette fédération ! ». ²⁷⁷

C'est dans ce contexte difficile, en janvier 1959, qu'est choisi le père Émile Bouvier, s.j. comme recteur, pour assurer la mise sur pied de la forme définitive de l'Université de Sudbury. Le père Bouvier a de l'expérience en la matière, ayant fondé en 1952, à Mexico, l'École des relations industrielles de l'Université Ibero Americana qu'il dirige de 1954 à 1959. Depuis lors, il est directeur du Département d'économie politique à l'Université Georgetown à Washington ²⁷⁸. Il négociera effectivement l'entrée de l'Université de Sudbury, toujours bilingue, dans la fédération laïque qu'est l'Université Laurentienne, et le 7 mai 1960 il deviendra le premier recteur de cette fédération.

Toutefois, la pression financière externe, évoquée plus haut, explique-t-elle à elle seule ces prises de position des Jésuites sous Bouvier? Après tout, il y eut des pressions significatives de la part de la communauté contre l'idée du bilinguisme à l'Université de Sudbury. Gaston Vincent, un

²⁷⁷ Léon Meunier, S. J., « Pour ou contre la Fédération? », 21 février 1960, les archives des Jésuites, Boite 116 – Émile Bouvier 1957-1960, archives ouvertes; dossier correspondances (5).

²⁷⁸ Sudbury, Archives de l'Université de Sudbury, les archives des Jésuites, Boite 116 – Émile Bouvier 1957-1960, archives ouvertes; dossier note bibliographiques ; Gérard Hébert, « In memoriam: Émile Bouvier, S.J. 1906-1985. » *Relations industrielles*, Vol. 40, n° 2, 1985, p. 211-212.

laïc influent à la fois président de l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario et membre du Bureau des gouverneurs de l'Université de Sudbury, notamment, est fortement contre la formule fédérative proposée. Le Bureau d'administration de l'ACFEO a également rejeté unanimement la formule fédérative. M. Vincent explique son opposition et celle de l'ACFEO, au recteur Bouvier dans une lettre du 22 septembre 1959 sans toutefois expliquer ses raisons²⁷⁹. Ce qu'on doit retenir c'est que l'ACFEO, alors la plus importante association canadienne-française de l'Ontario, n'accepte pas le projet de la fédération Laurentienne de Sudbury. Dans le compte rendu d'une réunion tenue le 30 septembre 1959 à North Bay sont énumérés les principaux arguments contre la fédération, avancés par Gaston Vincent²⁸⁰. Ce dernier craint une révolte de la population canadienne-française « devant la trahison de l'Université de Sudbury et des Jésuites », qu'il estime être un recul de 40 ans et préfère fermer l'Université de Sudbury plutôt que collaborer avec les protestants. Gaston Vincent meurt toutefois subitement quelques semaines après cette réunion, le 12 octobre 1959.

Une rencontre importante a eut lieu à Ottawa le 21 novembre 1959, près d'un mois après le décès de Gaston Vincent. Le conseil d'administration de l'ACFEO demande au recteur de l'Université de Sudbury, le père Émile Bouvier, accompagné d'autres représentants de l'Université de Sudbury, de venir leur fournir toutes les informations sur le projet de fédération. Les directeurs de plusieurs autres associations franco-ontariennes sont également présents. Durant cette rencontre, le recteur Bouvier présente en détail la composition de la nouvelle université.

²⁷⁹ J. d'Auteuil Richard, S.J., les archives des Jésuites, Boite 116 – Émile Bouvier 1957-1960, archives ouvertes; dossier correspondances (7).

²⁸⁰ « Historique des événements préparatoires à la charte de l'Université de Sudbury », 2 septembre 1959 au 1^{er} février 1960, les archives des Jésuites, Boite 116 – Émile Bouvier 1957-1960, archives ouvertes; dossier historique du projet de la fédération 1957-1959.

Concernant le respect de la dualité des cultures, une préoccupation centrale pour les gens présents à cette réunion, il dit :

« La nouvelle université doit respecter la dualité des cultures et des langues au niveau de l'enseignement et de l'administration. Remarquez bien que ceci est très important. Hier même à Toronto dans la discussion j'ai eu des difficultés, mais heureusement que celle-ci a été acceptée parce que le tempérament anglais ne conçoit pas facilement qu'au niveau de l'administration, particulièrement en Ontario, on établisse le principe de la dualité des cultures »²⁸¹.

Bouvier communique donc lors de cette réunion que la dualité des cultures sera respectée au sein de la nouvelle université.

Le recteur Bouvier tient toutefois à rappeler qu'au moment où la charte universitaire - acquise en 1914 par les Jésuites - a été utilisée pour fonder l'Université de Sudbury, les Jésuites étaient dans l'obligation d'offrir leurs services à l'ensemble de la population. Ainsi, en entrant dans l'aventure universitaire en 1957, les Jésuites ne peuvent plus seulement œuvrer pour les francophones catholiques de la région. « Le jour où les supérieurs m'ont nommé, là j'ai lu la documentation, vous m'excuserez le passé, parce que moi je suis un homme nouveau ici, mais en relisant les dossiers je n'ai aucun doute que l'Université de Sudbury en prenant ce titre de l'Université de Sudbury ne répondait pas seulement à un secteur de la population, mais elle répondait à la structure même de la population qui est composée de langue française et de langue anglaise [*sic*], de catholiques et de protestants »²⁸². Il semblerait que dans l'esprit de Bouvier, au

²⁸¹ Émile Bouvier et les directeurs de différentes associations franco-ontariennes et des représentants de l'Université de Sudbury, procès-verbal, maison franco-ontarienne, Ottawa, 21 novembre 1959, p. 3. Archives de l'Université de Sudbury, les archives des Jésuites, Boîte 116 – Émile Bouvier 1957-1960, archives ouvertes ; dossier historique du projet de la fédération 1957-1959.

²⁸² Émile Bouvier et les directeurs de différentes associations franco-ontariennes et des représentants de l'Université de Sudbury, procès-verbal, *op. cit.*, p. 11.

moins, le titre « d'université » soit antinomique avec l'idée d'une communauté culturelle particulière. Ou du moins, d'une communauté culturelle minoritaire²⁸³.

Le père Bouvier argue toutefois que cet état de fait ne nuira pas à la jeunesse franco-catholique. Il voit une institution à la clientèle mixte comme un moyen de confronter les jeunes à d'autres idées religieuses, ce qui leur permettra de voir les avantages d'une vie catholique. « Je crois que dans l'ensemble il faudrait prendre une attitude non pas d'isolé [*sic*], mais d'homme qui s'intègre dans un milieu tout en restant lui-même. Peut-être que je me trompe, mais je crois que c'est un des objectifs que se propose le bureau des Régents de Sudbury »²⁸⁴. Nous avons soulevé dans la section précédente portant sur la pédagogie, l'importance pour les jeunes adultes chrétiens d'être dans un milieu où la vie chrétienne est dominante. Alors, qu'en 1945, les Jésuites de Sudbury préféraient isoler les jeunes, voilà qu'en 1960, Bouvier argumente que la rencontre et la mixité est un meilleur moyen pour préserver la foi. Quoique cela démontre une certaine continuité dans le discours des Jésuites - l'importance de conserver la foi - la manière de conserver ce catholicisme change.

Bouvier, tout *outsider* qu'il soit, ne doit toutefois pas être considéré comme une anomalie au sein du clergé local. On retrouve des propos semblables ailleurs dans les archives. Alphonse Raymond, le prédécesseur d'Émile Bouvier au poste de recteur de l'Université de Sudbury, est du même avis sur la question de la mixité : « donnons à nos élèves durant leur cours secondaire un esprit, une foi religieuse et nationale et ne craignons pas trop pour eux le contact avec gens d'autres

²⁸³ C'est une idée qui, on pourrait argumenter, a la vie longue en Ontario français; des propos semblables ont été exprimés lors des discussions des années 2017 en vue de la création d'une Université de l'Ontario français. Donald Ipperciel, principal du campus bilingue de l'Université York, s'oppose à ce que le Collège Glendon doive renoncer à son enseignement en français « à Toronto, la grande majorité des francophones veulent une éducation dans les deux langues ». Étienne Fortin-Gauthier et Jean-François Morissette « Université franco-ontarienne: Glendon refuse d'y transférer ses cours en français », ONFR+, 21 novembre 2017. Le Collège Glendon fut légué à l'Université York dans les années 1950, puis fut officiellement inauguré en 1966 par le premier ministre Lester B. Pearson.

²⁸⁴ Émile Bouvier et les directeurs de différentes associations franco-ontariennes et des représentants de l'Université de Sudbury, procès-verbal, *op. cit.*, p. 18.

langues et même d'autres religions quand ils seront au stage universitaire »²⁸⁵. Le père Raymond va jusqu'à dire : « si nous devons absolument rester isolationnistes, ne faisons pas enregistrer le nom « Université de Sudbury », mais trouvons un autre nom au plus tôt ». Cela rejoint les propos tenus par Bouvier quant aux responsabilités rattachées au statut d'université.

Dans le même ordre d'idées, on apprend dans la correspondance romaine de Mgr Alexander Carter, évêque du diocèse de Sault-Sainte-Marie, qu'il a consulté des « spécialistes à la congrégation des universités à Rome ». On y apprend que la pensée de Carter et de ses contacts à Rome ressemble à celle de Bouvier et de Raymond. À Rome, on est d'accord avec la formule proposée de fédération universitaire qui leur paraît, dans les circonstances, « la plus sûre pour assurer le prestige de la Cie [Compagnie de Jésus] et de l'Église »²⁸⁶. Cette notion de prestige revient à plusieurs reprises dans les archives. Pour le père Émile Bouvier aussi, il importait que l'Université de Sudbury soit digne du titre d'université. Il estimait que si l'Université de Sudbury décidait de se retirer du projet de fédération pour conserver son autonomie, elle risquait de perdre sa rigueur par manque de financement; « une politique d'absence d'ailleurs nuirait gravement à l'Université de Sudbury puisque celle-ci ne pourrait plus répondre aux exigences de sa tâche et de sa mission; elle vivoterait dans la médiocrité; les catholiques perdraient confiance et l'abandonneraient à son sort. Menacée de devenir une université au rabais, médiocre et mal qualifiée, elle desservirait l'Église et son prestige »²⁸⁷.

Or, ces prises de position en faveur de la mixité religieuse et concernant l'obligation des catholiques de desservir toute la population sont tout à fait en ligne avec celles des tenants du

²⁸⁵ Alphonse Raymond S. J., « Orientation de notre Université », *op. cit.*, p. 5-6.

²⁸⁶ T. R.P. J.-B. Janssens, S.J., 2 janvier 1960, Rome, Italie, Archives de l'Université de Sudbury, les archives des Jésuites, Boîte 116 – Émile Bouvier 1957-1960, archives ouvertes ; dossier correspondances (3).

²⁸⁷ Émile Bouvier, « L'Université Laurentienne de Sudbury », 1960. Sudbury, Archives de l'Université de Sudbury, les archives des Jésuites, Boîte 116 – Émile Bouvier 1957-1960, archives ouvertes ; dossier correspondance (1), p. 13.

catholicisme social. D'ailleurs, Michael Gauvreau, dans un article phare, a justement cité un jeune père Émile Bouvier à titre d'exemple de la diffusion des valeurs personnalistes à l'intérieur du corporatisme canadien-français, notant la priorité qu'il accorde à l'accomplissement de la personne humaine dans un article du journal *Le Devoir* datant de 1942²⁸⁸. Ceci nous permet d'avancer que les actions du père Bouvier durant les négociations de l'Université Laurentienne ont probablement été influencées non seulement par les exigences financières provinciales, mais aussi par la philosophie personnaliste. Créer une université spécifiquement pour les Franco-Ontariens serait une antinomie de cette vision sociale catholique.

Ceci étant dit, l'implication de Bouvier dans le projet universitaire fut bien différente de celle du père Clément Cormier. Le recteur Cormier est un « bâtisseur » de l'Acadie, un fils du pays par ailleurs, et un acteur conscient de toute la lutte ayant mené au projet de l'Université de Moncton. Le recteur Bouvier est un expert venu de l'extérieur, avec un profil quelque peu cosmopolite, pour fonder une nouvelle institution ayant le plus de prestige possible. Ceci a aussi pu jouer un rôle.

L'élément le plus débattu durant les négociations concerne la détention des pouvoirs du collège universitaire. Alors que l'Université de Sudbury voulait avoir ce titre, lui garantissant le droit d'établir des facultés, les représentants de l'Université Huntington ont jugé cela inadmissible – ils veulent que l'Université Laurentienne de Sudbury soit le collège universitaire assumant la direction administrative de la fédération²⁸⁹. Certains craignaient toutefois que les intérêts des francophones et des catholiques ne soient pas suffisamment considérés dans cette formule administrative. Le recteur Bouvier les rassure en leur disant que : « le University college sera

²⁸⁸ Gauvreau, *loc cit.*, p. 813.

²⁸⁹ Matt Bray, « Les défis des années soixante, 1960-1972 », dans Matt Bray *et al.*, *L'Université Laurentienne : une histoire*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010, p. 36.

confessionnel parce que c'est sous le contrôle de l'Université de Sudbury, le recteur de University college sera encore nommé par le Père général, le président de l'Université sera nommé par le bureau des gouverneurs »²⁹⁰. Bien que l'Université Laurentienne soit le collège universitaire désigné, Bouvier insinue ici que les Jésuites de l'Université de Sudbury détiennent encore une certaine marge de pouvoir puisqu'ils peuvent nommer la personne qui la dirigera. Si bien qu'à la fin de sa réunion l'Association canadienne-française d'Ontario semble satisfaite²⁹¹. Coup de théâtre, toutefois : durant une rencontre subséquente survenue entre les Jésuites de Sudbury et les représentants des Églises unie et anglicane, d'autres changements auraient été apportés, des changements néfastes surtout sur le plan culturel pour les francophones.

Lors des réunions des membres du Conseil d'Administration [de l'ACFEO] tenues le 21 novembre 1959²⁹² et le 5 janvier 1960, avec les représentants de l'Université de Sudbury, en effet, le Recteur de cette université a clairement affirmé que la garantie de la dualité de cultures serait une condition essentielle de l'entrée de l'Université de Sudbury dans l'Université Laurentienne de Sudbury, et que, conséquemment le français ne serait pas menacé de décadence dans les cadres d'une fédération universitaire telle que celle qui fut alors proposée. Or, voici que dans les tractations subséquentes entrent les RR. PP. Jésuites de l'Université de Sudbury et les Églises anglicane et unie, des modifications importantes sont survenues particulièrement au sujet de la dualité de cultures. Le français ne garde plus une position solide et peut être soumis à des caprices de gouvernement universitaire, qui en compromettraient l'existence et le progrès. Le conseil d'Administration voit dans cette modification du projet de loi PR 6 « Laurentian university of Sudbury » un réel danger pour la politique française de cette université et, par ricochet, pour la politique scolaire franco-ontarienne aux échelons primaires et secondaires.²⁹³

Récapitulons donc; Gaston Vincent s'était opposé au projet. Suite à son décès, une rencontre fut organisée par l'ACFEO pour revoir l'idée de fonder une université sur le modèle d'une fédération.

²⁹⁰ Émile Bouvier et les directeurs de différentes associations franco-ontariennes et des représentants de l'Université de Sudbury, procès-verbal, *op. cit.*, p. 7.

²⁹¹ *Ibid.*, p. 42.

²⁹² *Ibid.*, p. 3.

²⁹³ « Déclaration de l'Association canadienne-française d'Ontario », Ottawa, 16 mars 1960. Archives de l'Université de Sudbury, les archives des Jésuites, Boîte 116 – Émile Bouvier 1957-1960, archives ouvertes ; dossier note bibliographiques.

Alors que le recteur Bouvier était presque parvenu à les convaincre, les changements survenus à la formule réduisant la place de la culture française dans l'Université, et probablement le fait que cela s'est fait à leur insu, ont poussé l'ACEFO à s'opposer à l'intégration de l'Université de Sudbury à la fédération de l'Université Laurentienne de Sudbury.

D'autres oppositions au projet de fédération ont été répertoriées dans les archives des Jésuites de Sudbury. Selon le père Robillard, les Jésuites souhaitaient « une université qui, *de jure et de facto*, fut confessionnelle et en état, tout en étant bilingue, d'assurer aux Canadiens français un traitement de faveur »²⁹⁴. Lorsqu'ils ont fondé l'Université de Sudbury en 1957, ils ont opté pour le bilinguisme dans l'espoir de recevoir du financement provincial. Toutefois, le gouvernement impose que la direction d'institution universitaire soit non confessionnelle. Les Jésuites ont ainsi accepté de travailler avec d'autres groupes religieux de la région pour trouver une formule universitaire qui conviendrait à tous. Certes, des concessions allaient être nécessaires pour fonder une université avec des groupes de langue et de religions différentes. Ainsi, lorsque les églises protestantes ont demandé aux Jésuites la déconfessionnalisation du collège universitaire, les Jésuites ont jugé que la confessionnalité pourrait tout de même être assurée par leur présence comme Jésuites à la tête de ce collège universitaire. Mais l'Église protestante s'oppose également à ce que les Jésuites prennent la direction du collège universitaire.

Il y eut aussi de l'opposition interne. Selon le père Robillard, les Jésuites doivent se retirer du projet de la fédération puisqu'ils devraient renoncer aux principaux facteurs qui les avaient incités à se joindre à une telle fédération ; la confessionnalité et l'instruction des Franco-Ontariens²⁹⁵. Contrairement au père Meunier, père Robillard est d'avis qu'il vaut mieux sacrifier

²⁹⁴ J. Robillard, S. J., « La question de l'Université », février 1960. Sudbury, Archives de l'Université de Sudbury, les archives des Jésuites, Boîte 116 – Émile Bouvier 1957-1960, archives ouvertes ; dossier correspondances (5).

²⁹⁵ J. Robillard, S. J., « La question de l'Université », *op. cit.*

de l'argent que des principes. Cette opposition au projet de fédération est écrite à la main dans un document datant de février 1960. Nous ne savons pas qui a pu lire l'argumentaire proposé par ce père jésuite, quelques semaines seulement avant que le gouvernement de l'Ontario approuve la formule de l'Université Laurentienne de Sudbury, le 28 mars 1960. Bien qu'on ignore la portée de ce texte et qu'il s'agisse d'une opinion individuelle, ce texte nous permet de constater que certains Jésuites s'opposaient au projet encore en 1960. L'argumentaire du père Robillard nous semble s'inspirer des préoccupations avancées par le père Dubé exilé, concernant la responsabilité des Jésuites de Sudbury de continuer à défendre les Franco-Ontariens du Nord.

Notre institution de Sudbury a sa part – importante – dans la formation et la vie de cette conscience, et pour la Minorité [sic] franco-ontarienne et pour les autres. Elle a contribué aux biens du patrimoine culturel et religieux de l'Ontario français. Elle en fait partie intégrante. Sérieuse responsabilité. N'est-ce pas un engagement à la fidélité sans faiblesse et sans peur ?²⁹⁶

À la lumière de cette analyse, il est clair que les Jésuites ne s'entendent pas tous quant à l'importance de poursuivre leur engagement auprès des Franco-Ontariens comme le désire le père Dubé. Certains, dont le père Bouvier, estiment que la mixité des cultures et même des religions est le meilleur moyen pour préserver la foi. Au-delà des facteurs structurels (conditions au financement de la province), qu'est-ce qui explique ce désengagement des Jésuites envers la question nationale durant l'après-guerre ? Pourquoi certains Jésuites commencent-ils à valoriser la « mixité des cultures » alors que d'autres vont continuer à avoir un discours national prônant l'unicité culturelle?

Dans le premier chapitre, nous avons soulevé l'émergence de la philosophie personnaliste qui a influencé le virage social de l'Église catholique durant les années 1930 et d'après-guerre. Cela dit, est-ce le personnalisme qui aurait détourné les Jésuites du nationalisme? Ce serait alors

²⁹⁶ Charles Dubé S.J., « Orientation de notre Université », *op. cit.*, p. 13.

ce changement de perception qui leur aurait fait « aimer » le bilinguisme, ou au moins qui serait à l'origine des divisions sur la question au sein de la congrégation jésuite de Sudbury.

L'individualisme et le matérialisme sont pour le clergé catholique les plus grands obstacles à la réalisation de leur ambition, soit d'assurer la survie de l'Église catholique et de la foi chrétienne dans un monde en profonde remise en question. La façon de se moderniser pour contrer cette menace n'est toutefois pas perçue de la même manière par tous. Nous pensons que c'est le cas entre autres, du père Dubé et du père Bouvier; ils s'inscrivent tous deux dans la modernité, mais la perçoivent de manière différente. Pour Bouvier, influencé par le personnalisme, la modernité signifie mettre l'accent sur le social, alors que pour Dubé, la modernité passe plutôt par l'autonomie culturelle.

Ces différentes « voies vers la modernité » sont directement liées à l'idée qu'on a explorée au premier chapitre du « no man's land » idéologique sur le plan national. Les Jésuites de Sudbury sont, comme les minorités linguistiques du pays, dans une période de redéfinition de soi. C'est ainsi que s'explique la faiblesse relative de l'engagement des Jésuites envers la collectivité franco-ontarienne; tout comme la communauté qu'ils tentent de représenter, les Jésuites sont tiraillés de l'intérieur à savoir quelle est l'approche qui leur permettra de mieux lutter contre le matérialisme et qui assurera leur survie.

3.2.2 *Les Sainte-Croix de Moncton : travailler dans les coulisses de la Commission Deutsch*

Contrairement au cas de l'Université Laurentienne, les négociations ayant mené à la mise en place de l'Université de Moncton opposaient des communautés religieuses francophones catholiques qui assumaient déjà la direction d'établissements d'enseignement dans la province. De plus, les négociations se sont déroulées dans le cadre de la Commission Deutsch, c'est-à-dire dans

un processus global de réforme du secteur postsecondaire. Cela dit, toutes les institutions de la province qui souhaitent communiquer leurs idées ont eu une plateforme pour le faire. Parallèlement à la Commission d'enquête, les représentants de certaines institutions ont dialogué afin de faire front commun. L'objectif de notre prochaine partie s'inscrit donc dans ce raisonnement : nous voulons démontrer que les Sainte-Croix ont stratégiquement travaillé pour que la Commission Deutsch recommande la création de l'Université de Moncton, c'est-à-dire d'une université unilingue réunissant l'ensemble des Collèges francophones, mais centrée à Moncton. Selon le père Cormier « Si une université de langue française a été instituée à Moncton en 1963, c'est que plusieurs événements préparatoires ont concouru efficacement à rendre plus acceptable la position prise par la Commission royale d'enquête sur l'enseignement supérieur au Nouveau-Brunswick »²⁹⁷.

Le 9 décembre 1961, deux jours avant l'audience publique de l'Université Saint-Joseph devant la Commission Deutsch, eut lieu une réunion des trois collèges. À l'ordre du jour de cette réunion, on précise la stratégie souhaitée en vue de l'audience du 11 décembre à Fredericton : « ne pas dire ce qu'on voudrait dire, et donner l'impression qu'on en dit beaucoup »²⁹⁸. Cette phrase donne le ton à cette section de notre analyse puisqu'elle établit que l'Université Saint-Joseph possède des objectifs spécifiques à l'égard de la Commission Deutsch, mais qu'elle compte faire preuve de retenue et de tact devant les commissaires. Un document produit par l'Université Saint-Joseph quelques mois plus tôt intitulé « Le problème de la Direction dans l'œuvre de l'Éducation supérieure » permet d'identifier l'objectif spécifique des dirigeants de l'Université Saint-Joseph. « Ce document est un complément au projet de mémoire destiné à la Commission royale sur

²⁹⁷ Cormier, *L'Université de Moncton, historique*, op cit., p. 27.

²⁹⁸ « Les trois conseils », l'Université Saint-Joseph, 9 décembre 1961, CEAAC, fonds Collèges/Université Saint-Joseph, PI 3250 01.

l'éducation supérieure au Nouveau-Brunswick. Il contient une étude sur un problème délicat qui ne sera pas discuté devant la Commission, mais auquel de nombreux Acadiens sont intéressés »²⁹⁹. Le problème délicat en question concerne la direction de la nouvelle université « Si nos institutions d'enseignement supérieur étaient toutes dirigées par une seule et même communauté religieuse, l'adoption d'un plan rationnel serait relativement facile. Mais pour le moment, ce sont deux communautés qui jouent un rôle de premier plan dans la direction de nos principales institutions d'enseignement »³⁰⁰. On constate que plus de quatre mois avant la soumission du mémoire de l'Université Saint-Joseph, les Sainte-Croix étaient conscients qu'une nouvelle institution d'éducation supérieure serait fort probablement créée. Dans ce document, on explique comment les Sainte-Croix envisagent d'organiser la direction de la nouvelle institution pour éviter de pousser les pères Sainte-Croix et les pères Eudistes « à la concurrence hostile, à la rivalité, aux duplications affaiblissantes »³⁰¹. Les pères Eudistes ont eux aussi joué un rôle de premier plan dans la direction des institutions d'éducation supérieure en Acadie du Nouveau-Brunswick, étant à la tête de deux collèges classiques dans le nord de la province, à Bathurst et à Edmundston.

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick, en fondant l'Université de Moncton, accorde du financement à une institution confessionnelle. Alors que cela est impossible du côté de l'Ontario, le rapport Deutsch recommande que les pouvoirs administratifs de l'Université de Moncton soient dévolus à un Conseil d'administration composé de sept membres nommés par la congrégation de Sainte-Croix³⁰². Selon le père Cormier, cette recommandation a semé plusieurs inquiétudes au sein des Sainte-Croix; « Au Conseil on se disait : ne serait-il pas plus normal de

²⁹⁹ Commission d'enquête royale l'enseignement supérieur au N.-B., « Université Saint-Joseph, le problème de la Direction dans l'œuvre de l'Education supérieure », le 20 juillet 1961. CEAAC, fonds Collège/Université Saint-Joseph Pl. 3150.13, p.1.

³⁰⁰ *Ibidem*.

³⁰¹ *Ibidem*.

³⁰² « Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement supérieur au Nouveau-Brunswick », *op. cit.*, p. 99.

confier la gouverne de l'Université à un corps plus représentatif de toute la population francophone de la province? »³⁰³. Cette question fut posée au supérieur général de la congrégation à Rome, le R. P. Germain-M. Lalande. Celui-ci, appuyé par son conseil, conclut que les Sainte-Croix ne devaient plus être à la tête de l'Université de Moncton; « Si le gouvernement du Nouveau-Brunswick verse désormais à l'Université des deniers publics, ce n'est pas à nous ici à Rome qu'il appartient de contrôler la façon dont ces subventions vont être utilisées. Le plus tôt possible, instituez une corporation de citoyens responsables au gouvernement »³⁰⁴. Les Sainte-Croix se sont alors progressivement écartés de la direction de l'Université, qui est devenue officiellement laïque en 1967. Cette laïcisation de l'Université de Moncton n'a toutefois pas été une condition de sa fondation. Au contraire, le gouvernement provincial comptait sur l'expérience des Sainte-Croix pour en assumer la direction, au moins initialement. Cependant, c'est le fait que l'institution recevait du financement provincial qui a poussé la direction des Sainte-Croix elle-même, quelques années plus tard, à déterminer qu'elle ne devait plus s'ingérer dans ce qui était désormais une affaire publique du Nouveau-Brunswick. Le scénario à Moncton était donc très différent de celui de Sudbury, où le gouvernement refusait catégoriquement d'accorder du financement à des universités confessionnelles, d'où l'idée de la fédération de l'Université Laurentienne.

Avant de recommander la création d'une université francophone publique au Nouveau-Brunswick, la Commission Deutsch s'est chargée de nommer la nouvelle institution avec l'appui des trois universités francophones de la province. Dans une entente conclue le 15 décembre 1961 entre les représentants des universités Sacré-Cœur de Bathurst, Saint-Joseph de Memramcook, Saint-Louis d'Edmundston et la Commission Deutsch, on constate que les trois universités signent la création d'une institution que l'on nommerait « Université Notre-Dame » : *The University*

³⁰³ Cormier, *L'Université de Moncton, historique*, op. cit., p. 345.

³⁰⁴ *Ibid.*, p. 346.

*proper will become; Université Notre-Dame. All participating institutions will adopt the name "college"; Saint-Joseph, Sacred Heart, Saint-Louis »*³⁰⁵. Or, dans le rapport de la Commission Deutsch, c'est « Université de Moncton » et non « Université Notre-Dame » qui est mentionné. Néanmoins, ce changement du nom de l'institution ne s'est pas fait à l'insu des trois universités francophones. À dire vrai, le président de la Commission, John Deutsch, s'est assuré que ce changement soit accepté unanimement par les recteurs de trois universités pour éviter toute contrariété. En analysant une correspondance datant de février 1962, on constate que le commissaire avait pris la peine d'écrire aux recteurs de l'Université Sacré-Cœur (22 février), de l'Université Saint-Louis (26 février) et de l'Université Saint-Joseph (28 février)³⁰⁶. Dans chacune de ces lettres, le commissaire Deutsch demande aux recteurs la confirmation que le nom déterminé à la rencontre du 15 décembre 1961 de « Université de Notre-Dame » est changé au nom de « Université de Moncton »³⁰⁷. En réponse à cette lettre, le commissaire président a reçu l'approbation de chacun des responsables confirmant le nom de « Université de Moncton » pour la nouvelle université. Ainsi, lorsque le rapport final de la Commission Deutsch daté du 21 juin 1962 est soumis au gouvernement, le nom de l'institution avait été accepté unanimement et officiellement par les partis concernés, et ce depuis déjà quelques mois.

Alors que le nom de la nouvelle université est discuté parallèlement aux audiences de la Commission, quelles considérations ont été communiquées officiellement dans le mémoire soumis par l'Université Saint-Joseph? En consultant le procès-verbal de l'audience publique de l'Université Saint-Joseph devant la Commission Deutsch, le 11 décembre 1961, on constate que

³⁰⁵ « French University in New Brunswick », Fredericton, 15 décembre 1961. CEAAC, SAC-630715 C2-0001, p. 1.

³⁰⁶ « Soumissions/audience publique », noms de l'Université de Moncton, correspondances entre John J. Deutsch et les représentants des trois universités francophones (Saint-Joseph, Clément Cormier ; Sacré-Cœur, Arthur Gauvin ; Saint-Louis, François Bourque), du 22 au 28 février 1962. CEAAC, fonds de la Commission Deutsch, C155, 010.

³⁰⁷ Correspondance personnelle et confidentielle entre le père Gauvin de l'Université Sacré-Coeur et le commissaire président John J. Deutsch, 22 février 1962. « Soumissions/audience publique », *op. cit.*

c'est la situation d'injustice dans le domaine de l'éducation supérieure entre les francophones et les anglophones de la province qui fut la plus débattue « *I think the French speaking population is in less fortunate situation than is the English speaking population* », affirme Cormier aux commissaires³⁰⁸. Le commissaire président lui demande alors s'il considère que cette situation a pour effet d'offrir davantage de possibilités à la population anglophone qu'à la population francophone au Nouveau-Brunswick. Le père Cormier confirme cette affirmation³⁰⁹. La notion d'une inégalité systémique provoquée par le dispositif de financement aux universités néobrunswickoises, avancée par l'Université Saint-Joseph, est reprise par la Commission Deutsch dans son rapport. Le constat proposé par la Commission Deutsch dans ce rapport soutient que le système en place ne répond plus aux besoins de la province en matière d'éducation supérieure, en plus de nuire au développement des universités francophones. Le monopole des subventions accordées à la University of New Brunswick est, selon le rapport, la source du déséquilibre :

Depuis près de 175 ans, la province limite son aide presque exclusivement à cette institution (UNB) et, malgré tout, celle-ci ne recrute encore qu'une très faible proportion des élèves de langue française. L'absence d'institution appropriée d'enseignement dans leur langue en d'autres endroits de la province aurait probablement pour résultat non pas d'attirer plus d'étudiants francophones à l'institution provinciale, mais plutôt de maintenir dans un état d'infériorité le régime d'enseignement destiné à l'élément de la population qui s'accroît le plus rapidement à l'heure actuelle. Par conséquent, la Commission ne peut pas considérer comme pratique, opportune ou objective la proposition voulant que la province continue de limiter son aide à l'Université du Nouveau-Brunswick.³¹⁰

La solution pour la Commission Deutsch est donc de mettre en place une université de langue française financée de manière équitable à même les deniers publics pour servir adéquatement la population francophone, comme le fait l'Université du Nouveau-Brunswick pour les anglophones.

³⁰⁸ « Audiences publiques », Université Saint-Joseph. CEAAC, fonds de la Commission Deutsch, C155, 002, p. 25.

³⁰⁹ *Ibidem*.

³¹⁰ « Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement supérieur au Nouveau-Brunswick », *op. cit.*, p. 89.

Le fait que les institutions anglophones aient participé à la Commission Deutsch a été fortement positif pour les francophones, pour la création de l'Université de Moncton. Ensemble les universités/collèges confessionnelles du Nouveau-Brunswick ont été en mesure de démontrer que le financement n'était pas fait également – que l'Université du Nouveau-Brunswick recevait plus d'argent que toutes les autres institutions regroupées. Dans un contexte de démocratisation de l'éducation, cela a donc eu du retentissement chez le gouvernement qui a pris conscience de cette situation et a voulu la corriger. Puisque la reconfiguration profitait à des institutions des deux groupes linguistiques, faire un tel changement était assez facilement envisageable. Le fait que les institutions confessionnelles des deux langues aient été prêtes à la cohabitation pacifique – à condition d'obtenir un plus gros morceau de la « tarte » financière dévouée au postsecondaire – est donc l'une des principales raisons de l'emplacement de l'université acadienne à Moncton. C'est dans ce contexte favorable que l'Université de Moncton a pu recevoir du financement provincial au même titre que ses homologues anglophones. Si la demande de transformation avait été le fait des francophones et de l'Université Saint-Joseph uniquement, peut-être que le gouvernement (ou la Commission) n'aurait pas été aussi réceptif aux requêtes des Acadiens.

3.2.3 *Constats*

Les différents acteurs (individus, associations, entités confessionnelles) ont-ils réussi à conjuguer leurs efforts pour atteindre la création des universités? Prenons d'abord le cas de l'Université de Moncton. La congrégation des pères Sainte-Croix à Moncton semble n'avoir eu qu'un seul objectif – la création d'une université française pour desservir les Acadiens. Contrairement aux Jésuites, ils n'ont pas de tension interne qui nuit à l'atteinte de cet objectif. Les Sainte-Croix ont cherché à convaincre le gouvernement, par l'intermédiaire de la Commission

Deutsch, que les Acadiens étaient défavorisés dans le système d'éducation postsecondaire. La Commission Deutsch était chargée d'étudier en profondeur et globalement la question. Les Sainte-Croix ont stratégiquement travaillé à ce que la Commission recommande de créer une université de langue française à Moncton. La stratégie employée fut manifestement fructueuse. Le fusionnement des collèges classiques francophones de la région fut difficile à avaler, mais, les représentants de ces institutions ont fini par accepter, parfois à contrecœur, de nombreuses concessions pour que soit mise en place l'Université de Moncton. Finalement, le seul autre « conflit » fut quant à la direction de l'université – la Commission voulait que ce soit la congrégation, alors que les supérieurs de la congrégation ont fini par affirmer qu'ils ne voulaient pas s'ingérer dans les affaires du Nouveau-Brunswick. Mais cela s'est produit à la suite de la création de l'Université. Le critère de la laïcité ne fut donc pas un prérequis à sa création. Ainsi, les acteurs concernés ont effectivement réussi à conjuguer leurs efforts pour atteindre la création de l'Université de Moncton.

Dans le cas de l'Université Laurentienne, cette section nous permet de démontrer que la collaboration entre les acteurs fut plus difficile à atteindre. En effet, les deux écoles de pensée au sein de la communauté jésuite elle-même ont manifestement nui aux négociations. Un résumé des arguments contre la fédération vaut la peine d'être intégré en guise de conclusion :

On [les Jésuites de Sudbury] nous accuse de nous livrer entre les mains d'un Bureau de Gouverneurs à majorité protestante ; d'avoir été dupés en n'obtenant pas un Bureau de Gouverneurs qui aurait reflété la majorité de la région ; de sacrifier notre indépendance culturelle et religieuse ; d'entraîner nos élèves dans une masse qui sera éventuellement à majorité anglaise et de risquer ainsi leur culture française et peut-être leur foi. On nous prédit que les protestants essaieront de prendre le contrôle de toute l'Université, petit à petit, peut-être très vite ; qu'on nous arrachera bientôt ce qui nous reste. Les exigences actuelles de certaines personnes semblent donner raison à ces craintes. Malgré tous ces obstacles et ces oppositions, les responsables

catholiques de l'Université de Sudbury acceptent le risque d'une Fédération et comptent sur l'esprit de justice de leurs alliés et sur leurs paroles données.³¹¹

Nous constatons que les attentes du milieu francophone, en Ontario, étaient finalement semblables à celles en Acadie. Les Jésuites, sous l'impulsion du père Bouvier ont toutefois décidé d'entrer dans la fédération malgré la forte opposition au projet, tant de la part des associations francophones que de certains Jésuites. Notre analyse nous permet de proposer une explication à ce choix : les dirigeants jésuites ont été séduits par la possibilité d'ériger et de diriger une université de prestige, et ultimement, cette idée leur a semblé antithétique à celle de desservir une communauté minoritaire avant tout. L'idée d'une université fédérée leur a semblé un bon compromis, un moyen d'allier ces deux objectifs ; ils ont ainsi pris le risque d'entrer dans la fédération de l'Université Laurentienne.

Nous avons présenté l'idée que le personnalisme est en partie responsable des divergences d'opinions au sein des Jésuites durant les années d'élaboration de l'Université Laurentienne. Le raisonnement des Jésuites favorables à l'intégration à la fédération Laurentienne peut être vu comme compatible avec la philosophie du personnalisme qui, selon nous, a détourné une partie des Jésuites d'une perspective plus nationaliste. Cela implique que le personnalisme a indirectement affecté le statut bilingue de l'Université Laurentienne. Dans le cas acadien, bien que certains Sainte-Croix aient également été sensibilisés à cette conception personnaliste (dont le père Cormier), ils ont résolument travaillé pour que l'Université de Moncton soit unilingue française et acadienne, ce qui soulève un paradoxe fort intéressant. Le père Clément Cormier et le premier ministre Louis J. Robichaud ont tous deux été formés à l'épicentre de la pensée personnaliste au Canada français, chez le père dominicain Georges-Henri Lévesque à l'Université Laval. Ils ont

³¹¹ « Concessions consenties par l'Université de Sudbury ». Archives de l'Université de Sudbury, les archives des Jésuites, Boîte 116 – Émile Bouvier 1957-1960, archives ouvertes ; dossier correspondances (5).

néanmoins fini par créer une institution unilingue francophone pendant que le personnalisme a détourné les Jésuites de Sudbury de cet objectif. Le paradoxe, c'est que le personnalisme de Georges-Henri Lévesque « gagne » en Ontario et « perd » en Acadie. Une étude comparative entre l'impact spécifique du personnalisme sur les Sainte-Croix et les Jésuites déborde de notre cadre d'analyse. Cela dit, il serait très pertinent que d'autres chercheurs s'y attardent pour comprendre le paradoxe que nous relevons.

Conclusion

Dans le cadre de cette thèse, nous voulions savoir si les congrégations religieuses des Jésuites et des Sainte-Croix avaient activement contribué à la mise en place des statuts linguistiques des universités Laurentienne et de Moncton. Notre recherche des facteurs externes et internes nous a mené à nombre de constats qui nous permettent de répondre à notre problématique.

Dans le contexte d'après-guerre, caractérisé par de la forte croissance économique, le baby-boom et l'interventionnisme étatique croissant, la modernité a amené des changements dans le discours et les intentions des deux congrégations que nous examinons ici. Toutes deux se mettent à rêver de fonder une véritable université, mais avec des intentions quelque peu différentes. En incorporant de nouvelles disciplines et en accueillant des professeurs laïcs dès les années 1940, les Sainte-Croix de l'Université Saint-Joseph s'ouvrent à une approche pédagogique renouvelée. L'influence du père Levesque de l'Université Laval a facilement trouvé écho dans cette institution. Durant les mêmes années, les Jésuites de Sudbury se questionnent à savoir comment protéger « le garçon d'aujourd'hui » du matérialisme et de l'individualisme de plus en plus présents dans le milieu. La formation d'une élite véritablement catholique demeure leur préoccupation première dans ce nouveau contexte.

Or, le contexte provincial ne sourira pas aux Jésuites. En Ontario, en effet, on constate graduellement que le gouvernement impose la laïcité comme condition pour recevoir du financement. Au Nouveau-Brunswick, au contraire, le gouvernement prend le pari de l'expansion des institutions confessionnelles existantes pour bonifier l'offre de programmes postsecondaires sur l'ensemble du territoire. Le contexte politique en matière de financement a donc contribué aux décisions des congrégations. Dans le cas des Jésuites, cette condition au financement les a poussés à des compromis. Ils concèdent d'emblée le bilinguisme, pour peu à peu se rendre compte que cela

ne suffira pas, et qu'ils devront accepter de surcroît l'insertion de leur institution à l'intérieur d'une fédération universitaire laïque, l'Université Laurentienne. Ce compromis, doublement imparfait à leurs yeux, leur permet toutefois de conserver la confessionnalité de l'Université de Sudbury, qui devient une « université fédérée ». Les Sainte-Croix, eux, n'ont pas été contraints par ce même facteur, puisque le gouvernement accepte sans broncher, dans la foulée de la Commission Deutsch, que des religieux soient à la tête d'une nouvelle université francophone publique.

Au moment de la création de l'Université Laurentienne, les Jésuites, dont une part influente adhère au personnelisme, se disent ultimement dotés de la responsabilité d'offrir leurs services à tous les catholiques, sans trop distinguer entre francophones et anglophones. Ils estiment ne plus pouvoir aussi clairement favoriser un groupe culturel ; ils doivent offrir à tous la possibilité d'une instruction religieuse. Un schisme s'est ainsi développé entre la communauté franco-ontarienne et la direction des Jésuites. L'opposition de l'ACFEO à la fédération Laurentienne est une preuve de cette division. Les organismes franco-ontariens refusent la fédération; les Jésuites l'acceptent. Du côté de l'Université de Moncton, les Acadiens ont continué à avoir confiance aux Sainte-Croix. Nous sommes d'avis que le rapport étroit entre les Sainte-Croix et les Acadiens a favorisé la création d'une université unilingue française. À l'inverse, la faiblesse relative de l'engagement des Jésuites envers la collectivité franco-ontarienne au tournant des années 1950 s'explique, en grande partie par l'émergence d'une pensée personneliste qui a écarté les religieux des perspectives plus nationalistes qui étaient jusque-là les leurs.

Bien sûr, certains Jésuites, dont le père Charles Dubé, se préoccupent de l'assimilation de la culture franco-ontarienne dans une institution d'enseignement bilingue. Ils s'opposent au changement d'orientation des Jésuites, arguant que si les Jésuites arrêtent d'œuvrer pour les Franco-Ontariens, ils succombent à l'individualisme. Mais il n'y avait pas d'unanimité dans le

camp jésuite ; pour d'autres, il était temps d'arrêter l'isolement des Franco-Ontariens dans des collèges classiques, et de favoriser la mixité des cultures, des langues et même des religions dans de véritables universités qui ne pouvaient être, selon eux, que bilingues. C'est l'opinion du recteur Bouvier et de son groupe. Si les Jésuites veulent continuer à œuvrer exclusivement pour les Franco-Ontariens, ils devront abandonner le statut d'université et être seulement un collège classique privé. Pour cette faction des Jésuites, en définitive, l'idée d'une université francophone et catholique semble provinciale, insulaire, limitée et relever d'un esprit de clocher. Ainsi, au sein des Jésuites de Sudbury s'élève une divergence d'opinions quant aux priorités, ce qui nuit aux négociations pour la fondation de l'Université Laurentienne. Notre étude révèle que le Recteur Bouvier était en faveur de l'entrée de l'Université de Sudbury dans la fédération Laurentienne. La seule concession qu'il a cherché à obtenir est que l'Université de Sudbury soit, parmi les entités fédérées, la seule qui soit désignée comme « collège universitaire » ayant le droit d'établir des facultés. Il n'obtiendra finalement pas cette concession, mais convaincra la congrégation d'aller de l'avant malgré tout.

En Acadie, par contre, la langue et la religion pourront continuer à faire front commun, tant à l'intérieur de la congrégation que dans la communauté. L'éducation supérieure des Acadiens avait été le principal combat du père Clément Cormier, alors que le père Bouvier avait été nommé pour diriger la transition de l'Université de Sudbury vers la Laurentienne. Les Sainte-Croix avaient un consensus interne sur l'orientation de la nouvelle Université de Moncton, consensus favorisé, nous l'avons vu, par le fait que la province ne cherche pas à instaurer la laïcité. Quoi qu'il en soit, ce consensus favorise une concentration des efforts et des ressources pour atteindre un objectif commun : une université de langue française. Ils ont stratégiquement travaillé avant, pendant et après la Commission Deutsch pour fournir les arguments les plus propices pour arriver à leurs fins.

Les Sainte-Croix, dans un climat provincial plus ouvert, ont fait valoir le besoin de financer une université de langue française au nom de l'égalité pour tous. Ils ont également négocié avec les dirigeants des autres collèges classiques francophones de la province, et surtout avec la congrégation des Eudistes, pour que tous acceptent la direction de la nouvelle université. Il y avait donc une unité au sein des Sainte-Croix et une division entre les Jésuites. Cette distinction fait donc partie de notre argumentaire – le manque d'unité des Jésuites a contribué au bilinguisme, le consensus des Sainte-Croix a contribué à l'unilinguisme.

Les Jésuites, nous l'avons vu, sont plus axés sur les valeurs chrétiennes et l'action sociale chrétienne, et tiennent donc plus à la confessionnalité, alors que les Sainte-Croix, bien qu'aussi marqués par le personnalisme, sont par ailleurs aussi des réformateurs ouverts à la collaboration avec des laïcs. Mais, comble du malheur, pour ce qui concerne les pressions externes c'est l'inverse. Les Jésuites sont exposés à de nombreuses pressions pour faire des concessions à la laïcité, alors qu'aux Sainte-Croix modernisateurs, on ne demande rien en ce sens. Mis devant le choix de la sauvegarde de la langue ou de la religion, les Jésuites ont somme toute choisi la religion. Si la préoccupation première avait été la langue, ils n'auraient pas accepté le bilinguisme comme le premier de leurs compromis, dès 1957. Malgré la forte opposition de certains Jésuites et d'associations franco-ontariennes au projet, l'Université de Sudbury s'est jointe à la fédération Laurentienne. Le prestige d'adhérer à une université a ultimement été privilégié. Et à ce point, il aurait été difficile de revenir sur le premier compromis, celui du bilinguisme, qui avait été fait en vain dans l'espoir d'avoir une université entièrement jésuite.

Dans nos deux cas d'étude, la langue et la religion sont des éléments centraux. Toutefois la manière de défendre ces composantes, fondamentales aux sentiments identitaires franco-ontarien et acadien, ne fut pas la même. En Ontario, on finit par défendre séparément la langue et

la religion. Les Jésuites vont défendre, de manière générale, la confessionnalité alors que les associations franco-ontariennes vont défendre la langue. Les intérêts de chacun de ces groupes se heurtent à certains égards. Le mieux pour la langue n'est pas nécessairement le mieux pour la foi. Les Sainte-Croix n'ont pas, eux, à justifier leur confessionnalité. Ils doivent seulement défendre l'éducation postsecondaire en français. Ainsi, les composantes de la langue et de la religion pouvaient cohabiter. La thèse que nous défendons est que les congrégations religieuses ont effectivement joué un rôle décisif dans le statut linguistique des universités Laurentienne et de Moncton. Ce statut a également été influencé par une multitude de facteurs politiques et idéologiques qui marquent les années 1960 au Canada français.

Bibliographie

| |
|---------|
| Sources |
|---------|

Archives de l'Université de Sudbury, Sudbury

Sources manuscrites

J. Robillard, S. J., « La question de l'Université », février 1960. Sudbury, Archives de l'Université de Sudbury, les archives des Jésuites, Boîte 116 – Émile Bouvier 1957-1960, archives ouvertes ; dossier correspondances (5).

Sources imprimées

Bouvier, Émile, « L'Université Laurentienne de Sudbury », 1960. Sudbury, Archives de l'Université de Sudbury, les archives des Jésuites, Boîte 116 – Émile Bouvier 1957-1960, archives ouvertes ; dossier correspondance (1).

Bouvier, Émile, directeurs de différentes associations franco-ontariennes et des représentants de l'Université de Sudbury, procès-verbal, maison franco-ontarienne, Ottawa, 21 novembre 1959. Archives de l'Université de Sudbury, les archives des Jésuites, Boîte 116 – Émile Bouvier 1957-1960, archives ouvertes ; dossier historique du projet de la fédération 1957-1959.

« Cahier *L'Entr'aide* », décembre 1959, 34^e année, cahier 3, Archives de l'Université de Sudbury, Collège Sacré-Cœur, boîte 235.

« Concessions consenties par l'Université de Sudbury ». Archives de l'Université de Sudbury, les archives des Jésuites, Boîte 116 – Émile Bouvier 1957-1960, archives ouvertes ; dossier correspondances (5).

« Déclaration de l'Association canadienne-française d'Ontario », Ottawa, 16 mars 1960. Archives de l'Université de Sudbury, les archives des Jésuites, Boîte 116 – Émile Bouvier 1957-1960, archives ouvertes ; dossier note bibliographiques.

Dubé, Charles S.J., « Orientation de notre université », Deuxième section, janvier 1957. Archives de l'Université de Sudbury, les archives des Jésuites, Boîte 116 – Émile Bouvier 1957-1960, archives ouvertes ; dossier historique du projet de la fédération 1957-1959.

Dubé, Charles S.J., « A PROPOS DE NOTRE UNIVERSITÉ », 14 mars 1956. Archives de l'Université de Sudbury, Fonds Président/Recteur, Series/Série - History, bills, statutes and charters / Histoire, projet de loi, statuts et chartes 1913-1967 ; dossier historique.

« Historique des événements préparatoires à la charte de l'Université de Sudbury », 2 septembre 1959 au 1^{er} février 1960. Archives de l'Université de Sudbury, les archives des Jésuites, Boîte 116 – Émile Bouvier 1957-1960, archives ouvertes ; dossier historique du projet de la fédération 1957-1959.

Janssens, T. R.P., J.-B., 2 janvier 1960, Rome, Italie. Archives de l'Université de Sudbury, les archives des Jésuites, Boite 116 – Émile Bouvier 1957-1960, archives ouvertes ; dossier correspondances (3).

« Journées pédagogiques provinciales », 4 et 5 janvier 1945. Archives de l'Université de Sudbury, Collège Sacré-Cœur, Boite 13 - Document interne 1943-1967, archives publiques ; dossier cours classique 1945-1948.

Meunier, Léon, S. J., « Pour ou contre la Fédération? », 21 février 1960. Archives de l'Université de Sudbury, les archives des Jésuites, Boite 116 – Émile Bouvier 1957-1960, archives ouvertes ; dossier correspondances (5).

« Quelques notes sur l'orientation de l'Université de Sudbury », Montréal, Janvier 1958. Archives de l'Université de Sudbury, Fonds Président/Recteur, Series/Série - History, bills, statutes and charters / Histoire, projet de loi, statuts et chartes 1959-1970 ; dossier quelques notes sur l'orientation de l'Université de Sudbury 1958.

Raymond, Alphonse, « Origines de l'Université de Sudbury », 1970. Archives de l'Université de Sudbury, fond archives des Jésuites, Boite 44 « Documents historiques : Ontario, North Bay, Chapleau, Diocèse de Sault Ste Marie 1946-1967 », archives ouvertes.

Raymond, Alphonse, « Orientation de notre université ». Archives de l'Université de Sudbury, Fonds Président/Recteur, Series/Série - History, bills, statutes and charters / Histoire, projet de loi, statuts et chartes 1913-1967 ; dossier Général orientation 1960-1973.

Richard, d'Auteuil S.J. Archives de l'Université de Sudbury, les archives des Jésuites, Boite 116 – Émile Bouvier 1957-1960, archives ouvertes ; dossier correspondances (7).

Publications gouvernementales

« Report of the Royal Commission on Education in Ontario, 1950 », Toronto, B. Johnston, Printer to the King, 1950. [<https://archive.org/details/reportofroyeduc1950onta>] (3 avril 2018).

Centre d'études acadiennes Anselme-Chiasson (CEAAC), Moncton

Sources imprimées

« Audiences publiques », Université Saint-Joseph. CEAAC, fonds de la Commission Deutsch, C155, 002.

Cadieux, Jean, *De l'Université Saint-Joseph à l'Université de Moncton*, Manuscrit, janvier 1997.

Commission d'enquête royale l'enseignement supérieur au N.-B., « Université Saint-Joseph, le problème de la Direction dans l'œuvre de l'Éducation supérieure », le 20 juillet 1961. CEAAC, fonds Collège/Université Saint-Joseph Pl. 3150.13.

« French University in New Brunswick », Fredericton, 15 décembre 1961. CEAAC, SAC-630715 C2-0001.

« Le bilinguisme à l'Université Saint-Joseph », texte non signé et non daté retrouvé dans les archives du père Clément Cormier, dans Jean, Cadieux, *De l'Université Saint-Joseph à l'Université de Moncton*, janvier 1997.

« Les trois conseils », l'Université Saint-Joseph, 9 décembre 1961. CEAAC, fonds Collèges/Université Saint-Joseph, PI 3250 01.

« Soumissions/audience publique », noms de l'Université de Moncton, correspondances entre John J. Deutsch et les représentants des trois universités francophones (Saint-Joseph, Clément Cormier ; Sacré-Cœur, Arthur Gauvin ; Saint-Louis, François Bourque), du 22 au 28 février 1962. CEAAC, fonds de la Commission Deutsch, C155, 010.

Sources publiées :

Congrégation de Sainte-Croix, Sainte-Croix au Canada, 1847-1947, Trois-Rivières, imprimerie Saint-Joseph, 1947.

Cormier, Clément, *L'Université de Moncton, historique*, Université de Moncton, Centre d'études acadiennes, 1976.

Publications gouvernementales

« Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement supérieur au Nouveau-Brunswick », Fredericton, Nouveau-Brunswick, juin 1962. CEAAC, AB 1177.

| |
|--------|
| Études |
|--------|

Ouvrage de référence

Chiasson, R.P. Anselme (dir.), *Bibliographie acadienne : listes de volumes, brochures et thèse concernant l'Acadie et les Acadiens*, Université de Moncton, Centre d'études acadiennes, 1976.

Ouvrages généraux

Boudreau, Jules, *Bâtisseurs de l'Acadie*, Tracadie-Sheila (Nouveau-Brunswick), Éditions La Grande Marée, 2014.

Couturier, Jacques Paul, et al., *Un passé composé : le Canada de 1850 à nos jours*, Moncton, Les Éditions d'Acadie, 2^e édition, 2000.

Dion, Léon, *Les intellectuels au temps de Duplessis*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1993.

Dion, Léon, *La révolution déroutée, 1960-1976*, Montréal, Éditions Boréal, 1998.

- Dumont, Fernand, *Le lieu de l'homme. La culture comme distance et mémoire*, Montréal, Hurtubise, 1968.
- Dumont, Fernand, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Éditions Boréal, 1993.
- Ferretti, Lucia, *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*, Montréal, Éditions Boréal, 1999.
- Hobsbawm, Eric et Terence Ranger, *The Invention of tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.
- Igartua, José, *The Other Quiet Revolution: National Identities in English Canada, 1945-71*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2006.
- Landry, Nicolas, et Nicole Lang, *Histoire de l'Acadie*, Québec, Septentrion, 2^e édition, 2014.
- Litt, Paul, *The Muses, the Masses, and the Massey Commission*, Toronto, University of Toronto Press, 1992.
- Nkembé, Théo, *Père Clément Cormier, fondateur en Acadie*, Moncton, s.n., 1979.
- Norrie Kenneth, Douglas Owsram et J. C. Herbert Emery, *A History of the Canadian Economy*, Toronto, Nelson College Indigenous, 4^e édition, 2007.
- Piotte, Jean-Marc, *Les neuf clés de la modernité*, Montréal, Les Éditions Québec-Amérique, 2001.
- Prost, Antoine, *Douze leçons de l'histoire*, Paris, Édition du Seuil, 2010.
- Roy, Fernande, *Histoire des idéologies au Québec aux XIXe et XXe siècles*, Montréal, Éditions Boréal, 1993.
- Shively, Philips et Jules-Pascal Venne, *Pouvoir et Décision, introduction à la science politique*, Québec, Les éditions de la chenelière, 3^e édition, 2013.
- Warren, Jean-Philippe, *L'engagement sociologique, la tradition sociologique du Québec francophone (1866-1955)*, Montréal, Éditions Boréal, 2003.
- Monographies**
- Anctil, Pierre, *Le Devoir, un journal indépendant : 1910-1995*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1996.
- Axelrod, Paul, *Scholars and Dollars: Politics, Economics, and the Universities of Ontario, 1945-1980*, Toronto, University of Toronto Press, 1982.

- Belliveau, Joel, *Le « moment 68 » et la réinvention de l'Acadie*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2014.
- Bock, Michel, *Comment un peuple oublie son nom : la crise identitaire franco-ontarienne et la presse française de Sudbury (1960-1975)*, Sudbury, Institut franco-ontarien / Prise de parole, 2001.
- Bock, Michel, *Quand la nation débordait les frontières : les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Hurtubise HMH, 2004.
- Bray, Matt (dir.), *L'Université Laurentienne : une histoire*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010.
- Choquette, Robert, *Langue et religion. Histoire des conflits anglo-français en Ontario*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1977.
- Choquette, Robert, *L'Église catholique dans l'Ontario français du dix-neuvième siècle*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1984.
- Choquette, Robert, *La foi gardienne de la langue en Ontario 1900-1950*, Québec, Bellarmin, 1987.
- Couturier, Jacques-Paul, *Construire un savoir, l'enseignement supérieur au Madawaska, 1946-1974*, Moncton, Les Édition d'Acadie, 1999.
- Gauvreau, Michael, *Les origines catholique de la Révolution tranquille*, Montréal, Éditions Fides, 2008.
- Gervais, Gaétan, *Des gens de résolution : le passage du Canada français à l'Ontario français*, Sudbury, Institut franco-ontarien/Prise de Parole, 2003.
- Dorais, François-Olivier, *Un historien dans la cité; Gaétan Gervais et l'Ontario français*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2016.
- Hautecoeur, Jean-Paul, *L'Acadie du discours : pour une sociologie de la culture acadienne*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1975.
- Jones, Glen A. (dir.), *Higher Education in Canada: Different Systems, Different Perspectives*, New York, Garland Publishing, 1997.
- Lamonde, Yvan, *La modernité au Québec 2: La victoire différée du présent sur le passé (1939-1965)*, Montréal, Éditions Fides, 2016.
- McRoberts, Kenneth, *Un pays à refaire : L'échec des politiques constitutionnelles canadiennes*, Montréal, Éditions Boréal, 1999.

Owram, Doug, *Born at the Right Time: a History of the Baby Boom Generation*, Toronto, University of Toronto Press, 1996.

Poirier, Pascal, *Le Père Lefebvre et l'Acadie*, Montréal, Kessinger Publishing, 1898.

Robichaud, Marc et Maurice Basque, *Histoire de l'Université de Moncton*, Moncton, Institut d'études acadiennes, 2013.

Robichaud, Marc, et Maurice Basque, *Audacieux et téméraire : le père Clément Cormier, c.s.c.(1910-1987), recteur-fondateur de l'Université de Moncton*, Moncton, Institut d'études Acadienne, 2017.

Robillard, Denise, *Monseigneur Joseph Charbonneau. Bouc émissaire d'une lutte de pouvoir*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2013.

Roby, Yves, *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre : rêves et réalités*, Sillery, Septentrion, 2000.

Stanley, Della, *Louis Robichaud, a decade of power*, Halifax, Nimbus publishing, 1984.

Thériault, Léon, *La question du pouvoir en Acadie: essai*, Éditions d'Acadie, Moncton, 1982.

Articles scientifiques

Allaire, Gratien, « Unilinguisme, bilinguisme et institution universitaire dans la francophonie des années 1960 », *Francophonies d'Amérique*, n° 14, 2002, p. 101-116.

Bienvenue, Louise, « Le collège classique comme lieu de mémoire : présences contemporaines d'une formation disparue », *Revue Mens*, Vol. XIII, n° 2, printemps 2013, p. 7-34.

Bock, Michel, « Une guerre sourde : la rivalité Ottawa – Sudbury et la jeunesse franco-ontarienne (1949-1965) », *Québec Studies*, n° 46, automne 2008 – hiver 2009, p. 19-31.

Bock, Michel et François-Olivier Dorais, « Quelle université pour quelle société? Le débat intellectuel sur la question universitaire en Ontario français depuis les années 1960 », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 41, 2016, p. 121-195.

Dennie, Donald, « De la difficulté d'être idéologue franco-ontarien », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 1, 1978, p. 69-70.

Dumont, Fernand, « Essor et déclin du Canada français ». *Recherches sociographiques*, Vol. 38, n° 3, 1997, p. 419-467.

Dupuis, Serge, Alyssa Jutras-Stewart et Renée Stutt, « L'Ontario français et les universités bilingues (1960-2015) », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 40, 2015, p. 13-104.

- Ferretti, Lucia, Yvan Lamonde, Denyse Baillargeon et Michael Gauvreau, *Compte rendu de The Catholic Origins of Quebec's Quiet Revolution*, Michael Gauvreau (Montréal, McGill-Queen's University Press, 2006), *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 60, n°3, 2007. p. 373-389.
- Gagnon, Marc-André, « Édifier l'État québécois : la transformation du discours public au sein de la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec, 1947-1962 », *Bulletin d'histoire politique*, Vol. 19, n° 3, printemps 2011, p. 161-169.
- Gauvreau, Micheal, « From Rechristianization to Contestation : Catholics Values and Québec Society, 1931-1970 », *Church History*, Vol. 69, n° 2, 2000, p. 803-833.
- Gervais, Gaétan, « Le règlement XVII (1912-1927) », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 18, 1996, p. 123-192.
- Hébert, Gérard « In memoriam: Émile Bouvier, S.J. 1906-1985. » *Relations industrielles*, Vol. 40, n° 2, 1985, p. 211-212.
- Laflamme, Simon et Rachid Bagaoui, « Les leaders franco-ontariens après l'État-providence ». *Recherches sociographiques*, Vol. 41, n° 2, 2000, p. 239-269.
- Levitt, Joseph, « La perspective nationaliste d'Henri Bourassa, 1896-1914 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 22, n° 4, mars 1969, p. 567-582.
- Massicotte, Julien, « Les nouveaux historiens de l'Acadie », *Acadiensis*, Vol. XXXIV, n° 2, printemps 2005, p. 146-178.
- Massicotte, Julien, « Portrait d'un « fondateur dans l'âme » : Clément Cormier, pionnier des sciences sociales en Acadie du Nouveau-Brunswick », *Acadiensis*, Vol. XXXVIII, n° 1, hiver/printemps 2009, p. 3-32.
- Meunier, Martin et Jean-Philippe Warren, « De la question sociale à la question nationale: le cas de la revue *Cité libre* », *Recherches sociographiques*, Vol. 39, n° 2-3, 1998, p. 291-316.
- Miville, Serge, « De la difficulté de penser l'Ontario français », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 43, 2018, p. 57-97.
- Pelletier, Lucien, « Les Jésuites de Sudbury vers 1960 : une mutation difficile », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 37, 2012, p. 13-81.
- Richard, Chantal, « Le récit de la Déportation comme mythe de création dans l'idéologie des Conventions nationales acadiennes (1881-1937) », *Acadiensis*, Vol. 36, n° 1, 2006, p. 69-81.
- Robillard, Denise, « L'Ordre de Jacques Cartier et les droits des Franco-catholiques en Ontario, 1926-1931 », *Études d'histoire religieuse*, Vol. 74, 2008, p. 93-111.

Savard, Pierre, « De la difficulté d'être Franco-Ontarien », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 1, 1978, p. 11-22.

Savoie, Alexandre J., « Les communautés religieuses et l'enseignement au Nouveau-Brunswick depuis 1872 », *Sessions d'études – Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*, Vol. 48, 1981, 77 p.

St-Pierre, Stéphanie, « Clercs et historiens : le discours d'enracinement et la société historique du nouvel Ontario », *Études d'histoire religieuse*, Vol. 81, n° 1-2, 2015, p. 59-79.

Ouvrages collectifs

Laniel, Jean-François et Joseph Yvon Thériault (dir.), *Retour sur les États généraux du Canada français : continuités et ruptures d'un projet national*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2016.

Linteau, Paul-André et al., *Histoire du Québec contemporain tome II, Le Québec depuis 1930*, Montréal, Éditions Boréal, 1980.

Chapitres d'ouvrages collectifs

Allain, Greg, Isabelle Mckee-Allain, et Joseph Yvon Thériault, « La société acadienne, lectures et conjonctures », dans Jean Daigle (dir.), *L'Acadie des Maritimes*, Moncton, Chaire d'études acadiennes, Université de Moncton, 1993.

Allaire, Gratien, « L'Université pour la population franco-ontarienne », dans Marcel Martel et Robert Choquette (dir.), *L'Université et la francophonie*, Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, 1999.

Bédard, Éric, Xavier Gélinas, « Critique du néo-nationalisme en histoire du Québec » dans Stéphane Kelly (dir.), *Les idées mènent le Québec : essai sur une sensibilité historique*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003.

Bock, Michel « Se souvenir et oublier : la mémoire du Canada français, hier et aujourd'hui », dans Joseph Yvon Thériault, Anne Gilbert et Linda Cardinal (dir.), *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada. Nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations*, Montréal, Éditions Fides, 2008, p. 161-203.

Bock, Michel « De la solidarité canadienne-française à l'éclatement des références: la mutation des identités québécoise et franco-ontarienne », dans Jean-François Savard et Alexandre Brassard (dir.), *Les relations Québec-Ontario. Un destin partagé?*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2011, p. 83-106.

Bray, Matt, « Les défis des années soixante, 1960-1972 », dans Matt Bray et al., *L'Université Laurentienne : une histoire*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010.

- Burke, Z. Sara, « Becoming Undergraduates: Women and University Culture in Nineteenth-Century Canada », dans E. Lisa Panayotidis, Paul Stortz, *Women in Higher Education 1850-1970 : International Perspectives*, Royaume-Uni, Routledge, 2015.
- Charle, Christophe et Jacques Verger, « La première massification de 1945 au début des années 1980 », dans *Histoire des université XII^e-XXI^e siècle*, Paris, PUF, 2012.
- Choquette, Robert, « L'Église de l'Ontario français », dans Cornelius Jaenen, *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Historical Studies Series/Presses de l'Université d'Ottawa, 1993.
- Gaudreau, Guy, « Les origines de l'Université Laurentienne » dans Matt Bray *et al.*, *L'Université Laurentienne : une histoire*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010.
- Gidney, R. D., « The Education System at Mid-Century, 1945–1960 », dans *From Hope to Harris: the Reshaping of Ontario's Schools*, Toronto, University of Toronto Press, 1999.
- LeBlanc, Phyllis, « Une communauté en transition : Moncton, 1870-1940 », dans Jacques Paul Couturier et Phyllis LeBlanc (dir.), *Économie et société en Acadie : 1850-1950*, Moncton, Édition d'Acadie, 1996.
- McCrone, David et Gayle McPherson, « Marking Time: the Significance of National Days », dans *National Days: Constructing and Mobilizing National Identity*, Royaume-Uni, Palgrave MacMillan, 2009.
- Rees, Ronald, *New Brunswick, an illustrated history*, Halifax, Nimbus publishing, 2014.
- Stanley, Della, « The 1960s: The Illusions and Realities of Progress », dans E.R. Forbes et D.A. Muise, éd., *The Atlantic provinces in confederation*, Toronto, University of Toronto Press, 1993.
- Thériault, Léon, « L'Acadie de 1763 à 1990, synthèse historique » et « L'acadianisation des structures ecclésiastiques aux Maritimes 1758-1953 », dans Jean Daigle (dir.), *L'Acadie des Maritimes*, Moncton, Chaire d'études acadiennes, Université de Moncton, 1993.
- Thériault, Joseph-Yvon, « Naissance, déploiement et crise de l'idéologie nationale acadienne », dans *L'identité à l'épreuve de la modernité : écrits politiques sur l'Acadie et les francophonies canadiennes minoritaires*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1995.
- Thériault, Joseph-Yvon, « Le moment Robichaud et la politique en Acadie », dans *Faire société*, Sudbury, Prise de Parole, 2012.
- Warren, Jean-Philippe, « L'invention du Canada français : le rôle de l'Église catholique », dans Stéphane Savard et Martin Pâquet (dir.), *Balises et références : Acadies, francophonies*, Montréal, Presses de l'Université Laval et CEFAN, 2007.

Sites Internet

Archive provinciale du Nouveau-Brunswick, « La formation postsecondaire au Nouveau-Brunswick ».

[<https://archives.gnb.ca/Exhibits/ArchivalPortfolio/TextViewer.aspx?culture=fr-CA&myFile=Education-3>] (10 décembre 2018).

Aubert, Roger, « RERUM NOVARUM ENCYCLIQUE (1891) », *Encyclopædia Universalis*, URL : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/encyclique-rerum-novarum/> (19 mai 2019).

Barber, Marilyn et Paul-françois Sylvestre, « Question des écoles de l’Ontario », *The Canadian Encyclopedia*, 22 février 2016, Historica Canada.
[<https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/la-question-des-ecoles-de-lontario>] (19 décembre 2018).

Griffiths, Naomi, « LEFEBVRE, CAMILLE », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, Vol. 12, Université Laval/University of Toronto, 2003.
[http://www.biographi.ca/fr/bio/lefebvre_camille_12F.html.] (15 février 2019).

« Le père Hector Bertrand, celui que l’on a appelé à la rescousse », *La voix du Nord*, 11 septembre 2018. [<http://www.lavoixdunord.ca/index.php/component/k2/item/4746-le-pere-hector-bertrand-celui-que-l-on-a-appelle-a-la-rescousse?tmpl=component&print=1>] (8 avril 2019).

Statistique Canada, « Les générations au Canada. Âge et sexe, Recensement de 2011 », *Recensement en bref*, No 98-311-X2011003 au catalogue, 2012.
[http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/as-sa/98-311-x/98-311-x2011003_2-fra.cfm] (13 février 2019).